

L'état de la presse

Triste coïncidence, mais peut-être utile à la compréhension des difficultés de la presse : au lendemain même de l'annonce de la liquidation du « Matin de Paris », la France célèbre, le vendredi 29 janvier, une « Journée nationale de la presse écrite ».

Organisée par deux ministères, culture et communication, éducation nationale - avec le soutien des éditeurs et des organismes de la profession, dont la puissante Fédération nationale de la presse française, cette initiative a pour objectif d'écarter les Français à prendre - ou à reprendre - le chemin des kiosques à journaux.

L'opération a pour origine un constat amer bien qu'il ne soit pas nouveau : dans la patrie de Théophraste Renaudot, nombreux sont ceux qui renoncent à se plonger dans les pages des quotidiens qui leur sont proposés. Selon l'UNESCO, la France se situe, en 1986, au vingt-septième rang mondial pour la lecture de la presse quotidienne (212 exemplaires vendus pour 1 000 habitants), très loin derrière le Japon, champion en ce domaine avec 562 exemplaires pour 1 000 habitants.

Ce relatif désintérêt de multiples causes. Économiques, par exemple : le prix du journal a été multiplié par sept en quinze ans. Or historiquement, la presse quotidienne, depuis la fin de la période chaotique de l'Occupation et de la Libération, a été soumise à une concurrence féroce, et d'autant plus dévastatrice qu'elle a été encouragée par l'État, notamment à travers la création du nombre des quotidiens nationaux, qui, depuis 1945, est passé de 26 à 12.

A la différence de la Grande-Bretagne, où les « populaires » sont chacun à plus de quatre millions d'exemplaires (« The Sun », « The Star », etc.), la presse populaire - exception faite de « France-Soir » et du « Parisien libéré » - a disparu des kiosques de la capitale. Hachette a dû renoncer à son projet « Oméga » et il n'y a guère que M. Hersant et un patron de presse britannique, M. Robert Maxwell, pour oser le projet d'un quotidien grand public... en France.

En revanche, les quotidiens français nationaux « haut de gamme » diffusent à des niveaux proches de ceux des autres pays européens. Ainsi en témoignent les chiffres de diffusion du « Monde » (en progression), du « Figaro » et de « Libération » : les deux premiers ayant atteint ou plus de lecteurs que la « Frankfurter Allgemeine », le « Die Welt », « The Independent », « The Guardian » ou « The Times ». Quant à nos grands régionaux, beaucoup peuvent se mesurer sans honte à leurs homologues étrangers, y compris américains.

Les comparaisons doivent donc être maniées avec prudence. D'autant qu'il est un secteur de la presse écrite où la France est championne du monde : celui des magazines. Le milliard de tirages spécialisés, hebdomadaires ou mensuels, que distribuent les Nouvelles Messageries de la presse parisienne témoigne de la santé d'un secteur qui a su trouver son marché et relever le défi de la télévision.

L'avenir de la presse quotidienne apparaît lié à sa qualité rédactionnelle jointe à celle de sa fabrication. Au-delà d'une simple « journée », il devrait y avoir pour elle beaucoup d'autres jours, et pas forcément sombres.

(Lire nos informations page 18.)

M 0147 - 0130 0 - 4,50 F
3790147004500 01300

Un succès pour le gouvernement de M. Gonzalez

L'ETA militaire propose une trêve immédiate de soixante jours au Pays basque espagnol

L'ETA militaire a proposé au gouvernement de Madrid, dans un communiqué diffusé le 28 janvier, une trêve immédiate de soixante jours. Elle demande en échange la fin des « hostilités policières » et la reprise, à Alger, des contacts entre indépendantistes basques et autorités espagnoles, qui doivent déboucher, selon elle,

BILBAO
de notre envoyé spécial

Le sang sèche vite aux yeux des Basques. Même celui versé à Saragosse, où un attentat particulièrement brutal de l'ETA militaire faisait, il y a six semaines à peine, onze morts, dont quatre enfants. Aujourd'hui, la plupart des interlocuteurs que l'on rencontre à Bilbao n'y voient déjà plus, selon la trop fameuse formule, qu'une espèce de « point de détail » de l'histoire basque. Un « accident de parcours », du moins, qui ne doit pas empêcher de continuer dans la même voie ; celle de la poursuite des conversations, menées à Alger avec les indépendantistes, parallèlement aux corps très durs portés contre eux par les polices espagnole et française.

Chacun semble en effet persuadé à Bilbao qu'il s'agit là de l'unique démarche possible, et qu'elle commence à porter ses fruits ; on l'affirme, avec une assurance sans précédent, tant du côté des socialistes que des nationalistes modérés ou des proches de l'ETA. Et les plus optimistes considèrent que « quelque chose », que l'on hésite encore à qualifier de début de solution, se profile enfin dans ce panorama politique basque trop longtemps bloqué.

sur une « négociation politique ». C'est la première fois que l'ETA militaire accepte l'idée d'une trêve, mesure qu'elle avait toujours présentée, jusqu'ici, comme l'éventuelle conséquence et non la condition préalable des conversations avec Madrid. Cette initiative constitue un succès pour le gouvernement de M. Gonzalez.

Certes, l'attentat de Saragosse avait conduit les socialistes - c'était le moindre des choses ! - à annuler une nouvelle réunion secrète à Alger avec l'ETA, prévue pour la mi-décembre. Mais, d'un côté comme de l'autre, on est conscient que ce n'est là que partie remise ; le moment viendra

bien sûr d'une reprise des conversations menées jusqu'ici par le délégué du gouvernement de Madrid au Pays basque, M. Julien Elgorriaga, et par le dirigeant de l'ETA Eugenio Etxebarria, dit Antxon.

THIERRY MALINAK.
(Lire la suite page 3.)



Une première dans le monde des courses

Juments porteuses pour cracks

Ours et les meilleurs trotteurs du moment disputent, le dimanche 31 janvier à Vincennes, le Prix d'Amérique. Événement de la saison hippique, cette course est l'occasion de révéler une évolution radicale dans le monde équestre : désormais des juments porteuses acquièrent les embryons des cracks.

C'était le 29 janvier 1984. Idéal du Gazeau, faisait ses adieux à Vincennes. Acheté quelques mois auparavant près de 20 millions de francs par un consortium d'éleveurs scandinaves et néerlandais, le « champion aux jambes bleues » - il courait toujours les jambes ceintes d'un bandage bleu, la couleur de sa casaque - vivait ses derniers instants de gloire. Drivé par le populaire « Gégène » Lefèvre, Idéal du Gazeau accomplissait - fait unique dans les annales des courses - un tour d'honneur, ovationné par cinquante mille personnes. Un triomphe à la mesure de ce que fut la carrière de ce cheval hors du commun, trois fois champion du monde des trotteurs à New-York, deux fois vainqueur du Prix d'Amérique, en 1981, et en 1983. « Le cheval le plus riche du monde », comme on l'appelait alors - ses gains en course s'élevaient à 13 500 000 francs - pouvait regagner sa retraite suédoise avec le sentiment du devoir accompli.

Aujourd'hui encore, à Vincennes, la légende d'Idéal du

Gazeau demeure intacte. Dans quelques semaines, ce nom magique va revenir sur le devant de l'actualité à l'occasion d'un événement peu banal : grâce à la technique du transfert d'embryon, Idéal du Gazeau va avoir un petit demi-frère ou une petite demi-sœur. Après l'insémination artificielle, la technique du transfert d'embryon fait une entrée remarquée, non seulement dans le monde des super-trotteurs, mais également dans celui non moins select des meilleurs juments de sport équestre.

FRANCK NOUCH.
(Lire la suite page 12.)

Un entretien avec M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN

Les enseignants devront « travailler autrement »

Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) s'ouvre le lundi 1^{er} février à La Rochelle. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, son nouveau secrétaire général, M. Yannick Simbron, insiste sur la nécessité pour les enseignants de travailler en équipe, d'organiser autrement leur emploi du temps et d'être plus mobiles. Il admet l'idée de traitements modulés selon les établissements.

« Quel sera le message essentiel de la FEN lors de son congrès ? »

« Une idée très forte : les mutations technologiques sont un aspect déterminant de la crise économique car elles bouleversent l'organisation et les méthodes de travail et impliquent une élévation massive du niveau de formation de la population. Notre congrès devra donc dire très clairement que l'investissement dans les domaines de l'éducation et la recherche est une nécessité vitale pour le pays. Il ne faut pas raisonner en terme de coût, mais considérer que cet investissement est créateur d'activités futures. »

« N'est-ce pas ce que dit le gouvernement actuel ? »

« Quand j'entends que le ministère du budget refuse de révaloriser globalement la situation des enseignants, j'ai le sentiment que nous ne sommes pas compris. La France a un retard considérable pour l'enseignement. Elle dépense moins que la Grèce pour son université par rapport à son PIB. Comment sortir de là ? »

« Il va falloir réintroduire la notion de planification, fixer les grandes perspectives et les traduire dans une loi de programmation sur cinq ou dix ans. L'essentiel est qu'on ne négocie plus tous les ans au moment de l'établissement du budget de l'éducation nationale. »

« M. Monory vient précisément de publier son « plan pour l'avenir de l'école » qui prévoit des recrutements massifs d'enseignants et de meilleures rémunérations pour eux. En le refusant globalement, n'avez-vous pas l'impression de « cracher dans la soupe », simplement parce que le ministre n'est pas de votre bord ? »

« Quand M. Monory évalue le nombre d'enseignants nécessaires pour remplacer les départs en retraite et se prononce pour la réévaluation du métier, nous prenons acte. Mais son « plan » est boiteux. Il isole les instituteurs de ce qu'il appelle le « second degré », alors qu'une telle coupure est dépassée par la généralisation de fait de la scolarisation jusqu'à dix-huit ans. »

Propos recueillis par
PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 11.)

QUEL EST LE PRIX DE LA PAIX ?

Une réflexion sur la politique étrangère.

FRANÇOIS SUREAU
L'INDÉPENDANCE
À L'ÉPREUVE

EDITIONS ODILE JACOB

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 518 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Inde, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکومت پاکستان

صكذ من الاجل

Débats

Après la rencontre des « Prix Nobel »

Le rendez-vous raté

par MOHAMED ALI-AMMAR (*)

PARIS fut, la semaine dernière, capitale des Nobel de la paix, le palais de l'Élysée le siège.

Les regards se tournèrent vers cette première mondiale. Heureuse initiative que de rassembler près d'une centaine d'hommes venus de tous les coins du monde, ou presque, et de tous les horizons de la connaissance et du savoir. Ce fut à l'évidence quelque chose d'impressionnant.

Pour le commun des mortels, ces grands cerveaux jouissent d'un capital de confiance et de respect incontestable. Ce sont des êtres exceptionnels. Leur prestige les place au-dessus des combines politiques et des querelles idéologiques que se livrent les systèmes dominants pour asservir leur hégémonie.

Les Nobel ont une autre dimension, même s'ils sont le produit d'une certaine culture, de certains types de sociétés qui ne sont pas toujours un modèle de référence pour le reste du genre humain. La notoriété qu'ils ont acquise au service de la paix, de la science et de la culture leur confère le statut de la stature de messies. Ce sont les messies des temps modernes. Vers eux se dirigent les espoirs de l'humanité. Elle attend de ce rassemblement un message annonciateur d'un monde meilleur, un monde où règne la paix et la fraternité universelles.

Ce message était d'autant plus attendu que cette réunion se situe à la fin d'un siècle. Et c'est dans ces moments que la croyance populaire se met à l'écoute pour percevoir le signe capable de transformer ses inquiétudes en espoir. Cette ambivalence et ce sentiment ambigu sont profondément ancrés dans les profondeurs de la conscience de l'homme.

Barbarie ou universalité ?

L'approche d'un nouveau siècle a de tout temps été entourée d'un mystère quasi mythologique, comme s'il allait annoncer l'ère du salut éternel ou le grondement de l'apocalypse. Est-ce la fin du rêve de l'homme ou la réalisation de tous ses rêves.

La réunion des Nobel dans une telle ambiance revêt réellement une dimension et un caractère particuliers. C'est toute une symbolique à laquelle s'accroche et que tente de décoder et d'expliquer une humanité anxieuse. Elle stimule l'espérance et tempère l'inquiétude, l'angoisse des fins de siècle recule... On a confiance.

Au chevet d'un monde en crise se penchent des praticiens de la paix et se concertent ceux qui détiennent la clé du mystère. Cette présence sécurise. Elle augure la naissance du vingt et unième siècle sans douleur et sans convulsion. Ce sera le siècle des siècles. Il est déjà marqué du sceau de la paix. Ses parrains ne sont pas des hommes ordinaires. Ce sont les grands du savoir et de la connaissance. L'ordre maudit de l'injustice, des guerres, de la misère sera englouti dans les abysses d'un siècle qui se meurt.

On attendait, dans une impatience fébrile, les résultats de leurs conciliabules, de leurs concertations. Des idées, et quelles idées, se confrontent. Vont-ils déclarer l'avènement de ce renouveau que les prophètes et les sages ont annoncé ? Vont-ils prescrire, par et dans leur message, à l'univers qu'ils ont trouvé la formule par laquelle l'homme chassera les ténèbres qui entourent son aspiration à la paix et son ascension vers les cimes de la réconciliation avec lui-même ? Cette paix ne peut s'installer tant que l'homme continue de tuer ou d'asservir son semblable pour assouvir son animalité et sa soif de domination et d'hégémonie.

Leur message annoncera-t-il le basculement de l'équilibre de la terre et la destruction des machines à fabriquer la misère et la mort ? L'ère de la barbarie

sera-t-elle à jamais bannie ? Et celle de l'universalité sonnera son entrée triomphale avec la venue d'un siècle, qui sera le printemps que l'humanité attendait depuis ses premiers balbutiements ?

Les lampions se sont éteints. La déclaration des Nobel n'a rien apporté à ceux qui attendaient tout de leur concile. Il est vrai qu'ils ont parlé de paix, de liberté, de fraternité humaine. Pas un mot, ou presque pas, sur la souffrance de ceux qui souffrent. Pas la moindre allusion aux causes de la paupérisation intolérable qui lamine les trois quarts de l'humanité pendant que la minorité se vautre dans l'opulence.

Peut-on décemment prononcer le mot de liberté et à ce niveau-là, lorsque des enfants, des femmes et des vieillards luttent avec, comme seule arme, l'énergie de l'espoir — car il est en eux — pour reconquérir leur dignité face à des soldats assoiffés de sang au service d'un État auquel le président de la réunion des Prix Nobel décerne la médaille de la démocratie, alors qu'il sait plus que quiconque que cet État-là a été érigé sur une injustice et une inversion des normes et qui a fait des victimes du nazisme les bourreaux du peuple palestinien ? M. Elie Wiesel, ce rescapé des camps de la mort, n'ose dénoncer la reproduction du schéma nazi, comme si les combats du présent l'empêchent de parler et de parler vrai. Son universalisme s'arrête, malheureusement au seuil de sa porte. Aujourd'hui, la victime est autre et il est solidaire du bourreau. Comédie ou tragédie de l'histoire ?

A partir d'une telle position, les grandes valeurs de paix, de liberté et de démocratie sonnent faux dans la bouche de tous les Elie Wiesel, même auréolés de savoir.

La liberté est toujours la raison d'être et de vivre des exploités, des bannis par des systèmes dominants. Cette vérité, M. Elie Wiesel la connaît. Mais il n'ose la proférer. Il sait aussi qu'elle est inscrite en lettres de sang sur le fronton de cette Palestine meurtrie et renaissante en dépit du silence que brisent les images de la télévision et le frissonnement d'une partie de la conscience universelle.

L'iniquité et la fragilité

Quant à l'égalité dont parle M. Elie Wiesel au nom de ses confrères, elle n'inclut pas le tiers-monde sur lequel l'Occident a bâti sa richesse, sa croissance et sa supériorité. Ce déséquilibre est justement le témoin de l'iniquité et de la fragilité du vingtième siècle. M. Wiesel et ses confrères auraient conforté leur réputation s'ils avaient tout simplement fait le procès des prédateurs de ce siècle, en condamnant l'acceptation occidentale-centriste de l'univers.

* Président de l'Amicale des Algériens en Europe.

salisme et des valeurs qu'il contient et qui le contiennent.

Le vingt et unième siècle naîtra, il sera celui « des damnés de la Terre ». Ceux qui sont porteurs à travers et par leurs luttes de cette dimension universelle de l'homme que des penseurs comme Elie Wiesel ont réduit à leur échelle étroitement ethnique et, à la limite, raciste.

Ces Nobel ont malheureusement raté leur rendez-vous avec l'histoire et à la veille d'un millénaire. L'histoire inscrira quelque part, aux coins de l'une de ses pages, que cette réunion n'a pas répondu aux espérances que l'humanité était en droit d'attendre d'elle. Et qu'elle attendait effectivement. Au lieu d'être un événement à la mesure des espoirs de la réunion parisienne des Prix Nobel sera un fait divers, au mieux une simple rencontre mondaine.

Perspective Elysée

Pourquoi Michel Rocard ?

par STEPHANE HESSEL (*)

DEVANT le déferlement presque grotesque des appels à François Mitterrand, la question qu'on ne peut pas éluder, lorsqu'on estime que l'orientation actuelle de la politique gouvernementale est néfaste, c'est en quoi un deuxième mandat du président de la République a des chances de porter remède aux carences dont notre pays souffre et qui mettent en cause sa place dans le monde inquiétant de cette fin de siècle.

De quel redressement, pourtant indispensable, de notre capacité industrielle et donc de notre balance commerciale, de quelle mutation dans nos méthodes de formation et donc de mise en valeur de nos ressources humaines, de quel ajustement de notre appareil d'État aux défis des mentalités nouvelles et des technologies de communication qui les transforment, François Mitterrand peut-il être raisonnablement considéré comme porteur, sinon comme garant ?

Comment échappera-t-il, même s'il en a le désir, à un rôle de continuateur paisible de structures et de politiques qui nous ont conduits à ce seuil de vulnérabilité internationale et d'effacement de la scène mondiale dont ne témoignent pas seulement les indicateurs économiques, mais aussi la démobilité civique qui leur fait accueil ?

Dans sa sagesse et sa vision de l'avenir, mieux que quiconque il aperçoit certainement la contradiction qu'il y a entre la nécessité d'une dynamisation de la société française dans ses

profondeurs — ce que l'on ose encore appeler une politique de gauche — et la situation où il se trouve personnellement au moment où il achève son septennat.

L'intelligente conduite de ce septennat a permis la transition d'une France, divisée selon des clivages aujourd'hui périmés, vers une France à nouveau capable de choisir entre un néolibéralisme à l'efficacité douteuse et une démocratie sociale renouvelée.

C'est donc le moment stratégique, par excellence, où il convient de mettre en balance, dans une décision aux enjeux clairs, les défendeurs de l'une et l'autre voie. Mais François Mitterrand nous a permis de mieux comprendre la signification et les contrastes.

S'engager lui-même dans l'une d'elle, après avoir vécu avec les deux, n'est-ce pas être à cette voie la crédibilité dont elle a besoin : la crédibilité que ne peut lui conférer qu'un homme dont le dessin, la conviction, la lucidité ne font de doute pour personne.

Prendre en 1988 le champ auquel tous ceux qui lui sont reconnaissants de la manière dont il a su préserver les chances de la gauche estiment qu'il a droit, passer à un successeur moins alourdi d'un passé forcément complexe la tâche de les faire triompher, telle serait pour ce fin connaisseur de notre société l'attitude la plus efficace.

Le successeur est là. Il s'appelle Michel Rocard.

(*) Ambassadeur de France.

صكذ من الاجل

La conférence des cerveaux

par ALAIN FINKIELKRAUT (*)

Un demi-siècle s'est écoulé depuis cette conférence : les Européens ne se sont plus la guerre, les prestiges de la pensée totalitaire ont été enfin dissipés, mais ce n'est pas la voix de Franz Werfel que le silence de l'idéologie permet enfin d'entendre, c'est celle — pathétique, inlassablement pathétique, — d'Elie Wiesel, convoquant avec François Mitterrand la première conférence mondiale des Nobel.

Franz Werfel voulait que les membres de son académie — romanciers, artistes, poètes, philosophes, savants — soient choisis en fonction de leur œuvre, c'est-à-dire de la profondeur de leur interrogation et de la richesse en monde de leur pensée. Notre modernité dynamique et compétitive préfère les critères sportifs : elle choisit donc les médailles d'or de presque — pauvres mathématiciens ! (2) — toutes les disciplines scientifiques existantes, comme si, de la recherche à la sagesse, de l'opérateur au symbolique, de la compétence hypersectorisée à l'élucidation du monde humain, il y avait l'évidence d'un rapport causal. Sous une forme incontestablement naïve, Werfel plaiderait pour rendre aux œuvres d'art et de pensée leur prééminence perdue ; nous ne voyons plus, quant à nous, la discontinuité qui existe entre spécialité et pensée, car nous avons de cette dernière une représentation grossièrement mécanisée et quantifiable. Réduisant l'intelligence au quotient intellectuel, nous croyons que le Nobel récompense automatiquement les esprits les mieux pourvus, et c'est en toute bonne conscience que la ville même où Werfel hasardait sa proposition vient d'organiser la rencontre tape-à-l'œil des meilleurs athlètes.

(*) Philosophe et écrivain.

du cerveau. Les Prix Nobel de la paix et les lauréats de littérature ne font pas exception : au même titre que leurs homologues scientifiques, ils sont perçus comme les champions les plus performants de leur catégorie.

Ainsi donc, et contrairement aux allégations de certains, le problème de nos sociétés n'est pas l'éclatement, mais bien plutôt l'idée dégradée que nous nous faisons désormais de l'élite.

Et il ne suffit pas de la figure tourmentée d'Elie Wiesel, du catalogue de bons sentiments sur lequel s'est conclue la conférence, ou du clip angélique réalisé par vingt Nobel contre la faim dans le monde, pour nous rattacher encore à la grande tradition de l'humanisme européen. On peut même avancer que, si l'horreur glacée du vingtième siècle était plus méditée qu'invoquée, il ne nous serait pas aussi facile d'oublier les valeurs de Franz Werfel et de remplacer, sans vergogne, toute vie intellectuelle par le culte conjugué du pathos humanitaire et du QI.

Esprons, en tout cas, que les soixante-quinze Einstein présents à l'Elysée auront pensé aux générations futures et ne se seront pas séparés sans avoir préalablement fait don de leur géniale semence au CECOS. Assurés ainsi de la perpétuation de l'intelligence et guidés vers le bonheur par la main tout ensemble ferme et secourable de notre président bien-aimé, père de la patrie et soleil du monde, nous pourrions aborder les défis du troisième millénaire avec, sur les lèvres, le sourire inaltérable de l'enfance retrouvée.

(1) Milan Kundera, « Un Occident kidnappé », Le Débat, n° 27, Gallimard, novembre 1983.
(2) M. Nobel ayant, dit-on, haussé avec un mathématicien, il n'y a pas de prix Nobel de mathématiques.

Au courrier du Monde

NOURRITURE

L'école de Yourcenar

Marguerite Yourcenar n'a jamais été la première à l'école car il n'y a jamais eu d'école dans sa vie ; aussi est-elle devenue la première face à elle-même. La déduction peut sembler facile, il n'en demeure pas moins que la question reste posée.

A une époque où l'école contrôle les trois quarts de la vie d'un enfant, où elle multiplie recherches et techniques pour qu'il tire de sa fréquentation le meilleur profit — et cela avec des intentions généreuses et dans un but très louable, — on peut se demander si l'obstination de toute une société face à ses jeunes leur fera un jour un cours si merveilleusement obstiné que le sien.

De toute absence — même dispa-

ruer très tôt, père aimant mais vague, famille lointaine, — elle a fait une présence, aimant les pierres et jusqu'à leur même des pierres. Oh nos enfants, si étroitement encadrés par l'école, débordés de connaissances et de sécurité, trouveront-ils l'eau souterraine qui l'a nourrie ?

CLAUDE CRÔMER
(Ephraïm, Vaucluse)

PAUVRETÉ

Livres engloutis

Le 10 avril 1983, la bibliothèque de la Faculté des lettres de Metz a été victime des inondations de la Moselle. Le 26 avril 1983, votre journal a fait allusion à ce qui fut un véritable « naufrage culturel ». Vingt-cinq mille ouvrages ont pu être sauvés grâce à la hypophyse. Plus de vingt mille ouvrages ont été totalement perdus. Le ministère de l'éducation nationale nous a remboursé 85 % des pertes en matériel (mobiliers, photocopies, etc.), et des frais de hypophyse (total 750 000 F). Malgré un rapport, favorable, de deux inspecteurs généraux de l'administration, qui ont évalué la valeur de vingt millions de francs, le ministère de l'éducation nationale nous a refusé de verser le moindre franc, même symbolique.

Or, l'État est son propre assureur. Pourquoi le pouvoir central n'est-il pas en mesure de remplacer 20 000 livres ? Pourquoi les étudiants de l'université de Metz n'ont-ils pas droit à réparation, alors qu'ils ne sont pour rien dans le naufrage culturel ?

La France est-elle tellement pauvre qu'elle ne puisse plus trouver 6 millions pour réparer les conséquences d'une catastrophe naturelle ?

FRANÇOIS REITHEL
Docteur de la Faculté des lettres de Metz

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télax MONDIPAR 660 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
- Les rédacteurs du Monde -
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Worts

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

ABONNEMENTS

EP 507 05
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

II - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez aussi l'obligeance d'écouter tous les sous-projets en capital et d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITÉ

5, rue de Montmoyne, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-02 ou 45-55-91-71
Télax MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

SANS LA PUB, LA PRESSE C'EST LE MONDE SANS SOLEIL.

JOURNÉE DE LA PRESSE ÉCRITE - BÉLIER RIVE GAUCHE - 45 50 34 45

ESPAGNE

L'ETA militaire propose une trêve immédiate de soixante jours

(Suite de la première page.)

Des conversations qui progressent, mais lentement : « Chacun des porteurs a exposé jusqu'à ses positions, et il s'agit maintenant d'entrer dans le vif de la négociation », affirme un proche de l'ETA qui a suivi de près les conversations, et qui ajoute : « Désormais, l'autonome ne constitue plus un simple intermédiaire, il dispose d'un mandat de son organisation pour prendre des décisions ».

Les socialistes, de leur côté, soulignent que l'histoire récente leur a donné raison : c'est l'affaiblissement de l'ETA qui a finalement convaincu ses dirigeants de rechercher à Alger un « cessez-le-feu honorable ». Ils ajoutent toutefois qu'il n'est pas question de discuter de problèmes politiques avec l'organisation indépendantiste : un point sur lequel s'accordent désormais toutes les forces politiques basques, mais seulement de la « réinsertion sociale » de ses membres, c'est-à-dire, en clair, de l'amnistie.

Tel est en effet désormais le thème central du débat. Selon le gouvernement socialiste de Madrid, les mesures de grâce ne peuvent être accordées qu'aux membres de l'ETA qui ne sont pas compromis dans des « délits de sang », alors que les indépendantistes exigent une amnistie totale. Il s'agit en fait d'un véritable cercle vicieux. Le secrétaire général des socialistes de Biscaye, M. Ricardo Garcia Damborena, et le dirigeant nationaliste modéré Xavier Markiegi le soulignent en termes quasi identiques : « Aucun gouvernement ne peut annoncer du jour au lendemain une amnistie générale, surtout si les terroristes n'ont pas déposé les armes. L'ETA, de son côté, ne peut pas déposer les armes à cause de la pression de ses quatre cents membres aujourd'hui en prison, qui veulent tous être sûrs d'en sortir ».

Ce cercle vicieux pourrait aujourd'hui se rompre. En décrétant une trêve, après sa « démonstration de force » de Saragossa, l'ETA peut en effet contribuer à débloquer la situation.

« Quelques années sans assassinats pourraient tout changer : le temps efface bien des choses », souligne un dirigeant socialiste. Une amnistie plus générale, dans ces conditions, pourrait être envisagée à moyen terme, même s'il n'est pas encore question de reconnaître offi-

ciellement, dès maintenant, cette possibilité.

Reste à savoir si cela sera suffisant pour contraindre les indépendantistes de renoncer définitivement à la violence. Après avoir affirmé durant vingt ans qu'elle poursuivait un objectif politique, l'ETA militaire, désormais très affaiblie, se contentera-t-elle d'une simple libération progressive de ses militants ?

« Un scénario au point »

De plus en plus nombreux sont ceux qui le croient au Pays basque, surtout si cette « opération amnistie » se conjugue avec une autre : l'ouverture d'une négociation, plus politique celle-là, avec la formation proche de l'ETA, la coalition Herri Batasuna.

Certes, personne n'ignore l'implication entre l'ETA et Herri Batasuna. Mais, contrairement à la première, la seconde peut arguer de la légalité politique que lui octroient ses deux cents mille électeurs habituels. Une légitimité que peuvent également invoquer les socialistes pour aborder avec Herri Batasuna les revendications qu'ils se refusent à traiter avec l'ETA, comme la reconnaissance du droit à l'autodétermination, le rattachement de la Navarre au Pays basque ou le remplacement des forces de l'ordre espagnoles par la police autonome basque. Les socialistes soulignent toutefois qu'ils refuseront catégoriquement, dans une telle négociation, toute mesure contraire à la Constitution.

« Le scénario de la pièce est désormais au point, résume un des principaux dirigeants du PNV (Parti nationaliste basque) : dans un premier temps, négociation entre Madrid et l'ETA sur l'amnistie, dans un deuxième, négociation entre Madrid et Herri Batasuna sur tout le reste, et dans une troisième table ronde de toutes les forces politiques basques pour entériner l'ensemble. » Un scénario sur lequel, pour la première fois sans doute, tout le monde semble désormais converger, à Bilbao comme à Madrid. A condition qu'une nouvelle escalade du secteur jusqu'au boutisme de l'ETA ne vienne pas, au dernier moment, troubler la représentation.

THÉRIE MALINAK.

Mort de Klaus Fuchs

Le savant-espion allemand aide les Soviétiques à construire leur première bombe atomique

Klaus Fuchs, le physicien allemand qui avait été emprisonné en Grande-Bretagne en 1950 pour espionnage nucléaire au profit de l'URSS, est mort, jeudi 28 janvier, à l'âge de soixante-seize ans, rapporte l'agence d'information allemande ADN. « En sa qualité de scientifique socialiste, professeur d'université, communiste et véritable ami de l'Union soviétique, il a contribué pendant plus de deux décennies à développer avec succès et créativité l'économie nucléaire de l'Allemagne de l'Est », ajoute l'agence.

Fuchs, un communiste allemand réfugié en Angleterre en 1934, avait espionné pendant trois ans les

secrets du centre de recherches atomique de Harwell, près d'Oxford, jusqu'à ce qu'il soit démasqué en 1950.

Condamné à quatorze ans de prison — le maximum prévu par la loi britannique — il avait bénéficié en 1959 d'une réduction de peine de neuf ans pour « bonne conduite » et avait été expulsé vers l'Allemagne de l'Est, où il avait repris sa carrière scientifique. Devenu directeur de l'institut est-allemand des affaires atomiques, Fuchs avait pris sa retraite en 1979, tout en restant membre du comité central du PC allemand (SED), où il avait été élu en 1967.

La commission de l'énergie atomique du Congrès américain avait estimé que l'activité d'espionnage de Fuchs avait fait gagner dix-huit mois aux Soviétiques dans leurs programmes d'armement. Tout en avouant, Fuchs n'a jamais exprimé le moindre regret, affirmant qu'il avait agi par conviction politique et non pour l'argent.

Né à Francfort le 29 décembre 1911, le physicien avait appartenu pendant deux ans au mouvement clandestin antinazi, avant d'être obligé de s'exiler en France, puis en Grande-Bretagne, où il était arrivé en 1934. Il avait acquis la nationalité britannique pendant la seconde guerre mondiale, après avoir obtenu un doctorat à l'université d'Edimbourg.

En décembre 1943, Fuchs avait été envoyé aux États-Unis en tant que membre de la commission britannique de l'énergie atomique et il y était resté jusqu'en 1946, travaillant de près à la mise au point de la première bombe atomique, à Los Alamos. A son retour en Grande-Bretagne, il était nommé directeur scientifique adjoint de l'institut de Harwell, poste qu'il conserva jusqu'en 1950.

Les autorités britanniques soupçonnaient de plus en plus que des renseignements militaires prenaient le chemin de l'Union soviétique, mais il leur avait fallu de nombreux mois pour découvrir que Fuchs en était la source. De nombreuses arrestations eurent lieu à la même époque, dont celle d'Ethel et Julius Rosenberg aux États-Unis, qui furent exécutés sur la chaise électrique en 1953, malgré une intense campagne de protestation.

Peu avant sa libération, Fuchs avait déclaré à un journal britannique qu'il était toujours un marxiste convaincu, même s'il ne pouvait plus désormais accepter tout ce que les communistes faisaient et disaient. — (Reuters.)

URSS

Archives historiques et glanost

Moscou. — Des personnalités officielles soviétiques ont dénoncé dans une « lettre ouverte » au ministre de la culture, M. Vassili Zakharov, l'état préoccupant dans lequel se trouvent, selon eux, un des plus vieux fonds d'archives d'URSS.

Ce texte, publié jeudi 28 janvier dans le journal *Sovetskaja Kultura*, porte notamment la signature de M. Dmitri Likhatchev, président du Fonds soviétique de la culture.

Les signataires estiment que la situation a empiré après les remaniements au sein de la direction du département des manuscrits de la célèbre bibliothèque Lénine de Moscou intervenus en 1981, « en l'absence totale de glanost » (transparence).

Ils reprochent au personnel son laisser-aller et demandent que le directeur de ce département soit remplacé. Exemple : un employé a recensé un recueil de manifestes de l'impératrice Catherine II sur le déclenchement de la guerre russo-turque, à la fin du dix-huitième siècle, comme un document « prouvant les efforts constants de la Russie en faveur de la paix... ». « Il est clair qu'il ne s'agit même pas d'un document de la guerre russo-turque », constatent-ils. — (AFP.)

AUTRICHE

Le président Waldheim a été entendu pendant quatre heures par la Commission internationale d'historiens



La Commission internationale d'historiens, chargée de tirer au clair le passé militaire du président autrichien, M. Kurt Waldheim, a en, jeudi 28 janvier, un entretien de quatre heures avec le chef d'Etat dans sa villa de fonction à Vienne. Cet entretien a été « utile et dur », d'une grande valeur, a indiqué dans la soirée M. Hans Rudolf Kurz, président de la Commission.

M. Kurz a refusé de révéler le contenu des questions qui avaient été posées lors de l'entretien, « de manière thématique », au président autrichien. Cette procédure avait suscité, mercredi, une protestation d'un responsable du département américain de la justice, qui s'était déclaré « outré » par une telle pratique. « La Commission sait faire la part des choses », avait répliqué M. Kurz avant de se rendre dans la villa de M. Waldheim.

Un autre membre de la Commission, M. Jean Vanvelkenhuyzen, a ajouté qu'il y avait eu des « moments de tension » lorsque des « points délicats » ont été abordés. Il a estimé que la discussion avait permis « quelques progrès », mais qu'il serait « inexact » d'affirmer que tous les problèmes ont été résolus. « Rien n'est définitif dans l'histoire (...). Il y a toujours des problèmes pour reconstituer le passé », a-t-il expliqué.

La Commission doit maintenant s'atteler à la rédaction de son rapport final, qui doit être présenté le 8 février au chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, et remis à

M. Waldheim avant d'être rendu public.

Dans une interview réalisée cette semaine par un journaliste américain et dont certains extraits ont été communiqués à une agence américaine, M. Waldheim a affirmé qu'il n'était pas le seul homme politique autrichien à avoir fourni « un compte rendu inexact » sur son rôle dans l'armée nazie pendant la seconde guerre mondiale. Il a également reconnu avoir participé à des négociations en 1943 lors de la déportation de soldats italiens depuis les Balkans. « On nous avait dit qu'ils seraient renvoyés dans leur pays », a-t-il expliqué. « Avez-vous participé à ces négociations ? », a demandé le journaliste. « De temps en temps », a répondu M. Waldheim.

Par ailleurs, à la suite de la polémique engagée avec la Commission par l'historien Dusan Plenca, colonel en retraite et ancien directeur du Musée militaire de Belgrade, qui a affirmé disposer de renseignements confirmant « la participation de Kurt Waldheim à des opérations de génocide sur le sol de la Yougoslavie », le porte-parole du gouvernement yougoslave, M. Aleksandar Stancic, s'est contenté de dire que « la Yougoslavie, comme tout le monde, suit les travaux de la commission, ainsi que les efforts des différents instituts et historiens, dont M. Plenca, visant à faire la lumière sur cette question ». — (AP, AFP.)

Le Conseil européen des 11 et 12 février

M. Chirac est « raisonnablement optimiste » quant aux chances de parvenir à un accord sur les problèmes agricoles et budgétaires

M. Jacques Chirac est « raisonnablement optimiste » quant aux chances des Dooze de parvenir à un accord sur les problèmes agricoles et budgétaires de la Communauté lors du conseil européen des 11 et 12 février. C'est ce qu'il a expliqué, jeudi 28 janvier, au cours d'un déjeuner de presse à l'hôtel Matignon. L'échec de Copenhague pourrait ainsi être évité. Un échec, a insisté le premier ministre, qui ne doit pas faire oublier les progrès significatifs accomplis par l'Europe dans le cadre de la Communauté et hors de ce cadre depuis deux ans.

« A Copenhague, on a atteint le sommet de l'absurdité en matière de procédure, et c'est une des raisons de l'échec », a-t-il dit. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'y sont emparés dans des difficultés techniques quasi inexistantes. Depuis, les ministres de l'agriculture sont parvenus à un compromis raisonnable, que seuls les Britanniques et les Néerlandais résistent.

« S'il y a un consensus général, les Néerlandais s'y rallieront. Par ailleurs, je ne crois pas à un vrai obstacle anglais sur l'agriculture. L'agriculture, c'est pour eux un moyen, une espèce de bouchier pour éviter que les problèmes budgétaires ne soient abordés d'une manière qui ne leur convient pas », a expliqué M. Chirac.

A Bruxelles, le chancelier Kohl est d'accord, on ne répète pas l'erreur tactique de Copenhague, on commencera par débattre des problèmes budgétaires, c'est-à-dire de l'augmentation des ressources à affecter à la Communauté, ainsi que de celles des crédits des « fonds structurels », qui intéressent surtout les pays de l'Europe méditerranéenne, puis de la compensation à accorder à la Grande-Bretagne pour limiter sa contribution au budget européen. A Fontainebleau, en 1984, selon M. Chirac, le chèque accordé à

M. Thatcher a été trop généreux, mais cela fait partie de l'héritage.

La France aborde aujourd'hui cette question « sans agressivité », à l'égard de Londres, mais avec le double souci que la compensation britannique soit dégressive, et qu'il lui soit fixé un terme. Il convient que M. Thatcher consente elle aussi un minimum de gestes pour rendre l'accord possible. C'est d'ailleurs nécessaire pour obtenir l'adhésion du chancelier Kohl.

La Commission européenne a proposé une augmentation significative des ressources affectées à la Communauté, ainsi que le doublement des fonds structurels dont le principal objet est de financer le développement des régions les moins prospères de la Communauté et de renforcer de la sorte sa cohésion. M. Chirac trouve ce souci de cohésion « beau comme l'unique », mais il se montre sceptique quant à l'impact réel d'une telle politique de développement régional. Au moment où les gouvernements sont obligés de pratiquer des politiques budgétaires plus rigoureuses, il trouve dangereuse la prodigalité préconisée par Bruxelles.

« L'Europe doit être compétitive, elle doit diminuer ses frais fixes. Il doit y avoir cohérence entre les politiques budgétaires nationale et européenne ». Un thème qui amène le premier ministre à s'interroger sur le rôle de la Commission : « L'Europe peut-elle être construite par une structure apolitique ? Faut-il laisser les pouvoirs de la Commission augmenter indéfiniment, avec les conséquences qu'on constate en matière de dépense ? N'est-il pas nécessaire au contraire que le conseil des ministres reprenne en main le contrôle politique de l'Europe ? »

Cela est possible, a précisé M. Chirac, si les gouvernements

partagent — et il croit qu'aujourd'hui c'est le cas — la volonté politique d'aller de l'avant. Dans l'esprit du premier ministre, il ne s'agit certainement pas de réviser d'une manière ou d'une autre la querelle de la supranationalité et encore moins d'en faire un thème de l'affrontement électoral. « Ce ne serait pas raisonnable d'engager une polémique quelconque sur ce sujet ; l'Europe est un thème consensuel ».

PHILIPPE LEMAITRE.

Le premier ministre et les visas d'entrée en France

M. Jacques Chirac a qualifié, jeudi, à Paris, de « mauvaise querelle » à caractère « politique » les protestations de l'Assemblée parlementaire des vingt et un pays du Conseil de l'Europe (dont le siège est à Strasbourg) contre la décision de la France d'imposer un visa d'entrée aux ressortissants étrangers (Le Monde du 27 janvier).

Rappelant que l'Algérie, le pays le plus justifié à demander une exception à cette mesure, n'avait pas soulevé d'objection et que la Tunisie, le Maroc et les pays francophones d'Afrique avaient adopté la même attitude, le premier ministre a déclaré que, dans ces circonstances, il avait été « stupéfait » de la réaction négative de certains pays et plus particulièrement de la Suède et de l'Autriche, auxquelles il a fait savoir que cette attitude était « incompréhensible et inacceptable ». Il a ajouté que si l'obligation de visa pour entrer en France devait être levée graduellement, ce serait les ressortissants algériens, marocains, tunisiens et d'Afrique francophone qui en bénéficieraient les premiers.

En 1 heure, gagnez 6 mois.

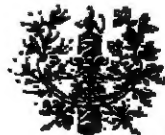
Prenez 1 heure de votre temps, et consultez attentivement la monographie que l'Acife a consacrée à votre pays de destination.

En 1 heure, vous en aurez une vision complète et concrète. Vous saurez comment vos enfants peuvent poursuivre leurs études, s'il vaut mieux acheter ou louer votre logement, votre voiture... vous connaîtrez le prix du litre de carburant et celui du litre de lait...

Tout ce que vous auriez appris à vos dépens, durant les 6 premiers mois, vous le saurez avant de partir. En 1 heure de lecture, et pour un coût minime !

Les monographies Acife sont réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères. Elles sont vendues à l'Acife (sur place ou par correspondance) et peuvent être consultées dans les Préfectures.

Pour connaître vos droits et bien commencer vos démarches, vous pouvez aussi acheter « le livret du Français à l'Etranger », seul document officiel sur le sujet. Pour plus d'informations, appelez l'Acife, ou consultez le service minitel : 3615 code A1 (mot clé ACIFE) ou 3617 code A9 (mot clé ACIFE).



Accueil et information des Français à l'Etranger
30, rue La Pérouse 75116 Paris
Tél. (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

PUBLICATIONS ACIFE. LES CLES DU MONDE.

هكذا من الاجل

Europe

SUISSE : F-16 contre Mirage-2000

Mission impossible pour Dassault

C'est la mission de la dernière chance pour Dassault, qui a prévu d'envoyer, au début du mois prochain, à Berne, une équipe chargée de convaincre les Suisses de renoncer à acheter des avions américains et de leur préférer le Mirage-2000 pour remplacer, après 1993, leurs vieux Mirage-III.

Des informations alarmantes pour Dassault, en provenance de Berne, font, en effet, état d'un choix de principe des Suisses en faveur du F-16 de General Dynamics ou du F-18 de McDonnell Douglas, au détriment de leur concurrent français et d'un candidat suédois, le JAS-39 Gripen de la société Saab. Le marché suisse n'a pas été complètement défini, mais on parle d'un peu moins d'une centaine d'avions.

En août 1987, les pilotes helvétiques ont eu trois mois pour évaluer les appareils en compétition, dans le but de n'en retenir que deux en finale et qu'on appelle la *short list*. Aujourd'hui, cette fameuse « liste courte » se réduirait au F-16 et au F-18, qui présentent, admet-on de source officielle à Berne, des avantages militaires et financiers.

La mission de Dassault consistera à demander aux Suisses de reconsidérer la candidature du Mirage-2000 face au F-16, qui est, en réalité, le grand favori de la compétition, et au F-18, qui semble désormais concourir pour mémoire.

« Une révolution culturelle »

Venant après une mévente de deux ans de son Mirage-2000 à l'exportation, une nouvelle déroute de Dassault en Suisse serait grave. D'autant qu'il existe, entre la société française et son client, un lourd contentieux qui remonte au milieu de la décennie 60. A cette époque, le Parlement helvétique avait dû réduire de moitié sa commande de Mirage-III, que l'armée de l'air s'était obstinée à vouloir modifier — en y installant un radar américain à la place de son équipement français, jugé moins performant — malgré la hausse prévisible des coûts. On avait alors parlé de scandale, et le minis-

tre suisse de la défense avait donné sa démission après une enquête parlementaire tumultueuse.

Vingt ans après, le Mirage-2000, qui devrait être le successeur naturel du Mirage-III, subit d'autres turbulences en Suisse, qui tiennent à d'autres considérations.

A commencer par son coût, face à son concurrent américain. Malgré tous ses efforts pour serrer ses prix et à moins que, d'ici là, le gouvernement français ne se résolve à consentir un geste financier, Dassault propose à l'exportation un Mirage-2000 à environ 24 millions de dollars pièce quand, dans le même temps, le F-16 est offert pour 16 millions de dollars. La différence n'est pas seulement sensible : elle creuse l'écart et détermine la clientèle.

Le constructeur français en est lui-même si convaincu qu'il ne cesse d'alerter ses propres employés sur ce dangereux état de fait à l'exportation. Le « patron » de la société, M. Serge Dassault, a réuni ses cadres, au début de l'année, pour les inciter, selon son expression, à pratiquer « une révolution culturelle » en matière de coûts de production, lesquels sont trop élevés par rapport à la concurrence.

Dans une lettre qu'il vient d'adresser à l'ensemble du personnel, M. Dassault écrit : « Le problème le plus fondamental est celui de la réduction de nos coûts de fabrication. Il faut réduire les prix des Mirages-2000 et du Falcon-900 (un avion civil de liaison intercontinentale) et réaliser le Rafale le moins cher possible. Toute la société, à tous les échelons, doit se mobiliser à cette tâche. » Et le « patron » de Dassault annonce qu'il limitera en 1988 les dépenses d'investissement et les hausses de salaire.

L'exemple suisse, où le F-16 est a priori un tiers moins cher que le Mirage-2000, illustre l'apreté de la bataille commerciale dans un pays européen qui conserve quelques moyens. Que dire alors d'autres contrées moins fortunées, comme le Maroc, où le rapport actuel est d'un Mirage-2000 offert pour le prix de deux F-16 américains ?

JACQUES ISNARD.

ETATS-UNIS

Annulation du plus important contrat de la « guerre des étoiles »

Le Pentagone a annulé un contrat de 480 millions de dollars accordé au groupe McDonnell Douglas pour un projet de l'IDS (initiative de défense stratégique) en raison de considérations budgétaires, a-t-on appris, le jeudi 28 janvier, de source officielle. Le projet annulé consistait, jusqu'au début de ce mois, le contrat le plus élevé accordé dans le cadre de l'IDS. Il s'agissait de mettre au point une arme émettant un faisceau à neutrons pouvant être déployée dans l'espace pour intercepter des missiles balistiques. Le budget de l'IDS pour 1988, approuvé à la fin décembre par le Congrès, est en baisse de 25 % par rapport aux 5,2 milliards demandés à l'origine par l'exécutif. — (AFP.)

PANAMA

Un trafiquant de drogue affirme avoir versé des pots-de-vin au général Noriega

Un trafiquant de drogue incarcéré aux Etats-Unis, M. Steven Kalish, a affirmé, le jeudi 28 janvier, devant le Congrès à Washington, avoir versé 300 000 dollars au général Noriega, l'homme fort du Panama, pour qu'il l'aide à blanchir des fonds provenant du trafic des stupéfiants. Selon M. Kalish, le général Noriega, chef des forces armées du Panama, lui aurait ainsi reçu 4 millions de dollars pour faciliter le transit de la marijuana par le Panama, fournissant à Kalish, pour l'occasion, trois passeports panaméens — dont un diplomatique — ainsi qu'une protection militaire.

A la suite des déclarations de M. Kalish, deux chambres de mise en accusation de Floride ont ouvert une enquête contre le général Noriega. — (AFP, Reuter.)

Amériques

NICARAGUA : réunis face à face pour la première fois

Sandinistes et « contras » engagent un difficile dialogue

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)
de notre correspondant

Impensable il y a quelques semaines à peine, la réunion entre des représentants du gouvernement sandiniste et de la Contra a finalement commencé comme prévu, le jeudi 28 janvier, dans la capitale costaricienne, San-José. Mais les propositions rendues publiques par les deux parties sont très divergentes, ce qui rend improbable un accord sur le cessez-le-feu avant le vote, le 3 février, du Congrès des Etats-Unis, pour de nouveaux crédits en faveur de la Contra.

En l'absence de l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando Y Bravo, actuellement à Rome, la médiation de l'Eglise nicaraguayenne est assurée par l'évêque auxiliaire Mgr Bosco Vivas, qui, à l'issue d'une première réunion d'environ trois heures, a déclaré : « La simple fait que cette rencontre puisse avoir lieu est en soi un très grand progrès, même si les positions des deux parties sont très éloignées ».

Les négociations devaient se poursuivre vendredi. La délégation sandiniste est dirigée par le vice-ministre des affaires extérieures, M. Victor Higo Tinoco, assisté du chef des services de renseignements militaires, le major Ricardo Wheelock. Seul également présents deux « conseillers » étrangers, le député social-démocrate allemand Hans Jürgen Wischniewski et un avocat américain M. Paul Reichler. La Contra est représentée par un homme d'affaires, M. Jaime Morales, et par M. Fernando Agüero, président du Parti conservateur en exil, et Roberto Urroz, président du Mouvement démocratique nicaraguayen (centre-droit). Deux « commandants » comme nous les nomme de guerre de « Tono » et « Fernando » assistent les civils et

ont troqué l'uniforme pour le costume-civil.

Les documents de base déposés par les deux parties reprennent les propositions distillées au cours des derniers mois. Les sandinistes rappellent que la négociation du cessez-le-feu doit se faire « dans le cadre constitutionnel existant ». Les rebelles, en revanche, estiment qu'il est « impossible de séparer les effets — la guerre — des causes qui sont évidemment politiques », demandant que soient associés à la négociation les quatorze partis politiques de l'opposition légale. Managua, qui préfère séparer les deux négociations pour ne pas accorder à la Contra la légitimité politique qu'elle recherche, s'en tient au document en quinze points présenté jeudi.

Les conditions de Managua

Ce document propose un cessez-le-feu du 15 mars au 15 avril. Le regroupement des rebelles dans trois zones — de 10 800 kilomètres carrés en tout — et la création d'une commission militaire mixte (sandinistes et insurgés), dans chacune des trois zones, pour vérifier l'application du cessez-le-feu. Managua accepte que les insurgés reçoivent une aide humanitaire des Etats-Unis, à condition qu'elle soit acheminée par la Croix-Rouge internationale. Les « contras » devront ensuite déposer leurs armes en présence d'une commission internationale. Ils seront alors « automatiquement convertis par l'armée » et pourront participer au « dialogue de réconciliation nationale ».

Les rebelles vont beaucoup plus loin, puisqu'ils exigent « conformément à l'esprit du plan de paix, la mise en place simultanée d'un processus démocratique et du cessez-le-feu ». Les « contras » acceptent de « mettre en réserve pendant trente jours » l'aide militaire américaine

que le Congrès pourrait voter en leur faveur. Au cours de cette période, (du 3 février au 4 mars), les deux parties devront négocier un cessez-le-feu, mais aussi un « calendrier » de réformes démocratiques, qui implique tout simplement le démantèlement des institutions mises en place par la révolution sandiniste en juillet 1979 : suppression des comités de défense qui exercent un contrôle politique très étroit au niveau du quartier ; « démilitarisation des coopératives » ; et fin du « recrutement militaire forcé », ce qui signifie la suppression du service militaire.

A l'issue de cette période de trente jours, soit le 5 mars au plus tard, les réformes démocratiques et le cessez-le-feu entreront en vigueur simultanément. Une nouvelle négociation pourra alors commencer : elle portera sur « le désarmement graduel des deux parties (...), le départ des conseillers militaires étrangers et la fusion des deux forces en une seule armée ».

Tous les participants reconnaissent volontiers qu'il sera sans doute impossible de parvenir à un accord au cours de cette première rencontre. Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, qui est à l'origine du plan de paix, a donné le ton en déclarant : « M. Duarte (le président du Salvador) négocie avec la guérilla depuis des années et il n'est toujours pas parvenu à un accord ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

● COLOMBIE : arrestation de deux suspects après l'assassinat du procureur général Hoyos. — Deux frères, Alejandro et Ernesto Eraso, ont été arrêtés, le jeudi 28 janvier, à Medellín, au nord-ouest du pays, par la police locale. Des témoins les auraient vus s'enfuir à bord d'une jeep le matin même du 25 janvier, peu avant la découverte du cadavre du procureur général Hoyos, dans une ferme des environs de la ville. — (AFP.)

BULGARIE : devant la conférence nationale du parti

M. Jivkov propose de limiter le nombre des mandats successifs des dirigeants

A l'ouverture de la conférence nationale du Parti communiste bulgare, consacrée à la « perestroïka », M. Todor Jivkov a proposé, jeudi 28 janvier, que soit limité à deux — ou trois, exceptionnellement — le nombre des mandats successifs que peut exercer un dirigeant élu, ainsi qu'une séparation des fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire général du parti. Ces propositions, qui devaient, si elles étaient adoptées, être également entérinées par le prochain congrès du parti — prévu il est vrai pour 1991 seulement — constitueraient une petite révolution dans les démocraties populaires où la durée a toujours été de règle dans le fonctionnement des organes dirigeants.

Dans l'immédiat, elles posent la question des propres intentions de M. Jivkov, qui en est à son huitième mandat consécutif comme secrétaire général depuis 1954 et cumule, depuis 1971, ce poste avec celui de chef de l'Etat. Jusqu'à présent, rien ne laisse prévoir qu'il abandonne la direction du parti, en tout cas pas avant le congrès. En revanche, on n'exclut pas ces derniers temps à Sofia qu'il puisse renoncer de lui-même au cumul de ses deux fonctions actuelles.

Une telle décision, note-t-on dans la capitale bulgare, serait dans la logique de la « perestroïka à la bulgare ». Les réformateurs locaux insistent sur la nécessité, pour le parti, de se consacrer à la définition « stratégique » de la politique en laissant à l'Etat le soin de la gestion quotidienne des affaires.

Développant sa suggestion de limiter la durée des mandats électifs, M. Jivkov a souligné au cours de son discours que cette règle devrait s'appliquer « du secrétaire général du comité central jusqu'au secrétaire de cellule ». « Il est indispensable d'éviter le maintien pro-

longé des cadres à un même poste électif », a-t-il ajouté, en estimant que le processus de démocratisation de la vie du parti « doit donner l'exemple ».

Répondant aux doutes suscités au sein de la population par l'ampleur et la rapidité de la politique de reconstruction, le numéro un bulgare s'est employé à convaincre ses concitoyens qu'ils avaient quelque chose à y gagner.

Il a souligné que, grâce au nouveau système mis en place, les salaires n'étaient plus plafonnés et a promis qu'il n'y aurait pas d'augmentation des prix sans le consentement de la population. Il a cependant déclaré qu'il s'attendait qu'une réforme de cette ampleur « suscite des tensions », révélaient à ce propos que « quelques milliers de cadres ne s'étaient pas rendus sur les nouveaux lieux de travail qui leur avaient été attribués » en vertu de la réorganisation territoriale opérée l'année dernière.

● POLOGNE : profanation d'un cimetière juif. — Un vieux cimetière juif a été profané ces derniers jours par des inconnus, à Lublin, dans le sud-est de la Pologne, a annoncé, jeudi 28 janvier, l'agence PAP. Les profanateurs ont renversé et brisé quinze stèles. Dans ce cimetière, laissé à l'abandon depuis de longues années, sont inhumés de nombreux juifs qui ont fait la gloire de Lublin, ajoute PAP. Il avait été restauré en automne dernier à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de la liquidation par les Allemands, pendant la deuxième guerre mondiale, du ghetto juif de la cité. La police a ouvert une enquête. — (AFP.)

● ROUMANIE : amnistie. — A l'occasion du soixante-dixième anniversaire du président Ceausescu, le Conseil d'Etat a publié un décret sur une amnistie générale des personnes condamnées pour des infractions passibles de peines de moins de dix ans. En vertu de ce décret, les peines de plus de dix ans de prison seront réduites de la moitié. Les peines capitales seront commuées en vingt ans de prison. Un porte-parole officiel a précisé que cette amnistie s'appliquait « immédiatement » aux personnes condamnées à la suite des émeutes du 15 novembre, à Brasov, et dont le nombre est, selon lui, de vingt-six. — (AFP.)

Faut-il aider les successeurs de SANKARA ?

Dans le numéro VII de GÉOPOLITIQUE AFRICAINE 6 et 8, square St-Germain de La Bretonnerie 75004 PARIS

En vente en librairie ou par correspondance contre 90 F en « Libre Poste » 2, rue St-Hilaire, 75016 Paris

Francophonie

Le secrétaire général du Haut Conseil préconise un Paris-Dakar économique

Inaugurés mardi 26 janvier à l'Elysée par M. Mitterrand, les travaux de la quatrième session du Haut Conseil (international) de la francophonie se sont poursuivis au palais des conférences internationales jusqu'au 28 janvier. Le thème de la réunion était « L'espace économique francophone » (le Monde du 26 janvier).

Ne comportant parmi ses trente-trois membres aucun entrepreneur industriel proprement dit et qu'un seul technicien (M. Malu Wa Kalenga, ingénieur zairais), le Haut Conseil a eu recours aux auditions ou aux études d'agents économiques français. Il en ressort que, si l'espace où l'expression française est familière dans l'économie regroupe près de 420 millions de consommateurs (dont environ 125 millions parlant le français) et représente 12 % du produit brut mondial et 20 % du commerce planétaire, ce poids n'est pas utilisé dans la vie économique internationale, contrairement à d'autres ensembles fondés sur des éléments non commerciaux (communisme, islam, etc.).

S'agissant de la France, 20 % de ses exportations sont absorbées par l'aire francophone (24 % pour l'union belgo-luxembourgeoise et 2 % pour le Canada), où elles occupent un quart du marché ; les investissements français en terre francophone n'atteignent cependant que 7,8 % du total de nos investissements extérieurs bruts : 300 entreprises hexagonales ont toutefois essaimé dans le seul Canada, dont 200 au Québec. Quant à l'aide publique annuelle de Paris, Ottawa et Bruxelles aux autres nations utilisant la même langue, elle atteignait respectivement, des derniers exercices, 25, 15 et 4,5 milliards de francs.

Le plus grave handicap de la « zone francophone » reste la dette de sa partie sud, dont le montant, s'il ne dépasse pas 10 % du total de l'endettement du tiers-monde, représente en revanche la moitié (environ 600 milliards de francs) de ce que

doit l'Afrique noire et arabe. Les quatorze membres africains de la zone franc doivent 30 milliards de francs au Trésor français. Néanmoins, depuis 1982, la seule Afrique subsaharienne (plurilinguistique) a transféré vers l'ensemble des pays industrialisés quelque 20 milliards de francs de plus qu'elle n'en a reçu de ces mêmes pays.

Pour lutter contre « la tragédie du Sud », le Haut Conseil a préconisé « un programme Eureka francophone précis où entreprises et gouvernements organiseraient recherche et développement » ; la réunion régulière des ministres de l'économie et des finances francophones, comme cela se fait déjà pour l'éducation, le sport, etc. ; l'invitation d'acteurs économiques privés, agités par les deux chefs d'Etat et de gouvernement francophones prévus à Dakar en mars 1989.

A cette occasion, a indiqué le secrétaire général du Haut Conseil, M. Stelio Farandjia (France), « nous essaierons de réaliser un Paris-Dakar d'un autre type, réunissant, sans compétition sauvage, des représentants éminents du monde économique, technique et scientifique francophone, montrant leurs réalisations et préconisant un partenariat privilégié entre peuples employant le français ».

Plusieurs autres membres ont mis l'accent sur des déficiences dues, selon eux, à une volonté politique française insuffisante : le romancier Tahar Ben Jelloun a dénoncé « les augmentations trop élevées des droits d'inscription dans les lycées franco-étrangers, notamment du Maroc, ce qui décourage de très nombreuses familles ». Le Prix Goncourt 1987 a obtenu qu'« une mission d'alerte » soit déclenchée par le Haut Conseil à chaque menace de fermeture d'un lycée francophone hors de France.

M. Jean-Marie Borzeix, directeur de France-Culture, a ironisé sur « une langue universelle » que les ondes radioélectriques françaises ne font pas entendre sur plus de la moitié de la planète.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Diplomatie

L'affaire du « Rainbow Warrior »

Paris assure Wellington que M^{me} Prieur est toujours assignée à résidence à Hao

Le gouvernement français a répondu, le jeudi 28 janvier, aux autorités néo-zélandaises que le capitaine Dominique Prieur était toujours relégué sur l'atoll d'Hao mais n'a pas confirmé que des négociations étaient en cours avec Wellington pour permettre une inspection sur place. « La France n'exclut pas le principe qu'une telle visite puisse avoir lieu à l'avenir », a indiqué un porte-parole du ministère français des affaires étrangères, précisant cependant que l'accord conclu entre les deux pays « prévoit la possibilité, d'un commun accord, d'une visite par une troisième partie, agréée par les deux gouvernements ». « Quant à M^{me} Prieur, je peux vous confirmer qu'elle se trouve sur l'atoll d'Hao », a ajouté le porte-parole.

● Visite en Israël du ministre roumain des affaires étrangères. — Le chef de la diplomatie roumaine, M. Ioan Totu, est arrivé, le mercredi 27 janvier, en Israël, pour une visite officielle de quarante-huit heures. M. Totu a été accueilli à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres. « Cette visite revêt une importance toute particulière, puisque c'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères d'Europe de l'Est se rend en visite officielle en Israël », a déclaré M. Peres à son homologue roumain. — (AFP.)

● Rencontre gréco-turque au sommet. — Pour la première fois depuis 1978, les deux chefs de gouvernement grec et turc se rencontrent ce week-end en Suisse, en marge du symposium international de Davos, pour tenter d'amorcer un règlement du contentieux qui oppose depuis des années leurs deux pays. Cette rencontre a été préparée pendant les dix derniers mois par des échanges de messages entre les deux capitales. M. Andreas Papandréou avait signalé sa bonne volonté en adressant un télégramme de fé-

licitations à M. Turgut Ozal pour sa victoire aux élections législatives de novembre dernier. Lors de son arrivée en Suisse, ce dernier a exprimé prudemment l'espoir que les discussions permettraient de lever « les fondements d'une amitié durable » des relations gréco-turques. — (AFP.)

● Visite en Israël du ministre roumain des affaires étrangères. — Le chef de la diplomatie roumaine, M. Ioan Totu, est arrivé, le mercredi 27 janvier, en Israël, pour une visite officielle de quarante-huit heures. M. Totu a été accueilli à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres. « Cette visite revêt une importance toute particulière, puisque c'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères d'Europe de l'Est se rend en visite officielle en Israël », a déclaré M. Peres à son homologue roumain. — (AFP.)

● Rencontre gréco-turque au sommet. — Pour la première fois depuis 1978, les deux chefs de gouvernement grec et turc se rencontrent ce week-end en Suisse, en marge du symposium international de Davos, pour tenter d'amorcer un règlement du contentieux qui oppose depuis des années leurs deux pays. Cette rencontre a été préparée pendant les dix derniers mois par des échanges de messages entre les deux capitales. M. Andreas Papandréou avait signalé sa bonne volonté en adressant un télégramme de fé-

Lavie est un long fleuve tranquille.

LE PLUS GRAND

...istes et « contras »
agent un difficile dialogue

Le dialogue entre les forces politiques et militaires des pays africains est un exercice complexe. Les conflits armés ont souvent été le résultat d'un échec du dialogue politique. Les militaires, souvent perçus comme des acteurs indépendants, jouent un rôle crucial dans la stabilité ou l'instabilité d'un pays. Les civils doivent apprendre à négocier avec les militaires, à reconnaître leurs intérêts et à trouver des solutions communes. C'est un processus long et difficile, mais essentiel pour la paix et le développement durable.

Diplomatie

La diplomatie africaine est en pleine mutation. Les pays africains cherchent à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale. Ils travaillent à renforcer leur coopération régionale et à promouvoir des relations plus équitables avec les pays développés. Les défis sont nombreux, mais les perspectives sont optimistes. La diplomatie doit continuer à évoluer pour répondre aux besoins des peuples africains.

Afrique

En tournée en Afrique australe

M. Strauss a proposé la tenue d'une conférence régionale

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Entreprise le 20 janvier à l'initiative du chancelier Helmut Kohl, la tournée en Afrique australe du dirigeant bavarois de la CSU, M. Franz Josef Strauss, s'est achevée vendredi 29 janvier à Windhoek, en Namibie. Il avait quitté jeudi l'Afrique du Sud après huit jours d'entrevues, interrompues par une courte visite de deux jours en Mozambique, où il a rencontré le président Joaquim Chissano. Avant son départ, M. Strauss a proposé la tenue de deux conférences : l'une régionale, réunissant tous les pays de l'Afrique australe ; l'autre internationale rassemblant les pays occidentaux industrialisés et l'Afrique du Sud, « cela ne sert à rien de crier les uns après les autres ».

Le leader conservateur ouest-allemand a admis qu'il n'avait pas de plan tout préparé ni de programme concret, mais il pense que le dialogue est toujours profitable. Comment l'amorcer ? La est toute la question. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, qu'il a rencontré quelque part dans le désert du Kalahari, dimanche 24 janvier, est favorable à l'ouverture de négociations de paix. Les autorités sud-africaines sont également prêtes à rencontrer les chefs d'Etat voisins et à signer des pactes de non-agression du type de celui de Nkomati avec le Mozambique en 1984. Cela n'est guère nouveau.

M. Strauss peut-il jouer le rôle d'intermédiaire, là où M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, a échoué ?

Jusqu'à présent échoué : La où la mission de bons offices du Commonwealth a dû renoncer face à l'intransigeance du régime de Pretoria ? Certes, M. Strauss a un énorme potentiel de sympathie auprès du gouvernement blanc sud-africain auquel il a rendu visite à dix reprises en vingt ans. Cela n'est sans doute pas suffisant. Il n'a cessé de répéter que son voyage avait essentiellement pour but de rassembler des informations destinées au chancelier Kohl.

Mais n'a-t-il pas quelque peu outrepassé les objectifs de sa mission en rencontrant notamment trois chefs de baoussiers, et plus particulièrement ceux du Transkei et du Bophuthatswana, tous deux indépendants. Représentant du gouvernement ouest-allemand, il s'est demandé pourquoi la communauté internationale ne reconnaît pas le Bophuthatswana, puisque « tel est le vœu des millions de gens qui l'habitent ».

M. Strauss s'est prononcé en faveur d'une aide à ces Etats, produits du système du grand apartheid. Des gestes en désaccord total avec la politique du gouvernement de Bonn et plus précisément de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, considéré comme un dur à l'égard de Pretoria.

« Modérément optimiste »

M. Strauss a justifié ces visites par le souci d'acquiescer une photographie complète de la situation. Malgré tout, il n'a pas trouvé suffisamment de temps pour recueillir l'opinion des leaders noirs hostiles à l'apartheid. Il n'a pas demandé à

rencontrer Nelson Mandela. Il ne s'est pas rendu dans les townships. Pour M. Strauss, l'opposition noire n'est pas « monolithique ». Elle est constituée de différents groupes qui ne parlent pas le même langage et ne poursuivent pas les mêmes objectifs. C'est du moins ce qu'il a retiré de sa rencontre avec le chef zoulou Gatsba Buthelezi, avec lequel il partage un certain nombre d'idées, notamment en ce qui concerne les sanctions auxquelles tous les deux sont farouchement opposés.

Il est vrai que son profil politique et certains de ses propos ont provoqué de la part des mouvements noirs anti-apartheid plus que de la réserve à l'égard du personnage. Il a même suscité une franche hostilité qui a conduit plusieurs organisations comme les syndicats noirs à le bouder.

Tout en reconnaissant que des progrès avaient été accomplis, M. Strauss n'en a pas moins demandé au gouvernement de prendre des mesures énergiques pour mettre fin à l'apartheid. Il a appelé à la suppression de la loi classant la population selon les races et à « la remise en question » du « Group Areas Act », qui définit le lieu d'habitation en fonction de la couleur de la peau.

En quittant l'Afrique du Sud, il n'a néanmoins pas caché qu'il avait de la sympathie pour le pays « le plus grand respect pour Pieter Botha ». M. Strauss s'est déclaré « modérément optimiste » pour l'avenir, insistant sur le fait qu'il n'était pas « un voyageur donneur de conseils », mais un homme qui croit aux vertus du dialogue, même dans les situations les plus difficiles.

NICHEL BOLE-RICHARD.

MAROC

Un groupe d'intellectuels français lance un appel en faveur des détenus politiques

Plusieurs écrivains, ainsi que des universitaires, membres ou non de la Ligue des droits de l'homme ont, le jeudi 28 janvier, au siège parisien de cette organisation, tenu une conférence de presse sur le sort des prisonniers politiques au Maroc, et notamment ceux du pénitencier de Kénitra.

Parmi les centaines de détenus politiques - auxquels ce statut n'est d'ailleurs pas reconnu officiellement au Maroc - qui seraient répartis dans une vingtaine de prisons, les « Quarante » de Kénitra, ont fait valoir les personnalités présentes, constituent un cas particulier. Ces intellectuels condamnés en 1976 à de lourdes peines de détention (vingt ans, trente ans ou à vie) pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat », sont tous des prisonniers d'opinion type « ayant jamais eu recours à la violence physique ».

A force de grèves de la faim et d'interventions extérieures (dont celle de M^{me} Danielle Mitterrand auprès du roi Hassan II, afin qu'il

permette notamment au « doyen » de Kénitra, l'ingénieur Abraham Serfaty, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans et à demi-infirmes, d'épouser en prison sa compagne française), les « Quarante » ont obtenu progressivement, ces dernières années, de disposer de la télévision, de livres et de journaux et, surtout, de poursuivre ou d'entreprendre des études. A présent, deux d'entre eux ont atteint le doctorat avec soutenance en règle devant des jurys où figuraient des professeurs français, dix autres sont théoriciens, vingt-huit ont obtenu des licences et deux le bac. L'un d'entre eux, Abdelkader Chaoui, a même publié un ouvrage en arabe.

Des proches ou des parents de détenus ont témoigné que plusieurs de ces derniers ne contestaient pas la marocanité de l'ancien Sahara espagnol, enlevant au souverain marocain l'argument frappant de l'« Alsace-Lorraine du Maroc ». Un comité s'est constitué pour centraliser les envois aux détenus politiques marocains (M. Robert Verdier, 27, rue Dolent, 75014 Paris).

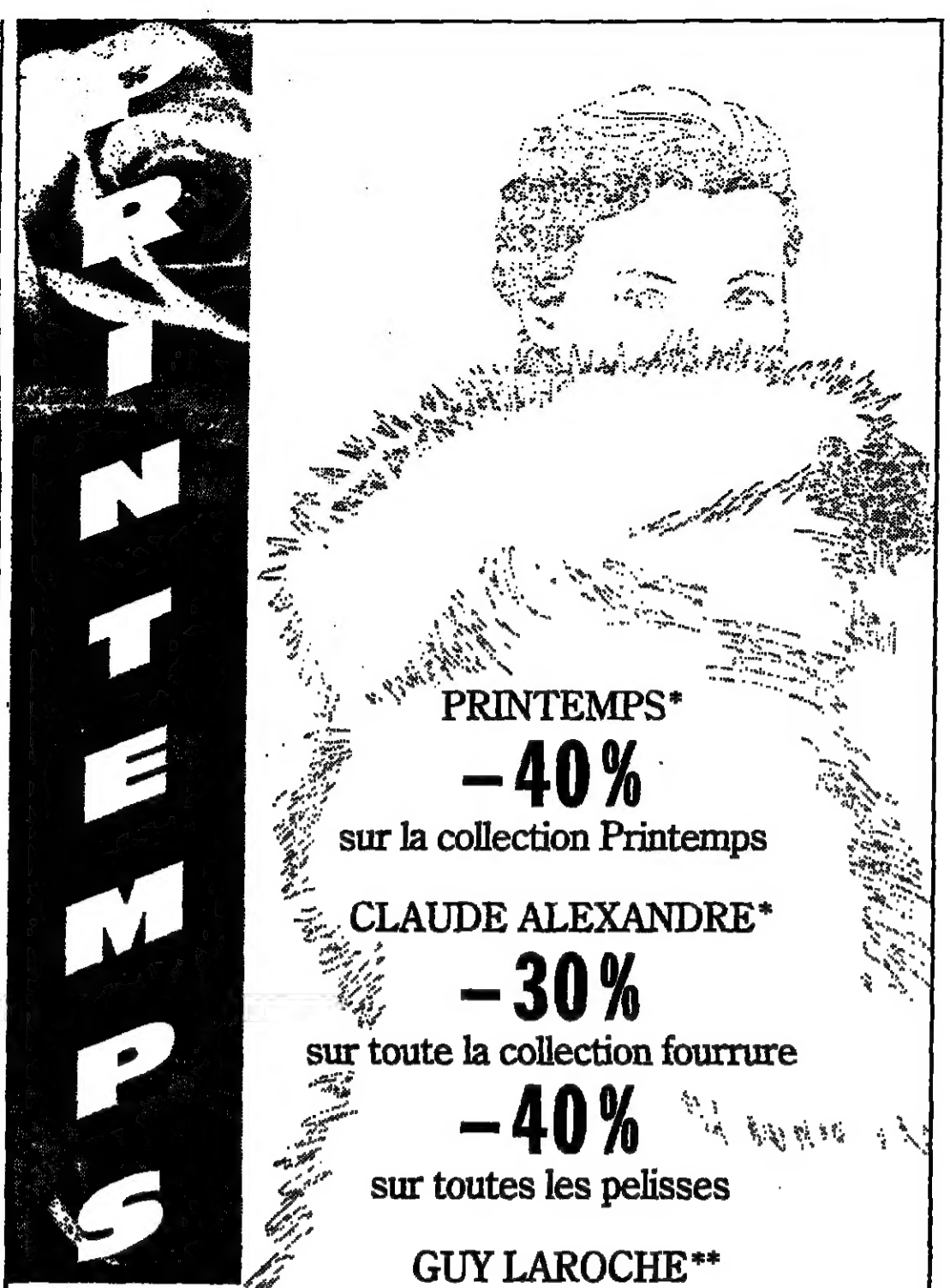
La France
numéro un mondial
de l'esclavage ?

Mais oui, c'est en 1791

ACTUEL

LE PLUS GRAND OUBLI DE NOS LIVRES D'HISTOIRE
C'EST DANS ACTUEL DE FÉVRIER.

هكذا من الاجل



PRINTEMPS*

-40%

sur la collection Printemps

CLAUDE ALEXANDRE*

-30%

sur toute la collection fourrure

-40%

sur toutes les pelisses

GUY LAROCHE**

-30%

sur la collection fourrure

CLAUDE GILBERT**

Veste de Ragondin longs poils

-35%

15600 F 9900 F

RENDEZ-VOUS
EN OR:
LA FOURRURE

Du 29 Janvier au 6 Février

*Haussmann Nation Party 2 Velizy 2 Italie République Ternes
**Haussmann uniquement

Proche-Orient

A Washington

Les entretiens de M. Moubarak avec le président Reagan se sont limités à un assaut de bonnes intentions

WASHINGTON
de notre correspondant

Reçu avec tous les égards, M. Hossni Moubarak a été écouté très attentivement par le président Reagan et ses autres interlocuteurs à Washington. Mais les efforts déployés par le président égyptien pour convaincre les Américains de se pencher sérieusement et énergiquement sur la situation au Proche-Orient et sur le sort des Palestiniens se sont heurtés à une réalité incontournable : les États-Unis voudraient bien faire quelque chose, mais ils ne savent ni quoi ni comment.

Comme l'a indiqué un haut responsable de l'administration après l'entretien entre les deux présidents, cette visite n'a pas permis de « perdre » : « Nous en sommes encore à rassembler nos idées » sur la question.

M. Moubarak avait pourtant pressé les États-Unis de « trouver les moyens de faire avancer le processus de paix », expliquant que le Proche-Orient méritait « une attention prioritaire », et que « des mesures d'urgence » s'imposaient. D'une certaine manière, le président Reagan a abondé dans le même sens en déclarant qu'il était « urgent d'avancer vers des négociations ».

qu'il fallait prendre « des mesures pratiques, pas seulement rhétoriques ». Mais il semble que l'entretien « très franc et très amical » n'ait pas permis d'aller au-delà de cet assaut de bonnes intentions.

Deux Palestiniens au département d'État

M. Reagan a trouvé « très intéressante » l'idée, avancée par M. Moubarak, d'une sorte de trêve de six mois qui permettrait de mettre fin aux violences dans les territoires occupés. Mais les autres points du « plan Moubarak » — qui comporte entre autres un gel des implantations israéliennes — n'ont pas vraiment été discutés, pas plus que les dispositions concrètes susceptibles de transformer ce plan en réalité (les États-Unis ont cependant déjà fait savoir publiquement que les nouvelles implantations israéliennes constituaient un obstacle à la paix, a rappelé un responsable de l'administration). D'autres problèmes majeurs — et ardues, — comme celui d'une représentation palestinienne en cas de conférence internationale, n'ont pas non plus été évoqués.

Le président égyptien s'est aussi fait l'interprète des pays arabes du

Golfe pour exprimer leur inquiétude devant l'éventualité d'un retrait de la flotte américaine de la région. « Nous ne nous retirons pas », a répondu M. Reagan, en expliquant qu'il pourrait tout au plus y avoir un changement dans la « configuration de la flotte », une « rationalisation » de son déploiement. De fait, des décisions en ce sens ont déjà été prises et certaines grosses unités, comme le croiseur Iowa et ses navires accompagnateurs, vont quitter le Golfe proprement dit pour rester à proximité, tandis que le porte-hélicoptères *Guadalcanal* sera retiré, laissant les tâches de déminage à des dragueurs.

Le président égyptien a aussi eu un série d'entretiens avec le secrétaire à la défense, M. Carlisle, le secrétaire au Trésor, M. Jim Baker, et, bien entendu, le secrétaire d'État, M. Shultz. Mercredi, ce dernier avait reçu pendant trente minutes deux Palestiniens des territoires occupés, dont M. Hanna Siniora, rédacteur en chef d'un quotidien palestinien de Jérusalem (*le Monde* du 29 janvier). Les États-Unis avaient fait pression sur Israël pour que M. Siniora, qui était l'objet d'une interdiction de sortie du territoire, soit tout de même autorisé à faire ce voyage. Mais M. Shultz a catégoriquement refusé que soit prise une photo de l'entretien, signe que, pour lui, une rencontre avec des Palestiniens, même considérés comme « modérés », sent le souffre.

Le secrétaire d'État, décidément à nouveau impliqué depuis quelque temps dans les affaires du Proche-Orient, avait reçu le même jour le secrétaire du cabinet du premier ministre israélien Itzhak Shamir, M. Eliakim Rubinstein. Il semble que ce dernier ait été envoyé à Washington pour faire contrepoids à la visite d'un proche collaborateur du ministre des affaires étrangères Shimon Peres, M. Beilin, qui l'avait précédé de quelques jours aux États-Unis.

Washington — qui attend le 16 mars la visite de M. Shamir — voit toujours dans les dissensions au sein du cabinet israélien l'un des obstacles majeurs à tout début de solution au Proche-Orient, l'autre étant le refus du roi Hussein de Jordanie d'engager des discussions bilatérales avec Israël.

Le souverain hachémite lui-même semble considérer avec la plus grande amertume l'attitude actuelle des États-Unis, si l'on en juge par une interview accordée au *Washington Post* et publiée vendredi 29 janvier. Le roi Hussein estime que les États-Unis « sont de plus en plus sous l'influence des éléments extrémistes d'Israël », et que, pour cette raison, ils ont « perdu beaucoup de leur crédibilité ». Le souverain jordanien évoque aussi, pour la première fois, les initiatives de M. Shultz, qui, à l'automne dernier, avait vainement tenté de le convaincre de rencontrer M. Shamir à Washington, en marge du sommet Reagan-Gorbatchev : « J'ai compris que ce qu'on attendait de moi était de commettre un suicide politique ».

JAN KRAUZE.

BONN
de notre correspondant

L'enlèvement, mercredi 27 janvier, d'un citoyen ouest-allemand à Beyrouth, M. Ralph Rudolf Schray, n'a pas suscité de modification notable de l'attitude des responsables de Bonn face au problème des otages. Depuis le rapt, en janvier 1986, de deux ingénieurs, MM. Alfred Schmidt et Rudolf Cordes, le gouvernement a travaillé dans la discrétion la plus totale, confiant à un « état-major de crise », dirigé par M. Wolfgang Schäuble (ministre d'État à la chancellerie), et rassemblant des membres de la majorité et de l'opposition, la tâche de prendre les mesures nécessaires à leur libération. Parallèlement, le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, multipliait les contacts avec l'Iran et la Syrie pour que ces pays cessent de leur influence sur les ravisseurs.

L'opinion publique, contrairement à ce qui se passe en France, ne manifestait qu'une émotion modérée devant le maintien en détention de deux de ses concitoyens. La presse se montrait fort compréhensive et ne cherchait pas à forcer l'embargo officiel sur toutes les informations concernant l'évolution des négociations, ni à faire des otages et de leurs familles des vedettes malheureuses de l'actualité.

Cette attitude avait pu paraître payante, car elle avait abouti, au

Face aux prises d'otages

Les autorités ouest-allemandes continuent d'observer la plus grande discrétion

Les frères Hamadei

Le lien entre ces prises d'otages et l'arrestation en RFA des deux frères Hamadei, Mohamed et Ali Abbas, était évident : Mohamed Hamadei était accusé d'avoir participé en 1985 au démantèlement d'un appareil de la TWA sur Beyrouth au cours duquel un Américain avait été tué. Le procès d'Ali Abbas Hamadei, qui se déroule depuis le 5 janvier dernier devant le tribunal de Düsseldorf, n'a fait que confirmer qu'il s'agissait d'une épreuve de force entre le Hezbollah libanais, organisation dans laquelle la famille Hamadei joue un rôle important, et un gouvernement ouest-allemand qui avait su jusqu'alors se tenir à l'écart du brouhaha libanais. Au fil des audiences de Düsseldorf, il se confirmait que le rapt des deux ingénieurs avait été organisé depuis la RFA par Ali Abbas avec l'objectif d'empêcher l'extradition vers les États-Unis de son frère incarcéré à Francfort. Lundi dernier, M. Wolfgang Schäuble, entendu comme témoin, reconnaissait que le gouvernement ouest-allemand avait cédé à la pression des ravisseurs en refusant de livrer aux États-Unis Mohamed Hamadei. Ce message semble avoir été bien entendu à Beyrouth, puisque le lendemain de cet événement, Mohamed Hamadei, cité comme témoin à Düsseldorf, se refusait à toute déclaration, ne reprenant pas à son compte l'appel des avocats de son frère demandant la libération de Rudolf Cordes. Il réservait toutefois au tribunal une petite surprise en déclarant être né en 1968, et non pas, comme il l'avait indiqué jusqu'alors, en 1964.

Cette précision d'âge civil n'est pas innocente : un Mohamed Hamadei né en 1968 n'aurait eu que dix-sept ans lors du démantèlement de Beyrouth, et ne pourrait être jugé pour ce fait que devant la cour d'assises des mineurs. La prise en compte de cet âge, qui est de dix ans de prison, au lieu de la détention à perpétuité.

L'enlèvement de Ralph Schray est-il de nature à faire céder le gouvernement et la justice ouest-allemands ? C'est peu probable. Les magistrats de Düsseldorf ont clairement fait savoir que cet enlèvement ne pouvait que les inciter à plus de sévérité, et le fait que le nouvel otage ne possède d'allemand que le passeport n'incite pas l'opinion publique à se mobiliser pour exiger sa libération.

LUC ROSENZWEIG.

Le « Jerusalem Post » publie une interview de M. Souss, représentant de l'OLP à Paris

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Signe des temps ? Un membre officiel de l'OLP peut-il accorder une interview à un journal israélien sans que cela fasse scandale. Cette personnalité palestinienne n'est autre que M. Ibrahim Souss, le représentant de l'OLP à Paris. Même s'il s'agit d'une sorte de « première », la direction du journal minimise l'événement. Elle ne voit rien de particulier dans la publication de ce long entretien avec M. Ibrahim Souss. « Cela relève de la routine », nous a dit un rédacteur en chef. Une « routine », qui devrait cependant choquer un journaliste de l'école de M. Souss, le journaliste qui se plaint du « gauchissement » de la ligne du *Jerusalem Post*.

Proche des courants les plus « colombes » du Parti travailliste, le *Jerusalem Post* — qui est le journal de référence de la plupart des correspondants étrangers en Israël — se distingue par ses prises de position très modérées sur la question palestinienne et extrêmement dures à l'égard du premier ministre du Likoud.

Dans ce contexte, les propos tenus par M. Ibrahim Souss dans l'interview publiée ce vendredi 29 janvier paraissent en fait complètement le comble de la ligne du journal. Car le représentant à Paris de l'OLP ne cache pas que son organisation mise davan-

tage sur le Likoud que sur les travailleurs pour être considérés par les Israéliens comme un interlocuteur valable. Certes, explique-t-il, tel quel, le projet du Likoud sur l'autonomie palestinienne n'est pas une solution valable, car « aucun Palestinien n'acceptera le statu d'autonomie à l'intérieur de l'État juif ». Cependant, M. Ibrahim Souss affirme que certaines personnalités du Likoud comprennent que M. Yasser Arafat « est notre leader incontestable (...), et il se sont engagés sur la voie de négociations avec nous ».

Le représentant de l'OLP à Paris fait-il uniquement allusion à M. Moshe Amirav, ce ancien ministre du cabinet central d'Herut (la principale composante du Likoud) qui avait fait scandale il y a quelques mois par ses entretiens avec des personnalités palestiniennes de Jérusalem-Est et par ses prises de position en faveur d'un dialogue avec l'OLP ? Cette semaine, après avoir comparu devant un tribunal disciplinaire du Herut, M. Moshe Amirav a, d'ailleurs, claqué la porte de son parti pour se consacrer à la formation d'une autre formation, le parti dit « centriste » de l'ancien ministre Amnon Rubinstein. Toujours est-il que dans l'interview au *Jerusalem Post*, M. Ibrahim Souss affirme que M. Moshe Amirav n'est pas un cas

exceptionnel au Likoud. « Je ne peux pas divulguer de noms, dit-il, mais je ne parle pas de Moshe Amirav. Cela est déjà du passé. Ces membres du Likoud savent que toutes les discussions avec le roi Hussein ne mèneront à rien ».

Si l'on distribue des bons points au Likoud, M. Ibrahim Souss n'est pas tendre, en revanche, pour les travaillistes. Il qualifie les efforts de M. Shimon Peres pour parvenir à un accord avec le roi Hussein de « déplorables », et il ajoute : « Les Palestiniens attendent un geste d'Israël, mais pas d'Israël comme l'État d'Israël ». M. Ibrahim Souss ne se contente pas de critiquer les efforts de M. Shimon Peres pour parvenir à un accord avec le roi Hussein de « déplorables », et il ajoute : « Les Palestiniens attendent un geste d'Israël, mais pas d'Israël comme l'État d'Israël ».

Dans cette interview au *Jerusalem Post*, M. Ibrahim Souss s'empêche également de révéler la teneur de la négociation en cours à Gaza, une « leadership local » qui, dans le sillage des événements de ces dernières semaines, émergeait dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. « N'avez-vous pas compris, dit-il, que l'OLP est un symbole et notre seule expression politique ? »

(Interim.)

Le chef de la diplomatie saoudienne en visite officielle en URSS

Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud el Fayçal, est arrivé jeudi 28 janvier à Moscou, porteur de deux messages du roi Fahd aux dirigeants soviétiques, sur la situation dans les territoires occupés par Israël et la guerre du Golfe. La visite du chef de la diplomatie de Ryad constitue une étape importante dans les relations entre l'Arabie saoudite et l'URSS.

C'est en effet la première fois que le ministre saoudien des affaires étrangères saoudien effectue seul — sans faire partie d'une délégation de plusieurs pays — une visite officielle en Union soviétique. Fin 1982, le prince Saoud el Fayçal s'était

déjà rendu en URSS, également en tant que chef de la diplomatie saoudienne, mais dans le cadre de la visite du comité des « Sept » de la Ligue arabe. Il s'était entretenu avec M. Gromyko, à l'époque ministre des affaires étrangères. Le ministre saoudien du pétrole, M. Hicham Nazer, avait pour sa part effectué une visite à Moscou en janvier 1987 afin d'informer la direction soviétique des mesures prises lors d'une conférence de l'OPEP.

L'Union soviétique a été le premier pays à reconnaître en 1972 le royaume du Hedjaz qui avait précédé la création de l'Arabie saoudite le 22 septembre 1932. Les relations diplomatiques établies entre les deux pays dans la moitié des années 30 avaient cependant été rompues en 1938 à la demande de Ryad soucieuse de se préserver de la contagion des idées communistes. L'Union soviétique avait toutefois amorcé en 1974 une politique discrète de rapprochement avec l'Arabie saoudite à la suite des positions adoptées par le roi Fayçal pendant la guerre d'octobre 1973 et on avait parlé à l'époque d'une éventuelle normalisation des relations entre Ryad et Moscou. Les dirigeants soviétiques ont depuis quelques années inauguré une politique d'ouverture et de dialogue des pays pétroliers du Golfe et souhaitent de toute évidence établir des rapports diplomatiques normaux avec l'Arabie saoudite. Il semble toutefois qu'il existe encore au sein du royaume wahabite de fortes oppositions politiques et religieuses.

Lavie est un long fleuve tranquille.

UN FILM DE CHERIE CHATELIER

Le numéro 20 vient de paraître

GEOPOLITIQUE


Le point de vue de Marie-France GARAUD
UNE PAGE EST TOURNÉE

Au Sommaire

LA CRISE FINANCIÈRE
Un face à face
Paul A. VOLCKER - Jacques MAYOUX

LA CRISE DE LA DISSUASION
Un dialogue
L'ambassadeur David M. ABshire
Général Pierre M. GALLOIS

ET LES ANALYSES DE
• Paul-Marc Henry • Kermit Lansner • Yoichi Masuzoe
• Léo Moulin • Ilios Yannakakis



En vente en kiosque et par abonnement -
GEOPOLITIQUE, revue trimestrielle publiée par
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GEOPOLITIQUE
31, quai Anatole-France 75007 PARIS - 47.05.60.35

Asie

CHINE

Méprise sur des cravates noires

PÉKIN
de notre correspondant

En découvrant les cravates noires des présentateurs à la télévision, on a pu croire, un temps, que l'on allait annoncer la démission d'une personnalité de premier plan à Pékin. Et plus l'annonce tardait, plus l'on songeait à l'un de ces décès qui sont suivis d'une intense crise politique. On eût aimé les journaux de la semaine passée, lorsque M. Deng Xiaoping avait fait sa dernière apparition publique en date, à l'occasion de la réception du premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland. La photo le montrant debout, solide, éclatant de rire, parce que l'interprète avait mal traduit sa remarque : « A quatre-vingt-quatre ans, il est temps pour moi de prendre ma retraite », en lui donnait quarante-huit ans.

Incidents au Tami-Nadu. — La police est intervenue à coups de matraques, jeudi 28 janvier, à l'Assemblée de l'Etat du Tami-Nadu, au sud de l'Inde, pour séparer les parlementaires, qui s'affrontaient dans une rixe sans précédent, a annoncé l'agence indienne PTI. Les parlementaires en sont venus aux

mains lors de la discussion d'un vote de confiance au gouvernement du nouveau premier ministre local, M. Janaki Ramachandran.

Une fois le calme rétabli, le premier ministre a obtenu la confiance de l'Assemblée en l'absence quasi totale de l'opposition. — (AFP.)

FRANCIS DERON.

La répression dans les territoires occupés Réactions contrastées dans les milieux juifs américains

WASHINGTON
de notre correspondant

Décidément, les vagues soulées aux États-Unis par les opérations israéliennes de « maintien de l'ordre » dans les territoires occupés ne s'apaisent pas. Au contraire. La brutale application de la politique de la merisque annoncée par M. Rabin a causé un véritable choc et fait franchir une sorte de seuil dans l'indignation : un journal comme le *New York Times*, représentatif de l'opinion de nombreux milieux juifs américains, est ainsi sorti de la réserve où il s'était longtemps cantonné pour laisser éclater son mécontentement : « Israël s'égare ».

Les représentants très en vue de l'intelligentsia juive, jusque-là silencieux, ont pris la parole. A.M. Rosenthal, l'ancien directeur de la rédaction du *Times*, réclame la démission de M. Rabin : le chasseur Woody Allen se demande « s'il est correctement les journaux ». Certes, explique-t-il, après avoir longuement exposé son manque d'intérêt pour la politique, je ressens parfois l'envie de rosser les Arabes. Mais seulement car j'ai vu pour des actes très spécifiques. Mais, ajoute-t-il, l'attitude d'Israël « défie la raison », et il est nécessaire d'utiliser tous les moyens de pression — moraux, financiers et politiques — pour l'amener à changer de politique.

On aurait tort pourtant de croire que toutes les réactions vont dans le même sens. Alors que son propre journal publie un reportage très suggestif sur les violences dans les territoires, le président de Theodor-Madeira US News and World Report, M. Mortimer Zuckerman, s'indigne, dans un éditorial excep-

tionnellement long, de la manière dont les médias américains, les télévisions en particulier, déforment, dans un sens négatif, selon lui, l'image d'Israël, auquel il apporte son total soutien.

Mêmes contrastes parmi les organisations juives. Certaines font part de leur « douleur », déclarent en termes pressants qu'Israël « met fin à cette folie », mais d'autres réitèrent leur soutien indéfectible, comme vient de le faire le « *Committee of Presidents of Synagogues* », l'association des principaux dirigeants des synagogues américaines. Les troubles récents ont même sensiblement accru le niveau des contributions financières collectées par certains groupes, tels les Amis des forces armées d'Israël.

J.K.

Le « malin » du général Mizne

Le commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, le général Amram Mizne, a fait état, jeudi 28 janvier, du trouble de conscience de ses hommes engagés dans la répression des émeutes dans les territoires occupés. « Les soldats ont de bonnes raisons d'être perturbés. Moi-même, je reconnais que, lorsque je me lève le matin, j'éprouve un malaise », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, précisant que certains militaires auteurs de « bavures » avaient été relevés de leurs fonctions ou mutés.

Par ailleurs, pour la première fois depuis le début des troubles, le 8 décembre, le couvre-feu a été levé jeudi sur les huit camps de réfugiés palestiniens de la bande de Gaza. — (AFP.)

L'esclavage rétabli

LE PLUS GRAND C'EST

Politique

M. François Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais

La campagne implicite du chef de l'Etat

M. Mitterrand s'est rendu, le jeudi 28 janvier, dans la région Nord-Pas-de-Calais. Accompagné de M. Jean-Jacques Deschamps, secrétaire d'Etat au tourisme, et de M. Pierre Mauroy, maire de Lille, il a fait halte à Dunkerque, Sangatte (point de départ, côté français, du tunnel sous la Manche), Saint-Omer, Béthune et Lens.

LENS de notre envoyé spécial

A Lens, le jeudi 28 janvier en fin d'après-midi, il n'y avait certainement aucune salle digne d'un président de la République qui fût disponible. L'hôtel de ville était probablement mobilisé par quelque mariage urgent, le palais des sports par un bataillon d'athlètes, le théâtre par une répétition générale de première importance et le stade par un entraînement de football. Sous réserve d'une enquête approfondie, c'est là qu'il convient de chercher l'explication de l'étrange phénomène auquel il nous fut donné d'assister.

M. Mitterrand, qui ne se mêle pas aux campagnes subalternes et n'est pas même candidat pour le 24 avril, a été contraint de parler sous un chapiteau, comme n'importe quel batteur d'estrade, face à quinze cents militants porteurs de pancartes. — « La génération Mitterrand, c'est nous », « Tonton, la vraie nature, c'est président », — signées des sections socialistes de Lens et Billy-Montigny. Rampe d'éclairage et sono de concert rock, fond de scène tricolore surmonté d'un « M. le Président le buste n'importe où », pupitre bleu ciel à la mesure de l'orateur, un bouquet de roses et deux conseillers en communication au pied de la tribune, tout encourageait à crier « Mitterrand président ! », pour aujourd'hui et pour demain, ce qui

fut fait sans retenue. « On se croirait aux Etats-Unis », remarquait, hilare, l'envoyé spécial du Wall Street Journal. L'assistance, convaincue que « tonton ne la quittera pas », ignorait tout d'une angoissante information livrée par Mme Danielle Mitterrand au magazine Impact, fraîchement sorti de l'imprimerie, selon laquelle M. Mitterrand ne sera plus « dans quelques mois » la femme du président de la République. L'aurait-elle su qu'elle ne l'aurait pas cru. M. Mitterrand lui-même peut bien dire qu'il a de quoi assurer son héritage politique, il déclenche les rires de ceux à qui on ne la fait pas.

Les actes et les paroles

On a beaucoup ri, lorsque le chef de l'Etat, évoquant les difficultés économiques de la région et celles de la France, a dit : « Il y a beaucoup de gens capables de servir leur pays. Je ne m'engage pas dans ce type de discussion. Ni en janvier, en tout cas, ni en février. Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui, pendant que se déroulent les débats normaux en démocratie, garde l'Etat. » On a ri encore plus fort, et applaudi aussi, lorsqu'il a ajouté : « Je ne dis pas cela dans un esprit critique. C'est ma fonction. Je ne fais que ce que je dois. »

« Sensible à l'attachement » que lui ont manifesté, à Lens, Béthune, Calais et Saint-Omer, « les populations représentatives du monde du travail », M. Mitterrand a bien plu à son auditoire lorsque, pour distinguer la gestion de droite de celle de gauche, il a noté que, sous certains gouvernements, « on sert plus aisément ceux qui ont déjà que ceux qui n'ont rien ». Il s'est taillé un franc succès quand, traitant des thèmes qui lui sont chers, la formation et la recherche, il a remarqué qu'ils

« fleurissent dans toutes les bouches ». Il attend donc de ses imitateurs qu'ils « alignent les actes sur les paroles ». Cela dit, naturellement, sans plus d'esprit critique qu'il n'en a utilisé pour constater les présentations par ses adversaires de son bilan.

Il a décrit l'évolution du chômage en quelques chiffres d'où il ressort que le nombre des demandeurs d'emploi a doublé de 1974 à 1976, doublé encore de 1976 à 1980 et augmenté de 1981 à 1986 à un rythme à peine supérieur à celui que l'on a connu depuis les dernières élections législatives.

Le calcul, un peu biaisé, laisse entendre l'implicite : le bilan de M. Chirac première ministre (1974-1976) n'est pas fameux ; celui de M. Barre (1976-1981) non plus et M. Chirac seconde ministre n'a pas de quoi se vanter. D'autant que, contrairement à ce qu'affirment le premier ministre et son ministre des affaires sociales, « l'emploi a continué à se dégrader ». Si l'on découvre une augmentation des créations d'emploi, ce doit être au prix de quelque « commodité » dans la statistique.

Bien entendu, les noms et titres de MM. Chirac et Séguin ne sont jamais mis en plume à l'auditoire. Candidat implicite, M. Mitterrand tient un discours explicite mais ne cite jamais le nom de ses cibles. Un président « gardien de l'Etat » ne peut avoir d'adversaire déclaré.

M. Mitterrand qui recommande, comme il se doit, « un débat civique d'une grande honnêteté », regrette que barrières et chiraquiens « distribuent les mérites selon le millésime ». Mais on ne se nourrit pas de regrets. Quand on cherche le président de la République, on le trouve, et dès lors il s'autorise à transgresser, toujours implicitement, la règle qu'il vient d'édicter : « Je ne passe pas mon temps en nostalgie et en regrets. Ainsi va la vie, ainsi vont les choses. »

Elles vont bon train. A Dunkerque, l'aimable M. Claude Prouvovoyeur, maire RPR de la ville, n'avait pas pu s'empêcher de vanter « la politique nationale d'assainissement » mise en œuvre depuis le 16 mars 1986, afin de redresser les erreurs commises au cours des cinq années précédentes. La veille, l'état-major de M. Barre y était allé gaiement d'une démolition du septennat Mitterrand. Le chef de l'Etat s'est donc offert un joyeux moment de participation à ce « mauvais petit jeu ». « Je ne dirai pas : « entre 1981 et 1986, il n'y a eu que de bonnes choses », je dirai : « il y en a eu beaucoup ». Je ne dirai pas : « avant 1981 il n'y avait que des mauvaises choses », je dirai : « il y en avait beaucoup ». Je ne dirai pas : « depuis 1986, rien n'a été fait ». Je dirai : « il n'y en a pas eu assez ». Qui a mis en œuvre « le plan textile » ? C'est lui. Le trou sous la Manche et le TGV qui va avec ? C'est lui. Qui n'a rien compris à la crise inéluctable de la sidérurgie ? Les autres, ces « imprévoyants ».

Les petits monstres

Les bilans ne « l'intéressent pas ». Mais, comme dirait M. Giscard d'Estaing, une campagne présidentielle avec un président qui se représente porte essentiellement sur le passé du sortant. Il faut donc « répondre » de son bilan et « répondre » aux adversaires qui s'en saisissent. Attaqué, « un monstre sacré » est bien obligé de se défendre. C'est humain. « Chaque fois que disparaît un grand acteur de la scène du monde, on dit : c'est le dernier des monstres sacrés. J'ai toujours pensé que derrière ce dernier se pressait déjà la cohorte nouvelle des monstres sacrés. Personne n'est irremplaçable. » C'est aussi ce que pensent les petits monstres, bien que la « génération Mitterrand », inventée par un publicitaire et digérée par les socialistes, hurle de rire en refusant d'y croire.

JEAN-YVES LHOMEAU.

PROPOS ET DÉBATS

M. Marchais

Le PS n'est pas un parti de droite

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a affirmé, le jeudi 28 janvier, que « le Parti socialiste n'est pas un parti de droite », car il y a dans cette formation « des gens qui sont sincèrement attachés à une politique de gauche ». Marquant l'inflexion récente du discours du PCF (le Monde du 28 janvier), M. Marchais qui était invité de la dernière programmation de « Face à la France », sur la Cinq, a indiqué que son parti voulait la défaite de la droite à l'élection présidentielle, tout en soulignant qu'il était « exclu », au lendemain de cette élection, que le PCF « participe à un gouvernement qui poursuit la politique menée depuis 1982 ».

Le MRAP

Pas de caution à M. Le Pen

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a renouvelé, le jeudi 28 janvier, son appel aux élus que « M. Le Pen va solliciter pour obtenir les cinq cents signatures nécessaires à sa candidature », en leur demandant de ne pas cautionner « ce personnage inquiétant, seul homme politique français qui ait été à plusieurs reprises condamné pour racisme ». Au lendemain du passage du président du Front national à « l'heure de vérité », le MRAP a estimé que « M. Le Pen a montré une nouvelle fois que le racisme constitue l'un des fonde-

ments principaux de son indigente pensée politique ».

M. Borotra

Manipulation des sondages

M. Frank Borotra, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR a dénoncé, le jeudi 28 janvier à Versailles, devant près de trois cents industriels des Yvelines, regroupés dans un comité informel de soutien à Jacques Chirac, « la multiplication, la manipulation et l'exploitation des sondages qui font croire que Mitterrand sera réélu au second tour » de l'élection présidentielle. Il a qualifié de « risible, désordonné et infantile » la campagne du PS sur « la vénération de la personne Mitterrand et sa pseudo-popularité dans l'opinion ».

M. Jospin

Négation douillette des différences

« Sous l'égide de l'entente RPR-UDF, bordé par MM. Pasqua et Léotard, Raymond Barre s'endort, dans la négation douillette des différences entre Jacques Chirac et lui », estime M. Lionel Jospin. Dans l'éditorial du dernier numéro de la Lettre du PS, le premier secrétaire socialiste estime que « l'écart se comble » dans les sondages entre MM. Chirac et Barre. « Avant de réviser au second tour, écrit-il, la tortue doit d'abord se tirer du premier [...] ». Mais Raymond Barre va encore dire qu'il s'agit d'une « jospinerie », conclut M. Jospin, en se référant à un terme employé récemment à son encontre par le candidat de l'UDF.

• Naissance de la revue « République ». — Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement éditent une revue trimestrielle, République, dont le premier numéro vient de sortir. M. Pierre Guizon, ancien ambassadeur de France en Espagne, est le directeur de cette revue — qui avait déjà publié un numéro « Spécial Europe » — dont le numéro 1 contient notamment un article de M. Max Gallo, intitulé « Les naïvetés du consensus », un débat sur médias

et démocratie, une chronique de M. Chevènement et un dossier sur le libéralisme auquel participent des amis du député de Belfort, comme MM. Georges Sarre ou Jean-Paul Planchou, mais aussi M. Michel Rocard et M. Dominique Strauss-Kahn qui est proche de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS.

• République, les Editions du 10 mai, 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier spécial 30^e anniversaire

1957-1987 D'HIER A AUJOURD'HUI

Trente ans à l'écoute de la vie politique et sociale

Avec la participation de : André FONTAINE, Claude ALLEN, Daniel MAYER, Léo HAMON, Pierre JOYE.

Témo de : Pierre MENDES FRANCE

Envoyer 36 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Selon la SOFRES

La moitié des Français souhaitent la réélection du président de la République

Selon un sondage de la SOFRES réalisé entre les 16 et 20 janvier auprès de 1 000 personnes et publié par l'Express, 50 % des Français souhaitent que M. François Mitterrand effectue un second mandat, 41 % étant d'un avis contraire. Pour 51 %, « le plus probable » est qu'il soit candidat et réélu, tandis que 21 % pronostiquent son échec et 16 % sa non-candidature. A la question « à quel êtes-vous le plus opposé ? », 36 % répondent à la réélection de M. Mitterrand, 47 % à l'élection de M. Jacques Chirac et 44 % à celle de M. Raymond Barre.

Contrairement à ce qu'ils pensaient en 1974 et en 1981, les Français considèrent qu'un succès de l'actuel chef de l'Etat « n'aura pratiquement pas de conséquences » sur leur vie de tous les jours et sur leur niveau de vie (22 % croient à des conséquences « plutôt favorables », 10 % à des conséquences « plutôt défavorables »). Si en 1974, 60 % des Français estimaient que la société française serait « transformée » avec l'élection de M. Mitterrand, et si en 1981, 40 % exprimaient une opinion identique, ils ne sont plus que 19 % à avoir cet avis en janvier 1988, 75 % assurant qu'elle ne serait que peu ou pas « transformée ».

D'autre part, 64 % des personnes interrogées souhaitent que Mitterrand fasse adopter le quinquennat et qu'il se l'applique à lui-même. 27 % étant partisans d'un nouveau mandat de sept ans. Enfin, 56 % préféreraient que le président de la République fasse connaître sa décision rapidement (fin janvier ou début février), 13 % un peu plus tard (dans la seconde quinzaine de février) et 16 % le plus tard possible (en mars).

L'esclavage a été aboli en France en 1794 ? Qui l'a rétabli pour quarante ans ?

ACTUEL

LE PLUS GRAND OUBLI DE NOS LIVRES D'HISTOIRE C'EST DANS ACTUEL DE FÉVRIER.

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 29 janvier au samedi 6 février

SUPER ESCOMPTES

-40% -50%

exceptionnel ouverture dimanche 31 JANVIER de 10h à 19h

| | | | | | |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--|--------------------|---------------------|
| MANTEAUX | 8250 ^F | 5500 ^F | MANTEAUX | 2875 ^F | 14350 ^F |
| RAGONIN col Renard | 2875 ^F | 17250 ^F | VISON dark abonge | 5580 ^F | 32500 ^F |
| VISON luninaire | 22750 ^F | 17850 ^F | VISON rovette et Renard shadow | 5580 ^F | 32500 ^F |
| VISON pastel | 42750 ^F | 25650 ^F | VISON blanc sage | 52750 ^F | 41375 ^F |
| RENARD blue silver | 5500 ^F | 33000 ^F | LYNX canadien | 23880 ^F | 117500 ^F |
| VISON Koh-i-noor lustré | 5500 ^F | 39000 ^F | ZIBELINE blonde | | |
| VISON fantaisie | 5500 ^F | 45000 ^F | | | |
| VISON stahor | | | VESTES | 5630 ^F | 2825 ^F |
| | | | RAGONIN abonge | 5630 ^F | 3425 ^F |
| VESTES | 22750 ^F | 13650 ^F | MOUTON | 5630 ^F | 4925 ^F |
| VISON dark | 3500 ^F | 21000 ^F | VISON millénaires (autres lustrés) | 16750 ^F | 8350 ^F |
| VISON blanc | 4500 ^F | 27000 ^F | BOLEO VISON blanc, dark, (avec strass) | 25750 ^F | 12875 ^F |
| VISON tourmaline | 4500 ^F | 6750 ^F | | | |
| 3/4 ASTRAKAN gold swansons | 12250 ^F | 1950 ^F | | | |
| PELLISSES int. Lapin col Opossum | 3250 ^F | | | | |

-65%

MANTEAUX longs du soir

| | | |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| VISON ranch | 52750 ^F | 18450 ^F |
| VISON dark | 5500 ^F | 19250 ^F |
| VISON luninaire col Zibeline | 88850 ^F | 31000 ^F |
| VISON blanc et renard shadow | 91850 ^F | 32000 ^F |
| CAPIES Renard bleu | 28850 ^F | 34950 ^F |

-35%

MANTEAUX

| | | |
|----------------------|--------------------|--------------------|
| VISON pastel norcaux | 9850 ^F | 6400 ^F |
| OPPOSUM d'Amérique | 1350 ^F | 8950 ^F |
| CASTOR longs poils | 24750 ^F | 16000 ^F |
| VISON dark Renard | 4500 ^F | 29250 ^F |

VESTES

| | | |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
| COYTE | 14850 ^F | 9650 ^F |
| MARMOTTE | 18750 ^F | 12000 ^F |
| RENARD blue silver | 18880 ^F | 12650 ^F |
| LYNX du Montana | 22750 ^F | 18650 ^F |
| VISON saphir | 3500 ^F | 22750 ^F |
| RENARD argenté | 45450 ^F | 29500 ^F |
| PELLISSES RAGONIN réversible | 2450 ^F | 4800 ^F |

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H

40, Av. George V. Paris 8^e

هكذا من الاجل

Politique

Les adhésions à la candidature Chirac extérieures au RPR

Débaucher... sans le dire

M. Chirac présentera, le samedi 6 février, dans un grand hôtel parisien son « projet pour la France » en présence des présidents des comités de soutien à sa candidature. Le soir même, à Versailles, il tiendra sous un chapiteau, avenue de l'Europe, son premier meeting public de campagne électorale qui sera suivi, le mardi 9, par une réunion à Paris au stade Pierre-de-Coubertin, le 17 par un meeting à Reims et le 18 par un autre à Dijon. M. Chirac — qui « encadre » ainsi la déclaration de candidature de M. Barre le 8 février — aura participé dimanche 31 janvier à l'émission le « Grand-Jury RTL-le Monde » et adressé un message aux jeunes RPR réunis en université d'hiver à Vars (Hautes-Alpes) où ils veulent se présenter comme « la génération Chirac ».

Dès le début du mois de février commencent la première campagne nationale d'affichage représentant le visage de M. Chirac avec comme slogan « le courage, c'est Chirac ». Au cours du point de presse hebdomadaire que tiennent les collaborateurs du candidat, M. Robert Poujade, député de la Côte-d'Or, maire de Dijon et président de l'association 1983 pour 1992, chargé des relations avec les élus locaux, a fait état du sou-

tien formel apporté par trois mille maires et du soutien de deux mille autres qui se sont adressés directement aux députés et sénateurs de leurs départements. Il estime à mille cinq cents le nombre de conseillers généraux et régionaux qui ont également exprimé leur soutien par écrit. Il précise que ce recensement n'a été effectué que dans une soixantaine de départements.

Selon M. Poujade, « ces élus indiquent comme motivation le désir de rejoindre un homme proche de leurs préoccupations, qui a l'expérience de la gestion d'une collectivité locale, qui est sur le terrain et qui a su prendre et assumer des responsabilités nationales difficiles ». Le député de la Côte-d'Or souligne que son objectif n'est pas de pratiquer le « débauchage » mais il constate qu'« environ le tiers des élus locaux qui se manifestent ne sont pas RPR ». Il évalue « à une proportion non négligeable, environ 15 % à 20 %, ceux qui peuvent être classés comme UDF ou appartenant à ses diverses composantes, et parfois se réclamant des divers gauches ».

Il assure que des parlementaires UDF ont déjà marqué leur volonté de soutenir M. Chirac, mais il refuse d'en donner une liste exhaustive. L'état-major de M. Chirac ne souhaite pas, par une publication prématurée, envahir les relations avec l'autre candidat de la majorité. On suggère cependant que les adhésions d'élus non RPR reçues rue du

Général-Foy reflètent les états d'âme qui se sont exprimés au sein des partis composant l'UDF avant que cette confédération n'apporte son soutien officiel au député du Rhône.

Toutefois, d'ores et déjà, un certain nombre de parlementaires non RPR figurent officiellement parmi les partisans de M. Chirac, comme M. Jacques Larché (UDF-PR), sénateur RI de Seine-et-Marne, président de la commission des lois, ou appartenant à des comités de soutien dont la composition a été rendue publique. C'est le cas de MM. Henri Olivier, sénateur, rattaché à M. de l'Orne, Paul Robert (UDF-rad.), sénateur Gauche dém. de Corrèze, Charles Ornano, sénateur non inscrit, maire d'Alger. A l'exception de M. Ornano, les quatre autres sénateurs sont membres de l'intergroupe UDF du Sénat. De même figurent le docteur Juhan, maire de Saint-Flour, président du PR du Cantal, M. Roux, maire UDF de Challans, en Vendée, le président et le secrétaire général du Parti radical dans le Puy-de-Dôme, etc.

On se plaît à souligner dans l'entourage du candidat Chirac que dans certains départements le nombre des maires et des conseillers généraux ayant formellement apporté leur soutien au premier ministre dépasse l'effectif des élus RPR déclarés. Ce serait le cas pour le moment, dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans l'Aude, dans le Cantal, le Loire-Atlantique, dans le Morbihan pour vingt-deux des trente-six conseillers généraux de la majorité, dans l'Orne bien que M. Geng, député UDF-CDS ait démenti que vingt-deux conseillers généraux de la majorité sur vingt-six aient rallié M. Chirac, dans le Puy-de-Dôme, en Moselle, dans les Pyrénées-Atlantiques, dans le Vaucluse, etc.

Le Club 89 veut aider M. Chirac

M. Michel Aurillac et M^{me} Nicole Catala, président et vice-présidente des Clubs 89, ont été reçus mercredi 27 janvier par M. Jacques Chirac, à qui ils ont remis vingt-deux dossiers contenant une centaine de suggestions qui représentent la contribution de ces clubs de la majorité au programme du candidat à l'élection présidentielle.

Le premier ministre participera le 17 février, à Paris, à la convention du Club 89, qui traitera plus particulièrement des problèmes économiques, sociaux et de sécurité avec MM. Balladur, Séguin et Pasqua.

Bien que très proche de M. Chirac, le Club 89 souligne sa volonté de se montrer unitaire dans la majorité, et rappelle qu'il collabore avec le club giscardien. Perspectives et réalités, avec qui il avait aidé à la mise au point, en 1986, de la plate-forme de l'opposition d'alors « Gouverner ensemble ».

M. Aurillac, ministre de la coopération, estime que le gouvernement a réalisé son programme à « environ 80 % ». Il approuve donc celui-ci dans son ensemble, ce qui ne saurait surprendre. Sur les projets qui ne sont pas encore réalisés, il présente des solutions différentes de celles retenues par le gouvernement.

Ainsi, à propos du code de la nationalité, il souhaite, contrairement à la proposition de la commission des sages, que la déclaration de nationalité revête une forme plus solennelle que prévue. En ce qui concerne la sécurité sociale, le Club 89 a renoncé au système de la couverture facultative. La sécurité sociale, estime-t-il aujourd'hui, doit demeurer obligatoire pour tous, mais le recours à des systèmes de protection complémentaire doit rester libre.

A. P.

● L'abbé de Nantes « votera Chirac ». — L'abbé Georges de Nantes, fondateur de la Contre-Réforme catholique, l'un des animateurs de la tendance intégriste, a annoncé, lundi 25 janvier au cours d'une réunion à M. Jacques Chirac, qu'il voterait pour M. Chirac. Il a notamment déclaré : « Il faut absolument sortir de la cohabitation (...), exclure la gauche des présidences ». « Le président Mitterrand peut passer dans la mesure où ses adversaires sont divisés. » « Ce que je reproche à M. Le Pen (...) c'est d'être démocrate (...), son trampoline électoral c'est le racisme. Or, du point de vue religieux (...), je suis absolument opposé au racisme. » « Le plus sage est de laisser celui qui est au pouvoir, et auquel nous avons le droit de rapprocher beaucoup de choses, c'est-à-dire M. Chirac. »

L'abbé de Nantes, qui a rappelé que « la démocratie est le mal » et qui a affirmé que « la meilleure solution politique est la monarchie », a provoqué les protestations de son auditoire, notamment lorsqu'il a parlé de M. Chirac.

Sans aller jusqu'à le freiner, l'état-major de M. Chirac ne souhaite pas que la tendance au ralliement d'élus nationaux — députés ou sénateurs — ne soit publiquement révélée avant la fin de la session extraordinaire du Parlement, qui commence le 2 février, et avant que la campagne n'ait réellement pris son essor. Il peut toujours être utile en pareille circonstance de conserver quelques munitions de secours pour le cas où le besoin s'en ferait sentir.

Naguère l'opération des 43 — avait été décisive pour rallier à la candidature de M. Giscard d'Estaing en 1974 cet effectif de députés gaullistes dont le parti soutenait officiellement M. Chaban-Delmas.

Aucune contestation, en revanche, ne devrait être causée par le soutien apporté au maire de Paris par des « sportifs de haut niveau » dont M. Mongin, directeur de la campagne, a cité trente-six premiers noms. On relève parmi eux plusieurs champions du monde, comme Sophie Berger (karaté), Thierry Tulasne (tennis), des vice-champions comme Louis Auzan et Jean-Claude Bouter (boxe), Jean-François Ronzevalle (parachutisme), Ferenc Salbert (athlétisme), des médaillés des Jeux olympiques comme Patrick Abada (saut à la perche), Henry Boerio (gymnastique), Christine Caron, Alain Mesconi (natation), Marie-Christine Dobson (athlétisme), Guy Dru, Michel Jazy, Joseph Mahmoud, Alain Mimoun, Jacques Rousseau (athlétisme), Daniel Senet (haltérophilie), les rugbymen Jean-Pierre Bastiat, Jack Cantoni, le champion automobile Jean-Pierre Beltoise, les footballeurs Marius Trésor et Jacques Zimako, et le fils de Marcel Cerdan (boxe).

M. Chirac, comme d'ailleurs tous les autres candidats, a toujours souhaité « rattacher large ».

ANDRÉ PASSERON.

Dans un entretien à « l'Événement du jeudi »

M. Raymond Barre donne un tour plus positif à sa démarche

Ni pessimiste ni conservateur. « Ni ringard ni chébran ». Dans un entretien publié par l'hebdomadaire « l'Événement du jeudi » du 28 janvier, M. Raymond Barre refuse d'être classé dans une catégorie du look médiatique. Parlant de la situation économique de la France, l'ancien premier ministre préfère plutôt se présenter « comme un optimiste désintéressé » et cherche ainsi manifestement à donner un tour plus positif à sa campagne.

Convince qu'on ne redressera pas l'économie française avec du bricolage et du rajustage à la petite semaine, M. Barre commente ainsi ses deux ambitions pour la France : « Faire de la France un pays à salaires élevés et à fort niveau de vie, créateur d'emplois et à monnaie forte. Il faut sortir une fois pour toutes de la catégorie des pays qui recourent tantôt à l'inflation et à la dévaluation pour masquer leurs faiblesses, tantôt à la compression des salaires pour rétablir les équilibres. Nous en sommes aujourd'hui capables. Je souhaite que la France devienne à nouveau la solidité de l'économie allemande et de l'économie suisse. »

Deuxième ambition : « Faire de la France le moteur de l'Europe, comme elle l'était dans les années 70 (...). Je vois dans notre pays des chefs d'entreprise dynamiques, des jeunes qui veulent créer, une démographie moins ralentie que dans les autres pays européens, une soif de croissance et de progrès de niveau de vie, un enthousiasme européen chez les jeunes, je me dis que celui qui saura libérer ces énergies permettra à notre pays de réaliser des performances insoupçonnées. »

« J'aimerais le faire. » Plus généralement, M. Barre ajoute qu'« il n'a jamais eu le goût pour l'annonce de catastrophes, de drames, de faillites... », mais qu'il a « profondément confiance dans l'avenir parce qu'il a confiance dans nos ressources en intelligence et en volonté. Personne n'est moins pessimiste que moi ».

Ne pas critiquer M. Chirac

A la question : « Êtes-vous conservateur ? » il répond : « Ma vie personnelle et familiale est certainement conservatrice, et cela me regarde. Mais la question légitime à un homme public est : qu'entendez-vous par conservateur ? Si être conservateur consiste à jeter l'anathème sur des choix individuels et privés, à condamner des libertés acquises, à rechercher les moyens de faire remonter un ordre moral imposé, alors je ne suis pas conservateur. En revanche, si être conservateur c'est être attaché à des valeurs permanentes : la dignité de la personne humaine, le respect de la femme, la solidarité familiale, le civisme, alors j'adhère volontiers à être taxé de conservateur. »

Enfin M. Barre souligne : « Ceux qui s'attendent à ce que je cherche pendant la campagne prochaine à m'opposer à Jacques Chirac en sont pour leurs frais. Ce qui m'intéresse, c'est de convaincre les Français de ne pas revenir au système socialiste » et de se prononcer pour une société de liberté, de progrès et de solidarité. »

Le financement des activités politiques

Un amendement UDF rompt le consensus

L'accord entre partis de la majorité et Parti socialiste n'a pu se faire, le mercredi 27 janvier, lors de l'examen détaillé, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, des deux projets de loi consacrant le financement de la vie politique.

Les représentants du Parti socialiste ont finalement voté contre les deux textes en commission. Ils ont justifié leur attitude, par la voix de M. André Laignel (Indre), en invoquant deux arguments : le rejet de la plupart des amendements socialistes et surtout, l'adoption par la commission d'un amendement de M. Dominique Bussereau (PR, Charente-Maritime) qui modifie selon eux de manière inacceptable l'équilibre des textes.

L'amendement de M. Bussereau, introduit dans le projet de loi organique comme dans le projet de loi ordinaire, prévoit d'étendre aux dons consentis par une personne physique ou morale aux candidats, l'application des articles 238 bis du code général des impôts. Cet article permet une déduction (plafonnée) du bénéfice ou du revenu imposable des dons de personnes physiques ou morales.

Machine à collecter

L'adoption de cet amendement n'a pas rencontré l'hostilité que des seuls socialistes, aux yeux de qui les textes sur le financement des partis et des campagnes se voient ainsi transformés en « machine à collecter des fonds privés ». M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois et rapporteur des deux projets, a exprimé des réserves, estimant que l'adoption de cet amendement conduisait à instituer une seconde forme d'aide publique (en plus des remboursements de frais). M. Mazeaud a d'autre part insisté sur le caractère inégalitaire de ce dispositif.

Seuls le RPR et l'UDF ont donc finalement approuvé les deux projets, les communistes votant contre comme ils l'avaient annoncé.

S'agissant du financement des campagnes pour l'élection du président de la République, la commission des lois a adopté (en l'absence de certains députés de la majorité) un amendement de M. Georges-Paul Wagner (Front national, Yvelines), qui précise que, pour l'application du plafond des dépenses, celles qui, à l'aide de fonds publics, concourent, même indirectement, à la promotion d'un candidat, doivent être prises en compte.

A propos de la déclaration du patrimoine des députés, un amendement présenté par le rapporteur renvoie le dépôt de la déclaration

devant le président de la commission de magistrats instituée par le projet de loi ordinaire, de préférence au bureau de l'Assemblée nationale.

Un autre amendement tend explicitement aux sénateurs les dispositions du projet de loi organique. L'initiative de M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), le projet prévoit des comités qui tout candidat à l'élection de député constitue, sous sa responsabilité, un comité de campagne, doté du statut d'association déclarée. Ces comités recevraient les recettes, effectueraient les dépenses de campagne et établiraient le compte de campagne des candidats.

Un autre amendement adopté par la commission tend à baisser de

50 000 à 30 000 habitants le seuil au-delà duquel les maires de ces communes devraient établir une déclaration de patrimoine.

Enfin, sur proposition des socialistes, un rapport sur l'application de la loi serait déposé devant le Parlement au cours de la première session ordinaire 1989-1990.

Au Sénat, la commission des lois, réunie jeudi, a entendu M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sur l'ensemble du dispositif prévu pour le financement des partis et des campagnes. Elle a désigné son président, M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), comme rapporteur des deux projets de loi.

M. K.

Décès d'André Ferrat ancien dirigeant du PCF et de la Résistance

André Ferrat, un des principaux dirigeants du PCF avant la guerre, est décédé le lundi 25 janvier, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il a été inhumé dans la plus stricte intimité, mercredi, au cimetière du Montparnasse.

Représentant du Parti communiste français au comité exécutif de la III^e Internationale (le Komintern) à la fin des années 20, André Ferrat rompit avec le stalinisme et le PCF à la fin des années 30. Il fut l'un des personnalités les plus fortes et les plus originales du mouvement ouvrier français. L'historien Philippe Robrieux lui a consacré une longue biographie dans le tome 4 de son Histoire intérieure du Parti communiste (Fayard).

L'origine de la fondation du Parti communiste algérien.

En désaccord, en 1933, avec la politique de Staline à l'égard de l'Allemagne — alliée ponctuelle avec les nazis contre les socialistes —, il combattit, au sein du PCF, la politique du Komintern. Il créa le groupe Que faire ? Il marqua ouvertement son hostilité à la formule de Maurice Thorez, « Il faut savoir terminer une grève », sous le Front populaire.

En 1936, il n'est pas réélu au bureau politique (8^e congrès à Villeurbanne), tout en restant au comité central, mais il est exclu à la fin de l'année sous l'accusation de sectarisme et de trotskisme.

André Ferrat rejoindra la Résistance dont il sera un des dirigeants au Mouvement de libération nationale (MLN). Devenu membre du comité directeur de la SFTO, il donnera sa démission en 1956 pour marquer son hostilité à la politique algérienne de Guy Mollet. En désaccord avec la politique d'union de la gauche, il quitte discrètement le PS au début des années 70. André Ferrat avait écrit une Histoire du PCF (1931) et la République à naître (1945). Il était chevalier de la Légion d'honneur.

● Décès de Daniel Castaing conseiller général de Lot-et-Garonne. — M. Daniel Castaing, maire, conseiller général de La Mas d'Agenais, est décédé dans la nuit du 25 au 26 janvier des suites d'un cancer. Il était âgé de quarante et un ans. élu en 1982 au conseil général de Lot-et-Garonne, il était membre du Parti socialiste. Partisan de M. Michel Rocard, il avait accueilli ce dernier il y a un an dans son département. — (Corresp.)

PARTI SOCIALISTE
FETE DE LA ROSE
CIRQUE D'NIVER
LUNDI 1^{ER} FÉVRIER 19 HEURES
avec LIONEL JOSPIN
et la participation de Sophie Agacinsky, Richard Bohringer, Jean Guidoni, Yvan Levoit, Michel Polac et Smaïn
Entrée 35 F
Tél. 42.80.64.40
LE SOCIALISME POUR PARIS C'EST CAPITAL

Société

Des plaintes contre une secte des Yvelines
« La Citadelle » assiégée

A la suite d'une plainte pour non-assistance à personne en danger, M^{me} Catherine Seelig, vingt-trois ans, adepte d'une secte appelée La Citadelle, a été entendue, jeudi 28 janvier, par un juge d'instruction du tribunal de Versailles, qui a ordonné un examen médical. Cette audition faisait suite à une double perquisition, mercredi et jeudi, au siège de l'association au Vésinet (Yvelines) et à Carquebut (Manche), où elle possède aussi une maison. Une enquête fiscale est également en cours. Des dossiers ont été déposés par des parents et par l'ADFI (1) auprès des ministères intéressés. La DST (Direction de la surveillance du territoire) aurait été alertée.

Une villa cosmique du Vésinet et, dans la Manche, un vieux presbytère désaffecté. Les fidèles de La Citadelle vivent depuis six mois séparés : les femmes et les enfants au presbytère, racheté pour 500 000 F à la commune de Carquebut, 300 habitants ; et les maris dans la demeure bourgeoise des Yvelines. Ce n'est pas l'ascèse qui est ici recherchée — même vivant ensemble, les couples étaient tenus à l'abstinence sexuelle, — mais sans doute une ultime manière de brouiller les pistes.

Une secte huppée. A La Citadelle, les cartes de visite sont flatteuses : cadres chez Peugeot, IBM, Honeywell-Bull, médecins, informaticiens, contrôleurs de gestion, etc. S'ils ne sont plus aujourd'hui qu'une trentaine — femmes comprises — les adeptes de la secte ont atteint la centaine en 1980.

Le « gourou » lui-même n'est pas seulement une tête bien faite. Georges Dimitris Mihales, né il y a quarante-trois ans en Roumanie, naturalisé français depuis peu, a aussi une tête bien pleine. Docteur en psychologie, polytechnicien de Bucarest, il a obtenu en France en

1974 le diplôme de l'INSEAD, grande école de gestion à Fontainebleau, a travaillé chez Bull, puis dans des groupes internationaux de conseil en technologie (Boston Consulting Group ; Arthur D. Little) installés à Paris, avant de fonder en 1983 sa propre société, International Interface High Technology, dont il est le directeur et... l'unique employé.

Confessions publiques

Peu regardant, le ministère de l'Industrie et de la recherche lui a offert des subventions et des contrats. Il travaille aussi avec l'industrie privée, ArianeSpace, des équipes de recherche médicale, des sociétés d'informatique, de robotique, de domotique (automatisation de la maison), de fabrication de céramiques, etc. Il s'envole souvent vers le Japon, paradis des technologies avancées.

Dès leur arrivée en France, Gheorgiu Mihales et son épouse Delia (qui, outre sa langue natale, parle l'anglais, le français, le hongrois, l'allemand et le russe) ont fréquenté les milieux évangélistes de la région parisienne. Mais, se passant vite du pasteur local, ils ont pris le pouvoir de l'Eglise chrétienne biblique de Rueil-Malmaison, se fiant avec toutes les instances évangélistes. Ils ont pendant longtemps été à la recherche d'un gîte pour leur communauté, avant d'acheter en 1985, grâce aux dons des fidèles, une grande propriété, rue de Belgique, au Vésinet.

Le régime de l'Eglise chrétienne biblique, version Mihales, au dire de ses anciens fidèles, s'est durci au fil des années. Un jeûne complet est exigé trois jours par semaine (sauf pour le couple roumain). Toute relation du fidèle avec sa famille et ses amis est coupée. Les départs en vacances ne sont pas autorisés. Les nuits n'existent pas cinq heures. Les filles et les

garçons sont séparés. Ils ne vont pas à l'école, mais suivent des cours par correspondance. Les adolescents sont tenus de fournir des confessions écrites. On les oblige à recommencer si elles ne sont pas assez détaillées.

Dans le sous-sol de la villa, les réunions et les cultes durent plusieurs heures, chaque vendredi et samedi soir, chaque dimanche après-midi. Les enfants doivent tenir jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à une heure avancée de la nuit. Ces offices comprennent des sermons-fléus, des commentaires bibliques, assurés par le couple Mihales et leurs « anciens » (qui se font aussi appeler pasteurs) et d'interminables confessions publiques exigées des adeptes.

Accusation d'espionnage

Les femmes doivent abandonner leurs activités professionnelles à l'entrée dans la communauté. Ce sont elles qui assurent les tâches ménagères, le ravitaillement, le jardinage, l'entretien des locaux, les soins de « tante Delia » et la garde de ses jumeaux, Flavius et Octavius, huit ans.

Mais des départs ont lieu et les langues se délient. Les mêmes griefs reviennent : soumission totale exigée par le gourou et sa femme, pressions, coups, délation. « On monte les hommes contre les femmes, les enfants contre leurs parents, tel couple contre tel autre », affirme un adepte aujourd'hui repenti. « Je me suis vu contraint de faire apprendre par cœur, à mon fils de deux ans et demi, un psaume entier de la Bible », ajoute un autre, dont l'éloignement de la secte a été salutaire, dans la bouche de Gheorgiu Mihales, et même des colères de larmes, par cette menace : « Si tu es Pierre, réponds-tu. Si tu es Jude, vas te pendre ! »

C'est lui, en effet, qui décide des études des jeunes, oriente les

carrières des hommes, leur faisant au besoin changer d'emploi ou de spécialité, miroir des promotions brillantes, des salaires mirobolants, des contrats fabuleux, justifiés par ses relations dans le Communauté européenne et au Japon.

Qui est Gheorgiu Mihales ? Cherche-t-il seulement, comme il le prétend, la bonheur et l'épanouissement de ses fidèles ? Ou, comme certains l'accusent, veut-il faire de ses adeptes masculins des informateurs — et au profit de qui ? — dans les secteurs de la recherche médicale et de la haute technologie industrielle (espace, informatique, robotique) ? Autrement dit, Mihales est-il un gourou ou un espion ? La question est posée par plusieurs de ses anciens amis.

M. Mihales nie en bloc tous les faits qui lui sont reprochés par ses anciens adeptes. Il se défend même d'être le fondateur de l'association, qu'il présente comme « un groupe d'amis, unis par la foi sur le fondement de la Parole de Dieu et sur la Bible ». A 38 ans, il a déclaré ces mots, rapportés par notre correspondant à Carquebut, René Moirand : « Si croire au Seigneur et se mettre ensemble pour exercer sa foi dans Jésus c'est une secte, à vous de juger ! Nous sommes à la recherche de la vie révélée par le Seigneur Jésus. »

Répondant ensuite aux allusions faites sur d'éventuelles activités d'espionnage industriel, il a ajouté : « Je n'ai plus aucun contact avec la Roumanie, si ce n'est ma famille. M. Mihales a déclaré avoir saisi la justice pour propos diffamatoires tenus à son encontre. »

HENRI TINCQ.

(1) Association de défense contre les sectes qui présente le dossier de La Citadelle dans son bulletin d'informations en date de troisième trimestre 1987, 4, rue Fichet, 75009 Paris. Tél. : 42-85-15-52.

Le retour des lanceurs conventionnels aux Etats-Unis

La Société Martin Marietta mettra sur orbite quinze satellites pour General Electric

Les Américains, qui avaient tout mis sur la navette pour assurer les lancements de leurs charges utiles et de leurs satellites, ne sont pas prêts de renouveler pareille bétise. Non sans difficultés, ils ont relancé la fabrication de lanceurs conventionnels plus économiques pour ne pas rester « cloués au sol » et mieux défendre leurs intérêts dans le domaine des services de lancement où les Européens ont pris des parts de marché appréciables.

L'une des conséquences de cette nouvelle politique est que les grands constructeurs de fusées américains ont retrouvé leur agressivité commerciale. Martin Marietta, le fabricant du Titan, vient de signer un fabuleux contrat avec General Electric pour le lancement de quinze satellites. Bien qu'aucun détail n'ait été donné sur les termes de cette affaire, il semble que cet accord pourrait rapporter entre 750 millions et 1 milliard de dollars à la

compagnie américaine d'ici à 1990. Le premier de ces lancements de satellite pour General Electric ne devrait pas avoir lieu avant 1990. D'ici là, Martin Marietta aura eu l'occasion de rider ses matériels et ses équipes en effectuant, au cours du second semestre 1988, le premier tir commercial de son Titan-34-D porteur d'un satellite de télécommunications japonais construit par Hughes Aircraft et d'un satellite militaire britannique.

La révélation de cette situation avait provoqué des réactions indignées des autorités de santé et de l'opinion publique, et une parlementaire européenne socialiste, Mme Hedy d'Amboise, a demandé à la Commission européenne de prendre des sanctions contre Philips.

A la conférence de Londres

Une déclaration de guerre contre le SIDA

LONDRES
de notre correspondant

Les représentants de cent quarante-huit pays, parmi lesquels plus d'une centaine de ministères de la santé, ont adopté, le jeudi 28 janvier, après trois jours de travaux dans la capitale britannique, une déclaration solennelle sur le SIDA. Cette « déclaration de Londres », la plus menaçante de la quasi-totalité des pays de la planète, fixe quelques principes généraux sur la responsabilité des Etats face à cette maladie.

Les signataires, considérant que « le SIDA fait peser une grave menace sur l'humanité », promettent d'« élaborer des programmes nationaux pour prévenir et enrayer la propagation de l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine ». Puisqu'il n'y a actuellement ni vaccin ni traitement, ils estiment que « l'information et l'éducation constituent la composante la plus importante de ses programmes nationaux ». Ceux-ci doivent « tenir pleinement compte des schémas sociaux et culturels, des différents modes de vie, ainsi que des valeurs humaines et spirituelles ».

La déclaration de Londres proclame « la nécessité de protéger les droits de l'homme » et rejette « toute discrimination envers les personnes infectées par le virus ou les malades du SIDA ». Elle invite enfin les pays industrialisés à appuyer, par le biais des organisations internationales telles que l'OMS, « un soutien coordonné aux pays en voie de développement » afin d'aider ces derniers à lutter efficacement contre la maladie.

L'accent a été mis sur le rôle des gouvernements dans les campagnes d'information et d'éducation. 1988 a été décrétée « Année de la communication sur le SIDA ». L'idée majeure qui s'est dégagée de ces travaux est en effet que le meilleur moyen de freiner le développement de la maladie est de faire prendre conscience à tous les habitants de la planète de ses différents modes de transmission.

A la différence d'autres maladies, le SIDA peut être évité par un comportement responsable, a ainsi expliqué le ministre français de la santé, M^{me} Michèle Barzach. Le terme d'épidémie n'est donc pas, selon elle, le mieux choisi puisqu'il implique l'idée d'une transmission inéluctable. M^{me} Barzach a affirmé d'autre part que le SIDA est « une maladie, et non le nez qui frotte qui surgit du fond des âges ». Le ministre français a insisté sur la nécessité de « respecter strictement la déontologie médicale ». Les tests de dépistage doivent donc être, selon elle, proposés très largement, mais non imposés.

Les pays qui ont pris des mesures beaucoup plus autoritaires ont évité de défendre publiquement leur point de vue. Les organisations de la région de Londres ont, de leur côté, cherché à établir une coopération entre des Etats dont la philosophie sociale diffère radicalement. Le docteur Jonathan Mann, directeur du programme spécial de l'OMS sur le SIDA, a ainsi rappelé que « le dépistage doit être anonyme et volontaire », mais il s'est refusé à condamner les pays qui recourent dans certains cas à des tests obligatoires.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Philips ne ferme plus ses portes aux séropositifs

La firme Philips est revenue sur sa décision d'interdire l'embauche des séropositifs, a annoncé jeudi 28 janvier à Enghoven (Pays-Bas) son porte-parole.

Les candidats devront toujours indiquer s'ils ont subi un test de dépistage, mais ce positif éventuel n'entraînera ni contrôle par le médecin du travail ni automatiquement l'exclusion du postulant, comme le direction en avait précédemment pris l'initiative.

La révélation de cette situation avait provoqué des réactions indignées des autorités de santé et de l'opinion publique, et une parlementaire européenne socialiste, Mme Hedy d'Amboise, a demandé à la Commission européenne de prendre des sanctions contre Philips.

D'autre part, les représentants des personnels de la Communauté européenne de Bruxelles ont, dans une lettre adressée à leurs administrations respectives (conseil des ministres, Parlement européen, Commission européenne), demandé que soient supprimés les tests de dépistage du SIDA conduits à l'embauche et lors des visites médicales annuelles de ces administrations.

La Commission européenne précise pour sa part que le test à l'embauche n'est que proposé, sans obligation, mais qu'il lui paraît nécessaire, pour que « le médecin-conseil puisse se forger une opinion correcte sur l'aptitude physique du candidat au cas où le test serait positif. Quant aux fonctionnaires en place, ils sont libres de refuser ce test lors de la visite médicale annuelle ».

DU 26 JANVIER AU 1^{er} FÉVRIER

RENAULT ORGANISE LES J.O.

JOURNÉES OCCASIONS

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

CRÉDIT TOTAL

Crédit total pour les véhicules d'occasion Garantie OR et Garantie-OR Privilege de moins de 3 ans, sous réserve d'acceptation du dossier par la DNAC SA au capital de F. 321.490.700 - 27-33, Quai Le Gall 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

REPRISE 5000F

Pendant les J.O. RENAULT reprend votre véhicule aux meilleures conditions. Par exemple, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point rouge, reprise 5000 F de votre ancien véhicule, quel que soit son état, si vous le possédez au moins depuis 6 mois.

GARANTIES - CHOIX

Un immense choix d'occasions Garantie Or. Un immense choix d'occasions Garantie Or. Un immense choix d'occasions Garantie Or. Garantie 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage illimité dans toute la France et Garantie Or Privilege qui, en plus de la Garantie Or, bénéficie de 6 mois de garantie supplémentaire sur le moteur, la boîte, le pont et d'un ensemble de services hors pair.



Renault
Anglais
Anglais

Société

EDUCATION

Les enseignants devront « travailler autrement »

(Suite de la première page.)

Cette évolution nécessite une vision globale, car personne ne peut imaginer que l'on conduira 80 % des élèves jusqu'au niveau du bac, sans agir à tous les niveaux, de la maternelle à la terminale. C'est pourquoi nous proposerons des mesures qui lient l'ensemble du système scolaire, et d'abord l'accès de tous les enseignants à une égale dignité : même niveau de recrutement et de formation, carrières comparables. Aujourd'hui, les jeunes ne veulent plus enseigner à cause des bas salaires mais aussi parce qu'ils auraient l'impression de pénétrer dans un tunnel jusqu'à leur retraite. L'unification des situations favorisera la mobilité et le travail en équipe qui seront aussi deux thèmes forts de notre congrès.

N'est-ce pas une rupture complète avec votre projet d'école « de l'école permanente », qui marquait une coupure entre la dernière classe du collège et la troisième et le lycée ?

Nous considérons que la scolarisation massive après seize ans a modifié le paysage. Mais nous ne redonnons pas un nouveau projet tout ficelé. Nous fixons de grands objectifs, une méthode, et poursuivons le débat sur « quelle école pour l'an 2000 ? ». Notre ambition est de remobiliser et de recréer l'enthousiasme qu'avait suscité les hussards noirs de la République !

L'avancement au mérite

M. Monory veut donner aux meilleurs enseignants un profil de carrière supérieur en renforçant l'avancement au mérite. Êtes-vous d'accord ?

Nous sommes toujours prêts à discuter de l'avancement si cela se fait dans la justice, l'équité et la transparence. Mais si c'est l'arbitraire, nous serons franchement hostiles.

Le système actuel d'inspection et de notation vous paraît-il adapté à ces évolutions ?

Sûrement pas.

Alors qui donnera le feu vert pour l'avancement ?

Il faudrait tenir compte des recherches sur l'évaluation des enseignants et des élèves. Les uns et les autres vont devoir apprendre à travailler autrement, car il n'est plus possible que les lycéens subissent un enseignement saucissonné en disciplines, sans cohérence globale. Mais l'éducation nationale ne dépassera pas le stade du travail en petites unités sur un simple cliquettement de doigts.

Cela implique-t-il une nouvelle définition des obligations des enseignants ?

C'est précisément le sens de l'expression « travailler autrement ». Nous sommes prêts à négocier là-dessus à condition qu'on n'abandonne pas à l'abandon la charge globale de travail.

Il faudra des mesures inégalitaires

Mais cette charge est très différente selon les individus et le type d'établissement.

L'intérêt des enfants doit nous guider, car l'école est faite pour eux. Ce qui s'impose pour les élèves s'imposera pour les personnels, car il est tout de même plus intéressant pour eux de travailler intelligemment. Or je suis inquiet quand je vois que certains professeurs ne travaillent avec leurs élèves qu'une heure par semaine. Ne serait-il pas plus efficace qu'ils puissent regrouper leurs heures de cours ? Les professeurs doivent aussi avoir le temps de se concerter et de rencontrer les autres personnels : documentaliste, infirmière, etc. L'horaire en présence des élèves ne peut rester l'unique critère de leur charge de travail.

Ce type de problème doit-il se régler au niveau national ou au sein de chaque établissement ?

Il faut une réglementation qui permette de multiplier les expériences, d'évaluer et d'informer.

Pensez-vous que, dans les zones difficiles, les enseignants doivent être mieux rémunérés, mieux traités ?

Si on veut davantage d'équité, il faudra des mesures inégalitaires, et, s'il existe des endroits où le travail est plus lourd, les personnels doivent en tirer bénéfice. Bien des formules sont envisageables, sans remettre en cause le statut de la fonction publique.

Êtes-vous favorable à la publication d'un « projet pédagogique » pour chaque établissement ?

D'accord pour donner des informations plus complètes, mais attention à ne pas renforcer des ghettos scolaires dont la population a la hantise !

M. Le Pen, lui aussi, veut changer les méthodes dans l'éducation nationale, en rétablissant l'autorité, en luttant contre l'absentéisme et en supprimant des emplois.

Chaque fois que l'on pose une question un peu sérieuse à M. Le Pen, il montre son vrai visage, qui est celui d'un être antidémocratique, profondément réactionnaire et incompétent. Et la majorité actuelle vient de lui faire une nouvelle concession en congédiant sans explication la directrice de l'Institut



national de la recherche pédagogique, organisme qui avait été visé par le Front national. Si M. Le Pen veut dire que les gens sont contre le laxisme, moi aussi je suis contre. Mais, s'il utilise cet argument pour justifier la politique du bâton dans tous les domaines, le fossé est infranchissable entre nous. Tous les parents savent bien qu'ils n'emploient pas avec leurs enfants les méthodes qu'utilisent leurs propres parents avec eux. Quant à l'absentéisme, l'enseignement est l'une des professions où il est le plus faible.

Même nouvelles, changement de ligne, proximité de l'élection présidentielle..., ce cocktail risque

d'exacerber les luttes de tendances (PS, PCF, extrême gauche) dans la FEN, au moment où votre majorité est affaiblie par la décision de M. Monory de stopper le recrutement des PEGC. Comment comptez-vous redresser la barre ?

En reprenant une de nos vieilles idées : l'unification du statut de tous les personnels pour une égale dignité. Mais ces problèmes ne se posent pas en termes de tendances, qui correspondent à des divergences corporatives et pas seulement idéologiques. Balayons les premières, les secondes suffisent !

Vos adversaires du courant procommuniste ne vont pas vous laisser faire, et ils sont majoritaires dans le secteur des lycées en pleine expansion.

Il y a chez eux des communistes orthodoxes, des « rénovateurs » et même quelques socialistes, dont le seul ciment est l'hostilité à notre égard. Sur le fond, ils ont le soutien des forces conservatrices — c'est même l'autre qu'ils cultivent — parce qu'ils veulent continuer d'enseigner comme ils le faisaient voici vingt ans, lorsque 30 % seulement des jeunes accédaient au lycée.

Mais n'y a-t-il pas risque de nivellement par le bas ?

Prétendre que le bac va perdre de sa valeur, parce que de plus en plus de jeunes vont y accéder, c'est une approche conservatrice. Il aura au moins le même niveau, mais évidemment, il vaudra moins cher sur le marché du travail. Toute la question est de savoir, si l'on est pour ou

contre une société plus juste et plus équitable.

Le SNES affirme que la FEN s'est discréditée en se plaçant à la remorque des seuls institutions.

Ce n'est pas en exploitant les oppositions entre catégories que l'on bâtit l'école de l'an 2000 !

Le syndicalisme sort du tunnel

Où en est votre projet de constituer une grande fédération social-démocrate de fonctionnaires ?

Quel projet ? L'évolution des structures syndicales n'est pas à l'ordre du jour de notre congrès. Réalisons nos objectifs, nous verrons bien les conséquences sur les structures, qui sont inévitables. Mais l'équilibre des forces syndicales en France est fragile, la succession est ouverte à FO et à la CFDT. Nous pourrions nous transformer en confédération pour aller chasser sur les terres des autres, mais créer une organisation supplémentaire n'aurait aucun intérêt en soi. Le syndicalisme est à un tournant, et l'absence de dialogue entre organisations ne peut durer longtemps. Je ferai des propositions au congrès pour sortir de cette impasse.

Vous venez de regagner le terrain perdu en 1984 aux élections professionnelles (1). Est-ce

une réaction à l'offensive anti-FEN de M. Monory ?

Il s'agit d'un succès exceptionnel, qui marque en effet l'échec de la grande tentative de M. Monory de nous casser. Un signe aussi peut être que le syndicalisme sort du tunnel.

Vous avez appelé à voter pour M. Mitterrand en 1981. Ferez-vous le même choix cette année s'il se représente ?

La FEN fait partie des forces progressistes, mais nous ne donnerons pas de consignes de vote pour le premier tour. Nous demanderons seulement aux multiples candidats de gauche de ne pas se bagarrer entre eux, parce qu'ils devront se regrouper pour le second tour !

Qu'avez-vous appris pendant le septennat de François Mitterrand ?

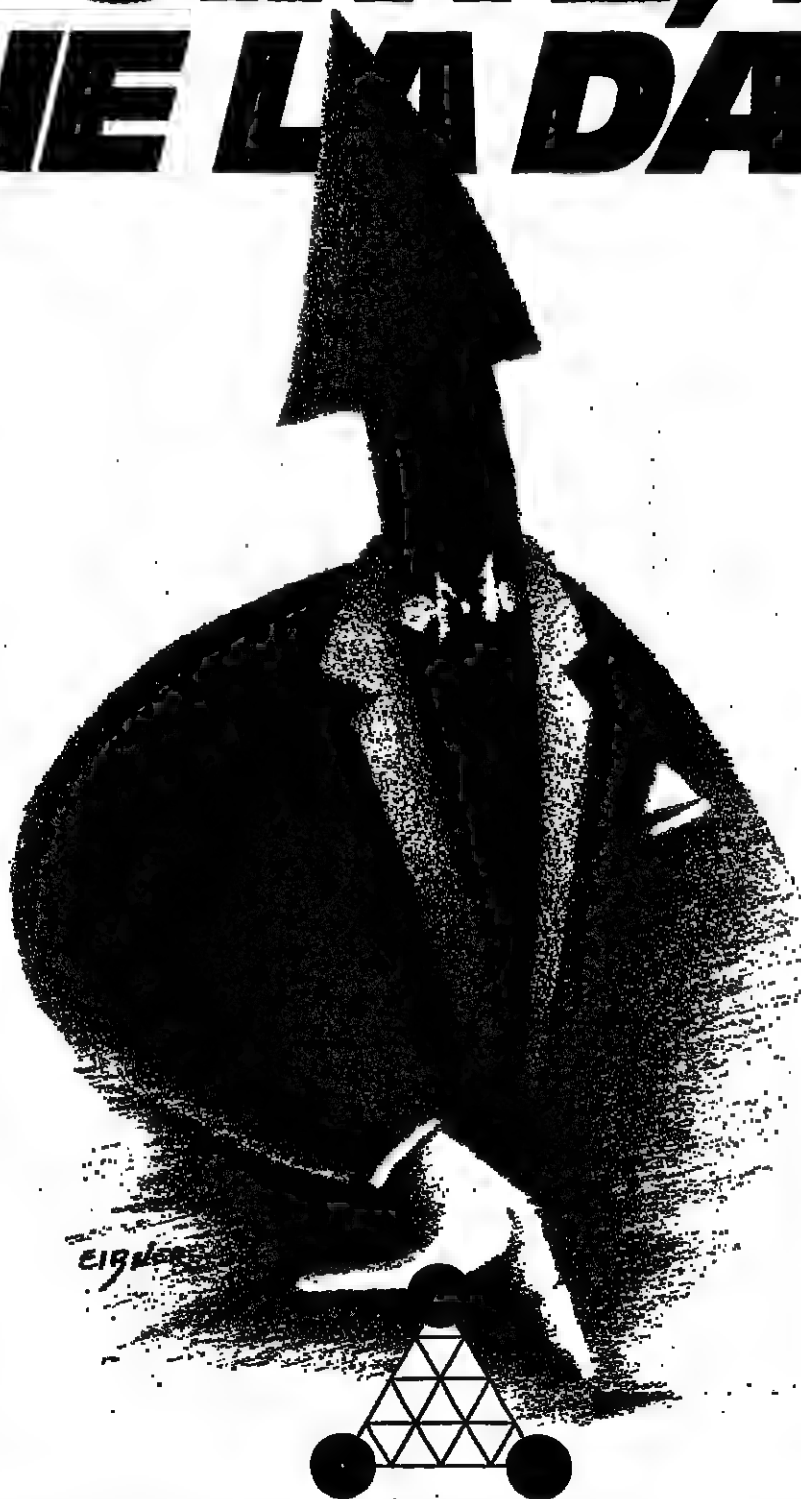
La société française a commencé à intégrer la nécessité d'investissements immatériels, comme l'éducation, la recherche et la culture. Pour notre part, nous avons appris que le changement ne se décrète pas, que les individus veulent être respectés en tant que tels, mais aussi qu'ils n'acceptent pas l'injustice.

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD.

(1) La FEN groupe quarante-cinq syndicats nationaux, et a obtenu 61,8 % des suffrages aux élections professionnelles (1). Est-ce

EUROPE DE POINTE, LYON MÈNE LA DANSE !

Loin de toutes les luttes d'influence que se livrent les villes européennes dans la course aux années 2000, Lyon n'a plus rien à prouver, simplement tout à proposer. Par exemple dans le domaine des nouvelles technologies... LYON MÈNE LA DANSE, grâce à la détermination de ses industriels des secteurs de pointe qui, depuis toujours, ont su se tourner vers l'avenir. LYON MÈNE LA DANSE par le développement des réseaux de transfert qui ont su créer la synergie entre recherches et activités innovantes. LYON MÈNE LA DANSE dans les secteurs de pointe tels que la santé, la pharmacie, la chimie fine, les biotechnologies, l'informatique, l'électronique, les nouveaux matériaux, le phytosanitaire, l'ingénierie nucléaire... secteurs dans lesquels ses performances sont reconnues dans le monde entier. DONG LYON MÈNE LA DANSE !



ET VOUS ?

Si vous êtes capable de répondre à la question suivante, alors vous pourrez :

- entrer dans la danse,
- gagner un superbe week-end à Lyon pour y découvrir certaines des figures qui permettent à Lyon de mener la danse.

Question : sachant que Lyon est un des principaux pôles européens dans le domaine des matériaux composites, combien y a-t-il, en région lyonnaise, de sociétés impliquées dans la mise au point et la fabrication de ces matériaux ?

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tel. _____

A renvoyer à : ADERLY/TECHNOPOLYS 20, rue de la Bourse 69289 Lyon Cedex 02

Une des réponses exactes sera tirée au sort pour profiter d'un week-end somptueux à Lyon. Bien sûr, les Lyonnais qui prennent part au ballet et qui sont bien informés sur leur ville, ne peuvent participer à ce concours.



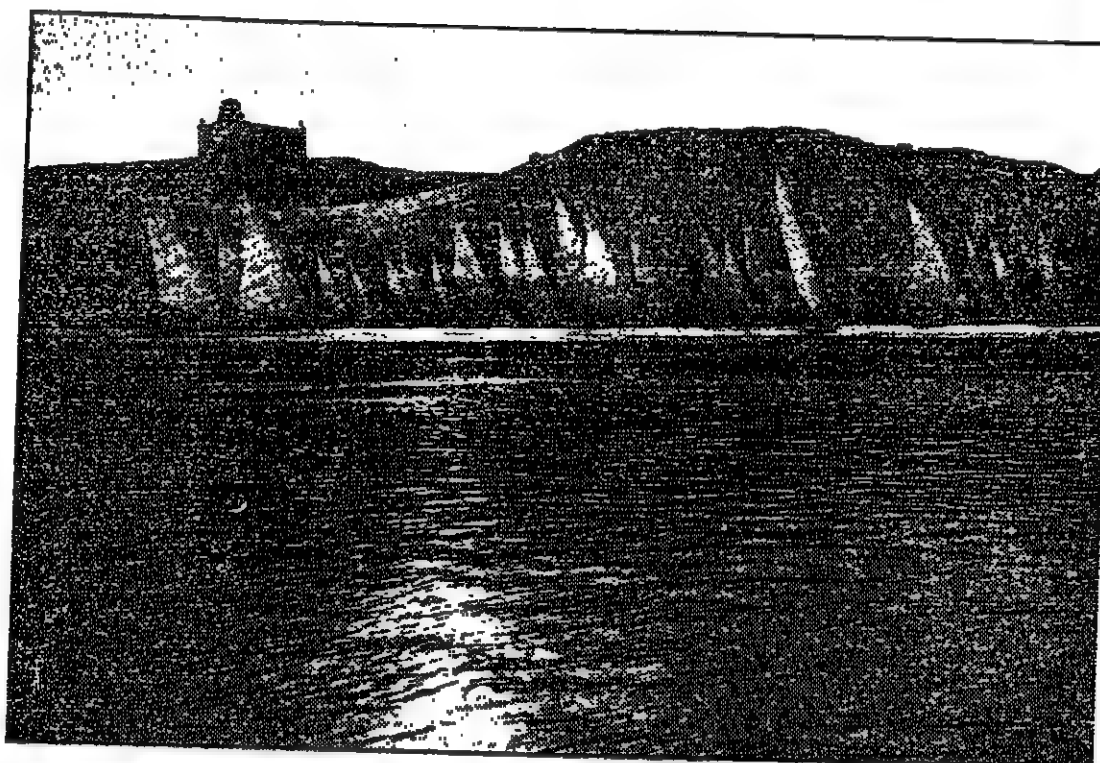
هذا من الأصل

HIPPISME : les transferts d'embryons

Le sabbat en basket

Le Monde SANS VISA

Le Nil pour tuer le temps



**L'Egypte,
où le présent
et le passé se sont
toujours confondus,
vit de plus en plus
au rythme
de l'Occident.
Aujourd'hui
le lien s'est rompu :
d'un côté le passé
et l'histoire,
de l'autre les
urgences du siècle.**

par Christian
Colombani

LE Nil coule de temps noyé. On lit sur les grès, des abondances d'or, des offrandes de pulpes, la douceur de vivre rassasiée, des greniers pleins qui apaisent les craintes, laissant aux joueurs de flûte ou de crotales le loisir de charmer l'inquiétude des cœurs quand le soleil s'ensable et rougit le désert.

Aujourd'hui, sur la rive, la vie quotidienne prolonge l'art des tombeaux. A peine animé, sur des chemins lents où glissent des palmiers et des roseaux, suivi de son image renversée dans le fleuve, l'Egyptien se tient droit sur son âne comme un Ramsès. Là-bas, dans son champ, il est en train de recopier la pause, de retrouver les gestes pris sous le ciseau des artisans millénaires de la vallée des Rois. Du spectacle d'une femme en robe bleue sur du pelage gris qu'ombragent mollement des palmiers, monte la paix de

l'Egypte, l'annonce à peine portée par l'air qu'il serait ici permis de s'arrêter de fuir.

C'est que le temps est endigué. D'un côté, par les hauts vestiges qui lui interdisent tout recul dans l'oubli (car les remparts des pyramides et des temples réveillés de leurs sables ont coupé la retraite au temps). Et de l'autre, par le Nil qui coule à sa façon, ni impétueuse ni solennelle, non comme des heures s'écoulaient mais comme du sang d'immortel.

Il a toujours suffi d'obéir au fleuve pour caresser des moissons. La répétition étant l'ennemie du temps, le voilà confondu dans les temples où les mêmes processions, les mêmes barques, les mêmes danseurs, les mêmes artisans, de siècle en siècle sacrifieront au rite d'Amon. Voilà le temps humilié par le secret des pyramides, le mystère de leur construction, une énigme d'actualité que l'historien ne peut résoudre.

Le temps passé privé de pittoresque : le boulanger fabrique le même pain, les femmes battent le linge sur la berge, les pêcheurs font entendre le bruit de leur bâton dans l'eau pour jeter le poisson dans les filets. Et sur les fresques des tombeaux aux couleurs si vives, aux attitudes si familières, on devine encore l'écho de ces bruits. Le réveil d'un buffle, un coup de bec dans l'eau, la bêche qui ouvre le ruisseau, déchirent le coton des brumes, sonores et secs : comme claquait la mâchoire du crocodile sur une poule d'eau.

Mais aussi le temps malmené par le piétinement de l'histoire, et des rituels qui résistent. Les Grecs et les Romains recopiant les hiéroglyphes sans les comprendre sur des temples bâtis sans foi. Des chrétiens pourchassés, enfumant les images de Pharaon au fond des tombeaux et qui, mutilant dans leur innocence et habituelle perversion la virilité du dieu Min, l'ont rendue plus triomphante encore. L'islam enfin construisant la mosquée Abou el Haggag dans l'enceinte de Louxor, sans atteindre la gloire des colosses assis. Mais pour la fête du Saint, sans raison coranique, les musulmans tressent aujourd'hui des barques d'osier comme au temps de la reine Hatchepsut. Dans le cimetière du Caire, des milliers de vivants habitent des tombeaux. Sur les

murs de leur maison, les Hadjis de La Mecque peignent leurs souvenirs de voyage et s'y font parfois représenter de profil.

Seuls l'industrie et le tourisme pouvaient rendre au temps son arme : le passé. Déjà le barrage d'Assouan a donné à l'Egypte un calendrier occidental. Autrefois, l'année se partageait en deux saisons et commençait après la crue du Nil. Désormais le Nil est privé de crues et de fêtes.

Abou Simbel ou le temple exilé

Des millions de touristes s'essoufflent et soufflent dans les tombeaux des pharaons, abimant les fresques, ternissant les couleurs. Il faudra bientôt protéger ces trésors, les ranger au musée, les remettre à l'égyptologie. Alors les vallées des rois, des reines, des nobles encore foules au pied des villages refermeront leurs bouches d'ombres et sombreront dans le mutisme qui sied aux civilisations disparues.

Déjà les eaux montantes du lac Nasser ont chassé de sa rive le temple d'Abou Simbel. Il n'est plus baigné par le Nil et, là-haut, dans sa vitrine de plein air, comme un agonisant sous des appareils d'hygrométrie, dans sa chape de béton, c'est un grand et beau vestige arraché, exilé. Un obélisque à Paris.

Les « sons et lumières » rejettent à la vitesse de l'électricité les monuments dans un passé rassurant. Les pyramides, Karnak, Philae, isolés dans la clarté des projecteurs, transformés en patrimoine de l'humanité, en simples objets chargés d'ans, coupés des vivants, flottent dans le manteau de la nuit anonyme. Où sont les eaux noires du Nil ? C'est qu'ainsi reconstitués, nettoyés de lumière, ces monuments offrent le spectacle grandiose de l'histoire. Une voix de théâtre peut alors imiter la voix des prêtres en d'imaginaires imprécations...

Les Occidentaux refusent la concordance des temps et s'inventent une Egypte ancienne séparée. Mais comment vivre pauvre autrement entre un fleuve et un désert ? Une oasis, fil-elle longue comme l'Egypte, crée ses lois, enfante ses craintes et ses rêves de lions endormis. Sa géographie tyrannique aplénit l'histoire. Ici les archéologues n'ont pas déterré le passé ; ils ont seulement balayé un sommeil de sable. Avec les

momies, ils ont exhumé trois mille ans de combat contre la mort, d'acharnement à conserver jusque dans l'au-delà la prodigalité du Nil, ses fruits et ses carpes, ses aigles d'eau et ses scarabées. Les villageois qui emportent les mêmes regrets dans leur tombe ne trouvent pas l'aventure si désolée. Ni les sorciers qui habitent les marais.

Parfois, le Nil s'immobilise. Quand la brise du delta fait courber les ajoncs, quand les oiseaux migrateurs volent vers les cataractes et que les barques rentrent à contre-courant, l'irisation de l'eau, toutes ces remontées d'ailes et de voiles semblent arrêter le cours du fleuve. Temps mort. Sur ce miroir pourrait alors se pencher la fille de Pharaon.

Mais il nous faut des repères : l'égrenage des dynasties, les conquêtes des Ramessides, la victoire de Qadesh, les amours d'Akhenaton et de Nefertiti, un récit qui sauve le temps et nous rende nos certitudes. C'est pourquoi les photographes isolent les

pyramides dans un désert qui n'existe pas. Elles sont aujourd'hui dans la ville, au milieu d'un chantier, envahies d'hommes au travail. Qu'importe, il fallait que l'Egypte ancienne fût mortelle et qu'elle soit morte et fermée comme une tombe. On ne visite plus que des cérémonies funèbres, des lieux de cultes rendus aux défunts. On ne se souvient que des embaumeurs, des chirurgiens trépanateurs. C'est peut-être, comme l'écrit Cloran, parce que nous voudrions « que nos tristesses prolongent le mystère qu'ébauche le sourire des momies ».

Mais celle de Pharaon couverte d'or devait à jamais rayonner dans la roche de la vallée des Rois, inaltérée, polie de jade et de lapis-lazuli, minérale ainsi qu'était la mort. A l'écart du fleuve perpétuel, des rites immuables des hommes des norias, semant et cultivant de génération en génération, à l'écart de cette éternité du nombre qui compte pour rien le cadavre d'un pharaon.

Carnet de bord

Pour qui n'aime guère les croisières, le Nil est sans doute plus supportable car la rive n'est jamais loin. Les bateaux-hôtels qui sillonnent le fleuve rassemblent plus à des tapis roulants pour la visite du décor (du genre Exposition universelle) qu'à ces lourds paquebots qui manœuvrent pendant des heures sans toucher au port. Ici, on lance l'amarre et on est à pied d'œuvre — de chef-d'œuvre. On rembarque et on appareille avec la même facilité.

Une centaine de bateaux-hôtels remontent et descendent le Nil. Ils ont entre vingt et cent cabines, et les plus confortables sont climatisés (1). Ce qui permet de tenter l'aventure à la saison chaude quand les prix sont les plus bas. Ces navires, spécialement conçus pour la navigation sur le Nil, ont un tirant d'eau très faible pour pouvoir remonter le fleuve en toute saison et passer l'écluse d'Isna, même pendant les plus sévères sécheresses. Sur les embarcations les plus modernes, il ne dépasse pas 1,50 m.

Les autres moyens de transport — le train (le plus souvent

inconfortable), le car (on dépend du chauffeur), l'avion (car on y a une vue sur la frontière entre l'oasis et le désert) — paraissent inadaptés pour l'Egypte. Depuis des millénaires, on ne cesse de naviguer de la Haute à la Basse-Egypte, d'une rive à l'autre du Nil : c'est que le bateau peut vous transporter dans les moindres recoins du pays.

Mais, surtout, le bateau-hôtel est un repli pour le touriste épuisé par les visites et le choc de la civilisation. Oserait-on dire de la pauvreté ? Sa cabine à quai, le voyageur ne connaît plus l'ennui de piler et de déplier bagage. Le nombre des monuments sur les deux rives et les scènes de la vie quotidienne lui font oublier les lenteurs (d'ailleurs relatives) du voyage. Il n'a qu'à se laisser glisser sur le Nil. C'est pourquoi, chaque année, plus de cent mille touristes français choisissent la voie fluviale, la balade au fil de l'eau qui relie l'Egypte à la vie.

(1) Ainsi le Scribe mis en service en janvier 1987 par Révacances (52, rue de Bassano, 75008 Paris. Tél. : 47-23-55-30).

LIVRAISONS

EXPÉDITIONS EXPORTATIONS

POUR VOS CADEAUX POUR VOS AMIS OU POUR VOUS...

PRIX ATTRACTIFS...
CAISSE BOIS OU COLIS CADEAUX...

**"Offrez-lui pour son Anniversaire
la bouteille de l'année de sa naissance,
des 1927..."**

| | | |
|--|----|----------|
| 1984 CH BELCIE (Medoc Or) | 34 | 19,50 F |
| 1981 CH PATACHE D'AUX (Médoc) | 36 | 38,00 F |
| 1983 CH BEAU SITE (St-Estèphe) | 38 | 42,00 F |
| 1981 CH LA PARDE H. BAILLY (Grave) | 39 | 47,00 F |
| 1982 CH CAMENSAC (Médoc) | 40 | 59,00 F |
| 1984 CH GLORIA (St-Julien) | 41 | 63,50 F |
| 1983 CH GAZIN (Pomerol) | 42 | 65,00 F |
| 1979 CH CROQUE MICHOTTE (St-Emilion) | 43 | 85,00 F |
| 1983 CONSEILLANTE (Pomerol) | 44 | 89,00 F |
| 1979 CH CHEVAL BLANC (1 ^{er} cru) | 45 | 108,00 F |
| 1981 CH MOUTON ROTHSCHILD | 46 | 270,00 F |
| 1979 CH LAFITTE ROTHSCHILD | 47 | 447,00 F |

CHOIX IMPORTANTS - MAGNUMS - DOUBLE MAGNUMS
ALCOOLS - CHAMPAGNE
Prix H.T.V.A. départ nos chais sans vente et sans engagement...

هكذا من الاصل

ESCALES



Le Prado au bout du voyage

Les *Ménines* de Velázquez, l'*Ombelle* de Goya, les *Trois Grâces* de Rubens mais aussi le *Jardin des délices* de Jérôme Bosch, l'*Annunciation* de Fra Angelico, la *Bacchante* du Titien : la sobriété, l'opulence, les rondeurs, le trait et les couleurs. Les fabuleuses collections du Prado (plus de 3 000 tableaux) grâce à la formule train + hôtel de la SNCF (agences Frontaux touristiques, notamment 16, bd des Capucines, 75009 Paris, tél. 47-42-00-26 et gare SNCF). La visiteur choisit le jour du départ, la durée du séjour, la catégorie de l'hôtel et son mode de voyage en train. Ce qui donne une sélection de prix — allant de 1 184 F pour trois nuits en hôtel de tourisme et 2^e classe en train à 1 708 F pour deux nuits en hôtel trois étoiles et voyage

en 1^{re} classe. La nuit supplémentaire : 110, 130 ou 180 F. Le musée du Prado est ouvert tous les jours de 9 à 19 heures et fermé le dimanche après-midi.

Cette formule existe également en direction des principales villes françaises et des capitales et villes d'art européennes.

Salagon en Provence

A lire avant de se rendre dans les Alpes-de-Haute-Provence : des monographies, bien faites et joliment illustrées. Il faut dire qu'elles sont réalisées avec soin et attention par des hommes qui aiment leur bout de terre : universitaires, écrivains, manuels, tous passionnés depuis longtemps par l'architecture, la faune, la flore, les coutumes, en un mot ce qui fait l'âme d'une région. Ils sont réunis au sein de l'association Alpes de lumière (Salagon, Mene, 04300 Forcalquier, tél. : 82-75-18-83),

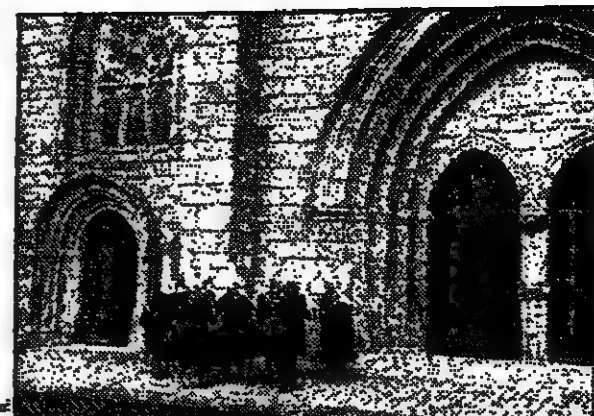
un mouvement de recherche, d'animation et d'information en Haute-Provence. Citons, pour l'architecture, *Pierre sèche en Provence* (55 F), les *Eglises rupestres* (20 F) ; pour l'art roman, les études sur le prieuré de Ganagobie (68 F), celui de Salagon (47 F) et l'abbaye de Lure (47 F). L'ethnologie est représentée par des monographies sur l'été des paysans en Haute-Provence (45 F) ou encore sur les protections religieuses (25 F). Dernier paru : *la Transhumance en Provence*, une « migration » qui ne peut oublier celui qui en a été le témoin (94 p., 75 F).

L'association Alpes de lumière a restauré le prieuré de Salagon, où est installé le Conservatoire ethnologique de la Haute-Provence (collections d'objets, photothèque, bibliothèque et sonothèque). Des concerts et des expositions animent le prieuré en été.

Western story

Il n'est pas besoin d'être armé pour entreprendre ce voyage, encore que ne manquera pas de siffler aux oreilles de ceux qui auront décidé de l'entreprendre la sécheresse des coups de couteau, car les régions traversées étaient autrefois assez vives de cow-boys : Fort-Worth, El Paso, Santa-Fé, Grand Canyon... Texas, Nouveau-Mexique, Ari-

zona, un périple qui manquait au catalogue de l'agence Arts et vie (39, rue des Favorites, 75015 Paris, tél. : 45-31-40-41) mais qu'elle propose aujourd'hui dans ses nouveautés pour la saison 1988. L'Amérique du western, l'histoire indienne et espagnole, les technologies de pointe aussi avec la visite de Houston et l'architecture moderne car on passe par Dallas. Formule nuit-petit déjeuner américain (plus copieux encore que le breakfast anglais...). Forfait par personne, 17 jours, Paris-Paris : 14 900 F. Supplément chambre individuelle : 2 800 F.



Semaine bretonne

De l'ode et des paysages... Avant ou après une cure marine à Saint-Malo, Perros-Guirec, Roscoff, Carnac, Douarnenez ou Quiberon (où sont situés des instituts de thalassothérapie), une agence de voyages de la région (Cath Voyages, 11, rue Saint-Guenael, BP 47, 56002 Vannes Cedex, Tél. : 97-42-51-82) propose un circuit d'une semaine en Bretagne. Simple réservation d'hôtels avec location de voiture ou bien « tour » entièrement organisé, en minibus, avec visites guidées. En une semaine, du samedi au samedi, à partir de Rennes (ou de Vannes, ou de l'aéroport de Lorient).

Les « falaises » du château de Josselin, la cathédrale et les vieux quartiers de Vannes, les mégalithes de Carnac et le port de la Trinité-sur-Mer, Quimper, Riec-sur-Bellon et Pont-Aven, Concarneau, Quimper et Pont-l'Abbé et les ports de pêche du pays bigouden sont sur l'itinéraire. Le quatrième jour, on visite Locronen, cité médiévale conservée dans son état. La pointe du Raz est incluse au cinquième jour avant

Brest, les églises et les enclos paroissiaux du nord du Finistère. Retour par Saint-Malo et Le Mont-Saint-Michel qui est, comme chacun sait... en Normandie. Environ 5 000 F au départ de Paris ou 4 700 F au départ de Rennes (hébergement en chambre double, sept nuits, et minibus). Départ assuré tous les samedis à partir du 28 mai. Forfait hôtel et voiture en toute saison.

Autour des îles aux épices

Voyage avec Megellan pour mûre à bord, voyage vers les îles aux épices, ou plutôt vers les îles aux épices. Navigation dans la mer des Caraïbes, dans l'archipel des Moluques, escales dans les anciens comptoirs de la Compagnie des Indes néerlandaises.

Indonésie (5, rue Racine, 75006 Paris, Tél. : 43-26-02-00) a mis au point une croisière à partir de Manado, après un vol Paris-Jakarta. La croisière proprement dite se fait à bord d'un ancien transporteur de coprah. Dates de départ : 6 avril, 4 mai, 1^{er} juin. Dix-huit jours, 15 650 F.

SCANDINAVIE
NORVÈGE, FINLANDE,
SUEDE, DANEMARK,
LAPONIE, ISLANDE,
GROENLAND

Voyages individuels
à la carte, car-ferries,
tours-auto, circuits
accompagnés, croisières,
groupes et congrès.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre
agent de voyages ou à SCANDITOURS
10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

Le Monde
sur minitel

JOUEZ :
Connaissez-vous vos capitales ?
Gagnez le nouveau PLANTU
36.15 TAPEZ **LEMONDE**

AU SOMMAIRE
DE FEVRIER

Le Monde DES
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Un hommage à Albert Decaris.
Thématique musicale : Haendel.
Cartes postales : PTT - Cartophilie.
La fabrication des carnets de timbre poste.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

LIRE

Quand la France construisait au Centre

Q'U'Y a-t-il de plus français en France que la Touraine, le Berry et le Val de Loire ? Quelle région est plus française que celle que l'on nomme Centre ? En voici pour preuve un livre, premier d'une collection « Guides du patrimoine », intitulé *Architectures en région Centre*, qui, sur 700 pages illustrées de cartes, plans, gravures et photos, conte en notices brèves ou savantes l'histoire et la destinée de mille édifices remarquables.

Les rois de France ayant fait du Val de Loire leur terre d'élection jusqu'en 1525, c'est ici que, avec l'émulation des artistes italiens bientôt acclimatés, cette « architecture à la française » dont Jean-Marie Pérouse de Monclois a analysé la formation (Flammarion, 1982). Période vingt ans durant de l'« inventaire général de la France » lancé par Malraux, directeur de recherches au CNRS, il donne ici non pas la compilation de connaissances dispersées mais une sélection originale, source très documentée d'informations parfois inédites ou révisées selon les dernières découvertes des chercheurs. Soixante auteurs ont collaboré à l'ouvrage par des préfaces thématiques ou des notices, mais l'auteur principal, responsable du repérage initial, en a rédigé lui-même une bonne moitié.

« Le guide est incomplet, dit l'auteur en boustade. Il doit être complété par la visite. » Ceci pour expliquer un parti pris d'illustration qui privilégie les gravures anciennes (notamment les relevés de Jacques Androuet Du Cerceau, fort bien imprimés), donnant ainsi au visiteur la possibilité de percevoir mieux les

intentions des bâtisseurs. Toujours est-il que, même sans visite immédiate, le livre passionne.

Ainsi sur Chambord, dont on apprend tout du projet de Léonard de Vinci d'un « château impossible, plus symbolique qu'autre chose » : quatre escaliers enlucrés, nous raconte l'auteur du guide, « enlucrés les uns dans les autres, qui auraient distribué les hôtes de la rez-de-chaussée selon le jeu de loto du plaisir, le roi n'ayant qu'un appartement comme les autres ». Escalier à quatre vis, fameux et publié dans les traités d'architecture comme s'il avait été réalisé, alors que deux volées seulement seront construites. Assez tout de même pour nous intriguer. La nouveauté tient ici à l'affirmation que Léonard de Vinci — « c'était la première fois qu'on lui faisait confiance comme architecte, tout à fait à la fin de sa vie », note Jean-Marie Pérouse de Monclois — est bien l'auteur du donjon de Chambord, cœur du château actuel.

Si le visiteur de Chambord peut se procurer sur place les mêmes éléments (l'étude est de Jean Martin-Deméziel), celui du château de Blois ou de l'hôtel Jacques-Cœur à Bourges n'a aucune plaquette à sa disposition... s'il ne s'est pas muni de ce Guide du patrimoine.

L'édit résidait parfois dans la manière de présenter l'édifice, d'insister sur tel ou tel aspect : ainsi d'Anet, « Louvre » de l'Eure-et-Loir, construit par Philibert de l'Orme pour Diane de Poitiers. La veuve de Louis de Brézé y honore la mémoire de son mari en habillant de marbre noir le portail d'entrée — elle qui portera

toute sa vie un voile noir en signe de deuil — mais la dédicace est consacrée à l'édifice, figure allégorique du royal amant, Henri II, fait remarquer Jean-Marie Pérouse de Monclois, qui se livre à une longue analyse de la symbolique d'Anet.

Chartres, Bourges, Chenonceaux, Tours, Azay-le-Rideau, Saint-Benoît-sur-Loire. Cathédrales, châteaux, églises, abbayes... Certes. Mais ni l'architecture du dix-neuvième siècle, ni celle du vingtième (faiblement représentée, il est vrai), ni les fabriques (la pagode de Chantoigny), ni les usines (des tuileries en Sologne) ou les ouvrages d'art (un pont de bois couvert sans doute unique en France), ne sont oubliés. « Pourtant nous n'avons pas donné la moitié de ce qui existe, en écartant plus volontiers les lieux difficiles d'accès ou fermés à toute visite. Plus par son unité, cette région frappe par la densité de son patrimoine que seule la région Ile-de-France peut dépasser », affirme l'auteur.

La participation du conseil régional du Centre, qui a voulu et subventionné la sortie de ce guide (qui profite aussi du savoir-faire des Guides bleus), est un exemple pour les autres régions. « Le Centre est à la recherche de son identité », dit le président du conseil régional, Maurice Doucet. Nous avons pensé que l'architecture pouvait être un lien assez fort.

MICHELLE CHAMPENOISE.
● Architectures en région Centre : Val de Loire, Beauce, Sologne, Berry, Touraine. Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Marie Pérouse de Monclois. Flammarion. Collection « Guides du patrimoine », 700 pages illustrées, 220 F.

NOMADE ?
Une vie à découvrir
des voyages insolites

RANDONNÉES & EXPÉDITIONS
des guides de SPIRIT BERG
sur les routes de l'AVENTURE

vu dans le n°16 des
BANCS d'ESSAIS du
TOURISME

Singapour :
la 3^{ème}
CHINE !

Une île, une ville et un Etat : 2 millions et demi d'habitants, dont 2 millions de Chinois, la plus forte expansion économique de l'Asie : SINGAPOUR fabrique tout, achète tout, vend tout. Elle a gardé de l'époque victorienne, un petit air britannique. Ses habitants jouent au cricket, au polo, au golf et au tennis au pied de bâtiments fastueux qui naissent et meurent chaque année par centaines, et dont certains sont chapeautés comme des pages. Vous découvrirez cette 3^{ème} Chine dans ce numéro des Banques d'Essais du Tourisme.

Vous découvrirez aussi :

- Les îlots du nord du Canada.
- Mozambique et ses plages immenses.
- Les jeunes filles qui choisissent librement leur fiancé, au « Moussouri » d'Indonésie.
- Les cathédrales d'or du Mexique.
- Les villes souterraines de la Turquie de l'est.
- Les stations de sports d'hiver où il ne gèle que les places en février !

Trois Banques d'Essais exclusives sur : le T.G.V. — Un voyage au Sénégal avec Jet Tours — Un vol avec Olympic Airways. Des reportages, des rubriques, des informations, des fiches techniques, etc.

Rendez-vous tous les jours avec les Banques d'Essais du Tourisme

NOSTALGIE
Paris sur 105.1 FM et 150 récepteurs en France. Fréquence : consultez votre Minitel tapez 3615 code N.O.S.T.

100 pages en couleurs. En vente chez votre marchand de journaux, 25 francs.

LA TABLE

Les truffes à la baisse

BONNE et heureuse année gourmande : les truffes ont diminué de presque moitié !

La « pomme féroce », comme l'appelaient George Sand, le « diamant noir de la cuisine », comme disait Colette, ce végétal cryptogame (pour ne pas dire champignon, ce qu'il n'est peut-être pas tout à fait !) appelé truffe, a tout pour alimenter le parfum de mystère qui l'entoure.

Les savants, après avoir distingué les variantes, de la *tuber magnatum* (truffe blanche du Piémont) à notre *tuber melanosporum* du Périgord, en passant par la moins odorante *tuber brumale* et la *tuber aestivum* ou truffe d'été, balbutient encore lorsqu'il s'agit d'en faire naître « à la commande ». Le gourmet, lui, en prend son parti. Il sait, avec J.-L. Vaudoyer, qu'il est deux races de mangeurs de truffes : l'une qui croit qu'elles sont bonnes parce qu'elles sont chères, l'autre qui sait qu'elles sont chères parce qu'elles sont bonnes. Et rares, ajouterais-je.

Dans le *Cuisinier et le Mâconnais*, de L.-M. Lombard, paru en 1855, se trouve cette remarque : si c'est en Europe que la truffe paraît être la plus abondante, c'est peut-être parce qu'on l'y cherche avec le plus d'assiduité. Et l'auteur en donne une raison simple : « Les truffes sont l'un des mets les plus distingués que l'opulence puisse offrir à la sensualité ».

Vous trouverez tout ce que vous devez savoir sur les truffes dans le *Grand livre de la truffe*, qui viennent de faire paraître,



chez Robert Laffont, P.-J. et J. Pebevre. Héritiers d'une dynastie truffière, si j'ose écrire, et les restaurateurs savent bien, en effet, ce qu'est la maison Pebevre, au cœur du pays truffier. Il y a même des recettes, les traditionnelles et succulentes et les modernes et tarabiscotées, comme les huîtres chaudes aux truffes ou les œufs pochés aux champignons, aux asperges et à la truffe.

Car les loquès de la nouvelle cuisine usent de la truffe comme du caviar. Ils en mettent partout (ce qui permet d'augmenter les prix) et très peu (ce qui permet de gagner du fric) ! Passons.

La truffe pour elle-même se déguste crue — à la croque au sel

— ou cuite — au champagne, en pâte, dans une volaille. (Ah ! un poulet pour quatre convives, farci de quatre truffes, chacun la sienne, quelle merveille !)

Encore faut-il se méfier de la fraude. Sans parler de la truffe synthétique fabriquée au Japon et inondant les États-Unis, sachez que les Bourguignons voudraient commercialiser, sous le nom de « truffe de Bourgogne », une variété de truffe d'été qui, légalement, n'a pas le droit de porter ce nom merveilleux de truffe : que les truffes blanches italiennes (qui, du reste, valent fort cher et sont un excellent aromate) n'ont rien à voir avec nos truffes et que celles d'Espagne, pour passer

quelquefois par le Périgord avant d'arriver en nos cuisines, n'ont pas la même saveur que les autochtones.

Reste le problème du vin d'accompagnement. Je répéterai ici qu'il s'agit avant tout de goût personnel, et le mien va vers le cahors, lorsqu'il n'y a point à l'horizon un grand bordeaux qui sommeille, un pomérol, par exemple.

J'ai été étonné de ne pas trouver, dans le bouquin des Pebevre, une recette signée Lamazère. S'il est, à Paris, un ambassadeur de la truffe, c'est bien lui. Fraîches, en cette saison d'après-fêtes, ou conservées de la seule bonne façon qui soit (est-il un secret, cet illusionnisme ?), c'est ici qu'il faut venir découvrir Sa Majesté la truffe (même s'il ne se fournit pas chez Pebevre ?). Sa carte spéciale la propose : sous la cendre (550 F), en feuilleté (550 F), en brouillade (295 F), à la croque au sel (280 F), au champagne (550 F), en salade (550 F), en omelette (295 F), sans oublier la truffe royale (660 F) avec son foie gras, lui aussi royalement « maison ». C'est évidemment, même cette année, assez coûteux, mais quelle fête après les fêtes !

LA REYNIÈRE.

● Lamazère, 23, rue de Panthieu, 75008 Paris.
Tél. : 43-59-66-68.
Salons 4/30 couverts.
Fermé dimanche.
Parking gratuit : 25, rue de Panthieu, AE-CB.

MIETTES

● Contants, pas. contents... — Un lecteur heureux d'un repas à l'Hôtel Moderne (14, rue du Bourg-Pelé, 72000 La Mans ; tél. : 43-24-78-20), notamment renommé, c'est vrai, pour son homard grillé beurre blanc. Mais pourquoi, demande-t-il, l'accompagner de petits légumes ? Parbleu, pour faire plaisir au Gault-Millau qui ignore alors qu'il a une étoile au *Bottin* gourmand !

Un autre lecteur recommande le *Maxime* (4, rue Saint-Nicolas, 88000 Poitiers ; tél. : 49-41-09-55), qui vient d'être repris par M. et M^{me} Rougier.

Mais une lecture est furieuse d'un repas pris à l'Oïson, de Périgueux, pourtant fort bien noté des guides, « Cuisine à la mode », dit le *Bottin* : ça doit être ça !

● A Vienne. — On pourra de nouveau y faire halte, au restaurant rebaptisé *Point-Pyramide* (boulevard Fernand-Poit, naturellement).

M. Yves Berrier, son directeur, a voulu — accueilli et cuisiné — rester fidèle à l'esprit du cher Fernand.

● Pintade. — Suite à mon « papier » sur la pintade de Loué, un lecteur regrette de ne pas m'avoir vu ajouter le nom donné par les Italiens à ce « galline de Guinée » (comme on dit à Cuba) : farsana. Farsana, de quoi vous mettre l'eau à la bouche rien que de le voir écrit sur une carte, dit-il !

● Escargots. — 20 % du marché français viennent d'Asie du Sud-Est. En fait, ce ne sont pas de vrais escargots (*Helix pomatia* ou *Helix lucorum*, voire *Helix aspersa* pour le petit gris). Mais, vendus sous le nom d'escargots achasins (coquilles coniques) et coûtant moins du tiers des autres, ils trouvent preneurs. Qu'attend-on pour obliger les restaurateurs à indiquer, sur leurs cartes, la provenance du produit ?

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Les Echovins à Caen

Patrick Regnier, qui fut chef pendant trois ans chez Benoît (rue Saint-Martin) avant de partir pour la Normandie, vient de rouvrir ses Echovins dans un manoir normand bien restauré. Des menus (135 F, 205 F et 275 F) tous fromages ET dessert et la carte mélangée poissons (cassolette de moules, gratin d'amandes de mer, flan de saint-pierre, rôti de lotte) et viandes (pigeonneau en béchamel, canard bel automne ou simple entrecôte grillée mais accompagnée de pommes farcies à la tapenade), fromages normands, bien sûr, et beaux desserts. Un nouveau du *Bottin Gourmand* 88 très justifié.

● Les Echovins, 35, rue de Trouville, 14300 Caen.
Tél. : 31-94-10-17.
Fermé dimanche soir.
Parking privé.
AE-DC-CB.

Maison Kammerzell à Strasbourg
Célèbre enseigne qui vient d'être reprise par Guy-Pierre Baumann. Sans délaisser son *Baummann-Marbeuf* et pâtisseries, tout heureux de retrouver son pays en cette maison datant de 1427, de bois sculptés et colombages, il propose ici deux cartes, l'une moderne (sandre à la poutargue, morue fraîche à l'ail), l'autre typiquement régionale, avec, bien entendu, les vins splendides de la région. Compter 300 F-350 F.

● Maison Kammerzell, 16, place de la Cathédrale, 67000 Strasbourg.
Tél. : 88-32-42-14.
Pas de fermeture.
Parking place Gutenberg.
AE-DC-CB.

Le Bourgogne à Bay
C'est l'ancien Carrefour de Paris que M. et M^{me} Martin-Drouin ont transformé, embelli et débaptisé. Voici donc le Bourgogne avec, en cuisine, Claudine, qui, née Drouin, fut élevée dans le séral (Auberge du Grand-Saint-Pierre à Dourlers) et dont le mari, Jacky Martin, règne en salle. Des tas de menus et la carte (compter

250 F-300 F) avec une salade de canard aux trois cuissons, une nage des pêcheurs saucis crémuse, le ris de veau au vin d'Arbois, la côte de porc « Jeanne Drouin » (la bonne cuisinière de Dourlers), etc. Fromages de la région. Desserts de femme, les meilleurs !

● Le Bourgogne, Carrefour de Paris, 59570 Bay.
Tél. : 27-63-12-58.
Fermé lundi et mercredi soir.
AE-CB-Eurocard.

La Guinguette à Pessac
Restaurant à midi, restaurant dansant le soir, Christian Viot que nous connaissons rue Montmarie (la Corbeille), a retrouvé « le pays ». Menus à 60 F et 90 F le midi et à 120 F le soir, mais aussi une carte où vous retrouverez les bonnes terroirs de ce cuisinier sage, une omelette soufflée aux poivrons rouges (45 F), les filets de sole aux pâtes et à la vanille (75 F), l'oreille et la queue de porc grillées (80 F), le petit salé de canard (85 F), la tarte chaude (40 F), le soufflé au peppermint (40 F), etc. Gentille cave de bordeaux venus en voisins.

● La Guinguette, route d'Arcachon, 33600 Pessac.
Tél. : 55-36-06-30.
Fermé lundi et mardi.
AE-DC-CB.

Les Pins du Vertbois à Dolus-d'Oléron
Fuyant son Gargamelle banlieusard, Annie Milhaud, Dame d'ARC, dirige en chef de cuisine le restaurant de cet hôtel où l'on voudrait faire retraite. Cuisine de haute qualité : bisque de crevettes (50 F), salade de rôt aux câpres et poivron (50 F), langoustines marinières rôties (80 F), turbot aux poireaux (80 F), magret de canard au cognac ou mignon de veau au pinsons (80 F), nombreux desserts (36 F) et sorbets (25 F). Hôtel avec piscine chauffée dans un parc de 1 hectare. Possibilités de menus de régime sous surveillance médicale.

● Les Pins du Vertbois, 17550 Dolus-d'Oléron.
Tél. : 48-75-34-98.
L. R.

Quand le cahors « monte » à Paris

Le raisin quercynois dispose de trois noms de cépage : malbec, côtes ou auxerrois. Il donnait autrefois un vin solide (M. Alexis Lichine le dit « couleuvre d'encre, profond et dur »), en tout cas dérivant pour nos fines bouches capitales. Puis le phylloxera toucha durement le vignoble et, enfin, après guerre, une certaine facilité des producteurs lui donna mauvaise image de marque. Aujourd'hui, l'appellation contrôlée cahors produit des vins ne comportant que 70 % d'auxerrois avec, par exemple, comme pour le châtea saint-didier-parnac, 25 % de merlot et 5 % de tanat.

Et le cahors relève la tête et conquiert Paris, avec des vins vieillissant bien en barrique, se veloutant mais gardant une coloration solide. Il s'accorde donc parfaitement avec la solide cuisine du Quercy, mêlant la rudesse d'un Léon Cladel (le « rural écarlate », comme disait Barbey d'Aurevilly) à la suavité d'un Fénélon, qui fut prieur de l'abbaye de Carénac. Cuisine allant des innombrables tourons au boudin blanc, des porcelaines aux daubes (au vin de Cahors, bien évidemment !), des estouffades aux miques, des fromages de Rocamadour aux pascagons aux fruits. Mais n'oublions pas les foies gras venus en voisins et sur lesquels j'ai dégusté l'autre jour, en compagnie de M. Jacques Rigal, son pneur de cenac 1985 (J. et F. Rigal, châtea Saint-Didier-Parnac, 46140 Luzach ; tél. : 65-30-70-10).

Sur place, vous découvrirez les meilleurs vins de Cahors à la Balandre (5, avenue Charles-de-Freycinet, 46000 Cahors ; tél. : 65-30-01-97) ; au châtea de Mercuès (route de Villeneuve-

sur-Lot, Mercuès, 46090 Cahors ; tél. : 65-20-00-01), résumé par M. Vigouroux, propriétaire du fameux châtea Haute-Serre ; à Pont de l'Ouyse (Lacave, 46200 Souillac ; tél. : 65-37-87-04), où Daniel Chambon vous proposera un menu totalement régionaliste : au Lion d'Or (8, place de la République, 46500 Gramat ; tél. : 65-38-73-18), une grande table quercynoise du vieux bistrac René Mommejac ; au fameux *Déjeuner de Soussac*, enfin, cher à Pierre Benoit (46190 Soussac ; tél. : 65-33-00-56), repris récemment par Richard Pignatelli.

A Paris, de plus en plus de restaurants proposent du cahors. Raymond Poccus, son *Repas de Carrouge* (99, rue Amelot, 75011 Paris ; tél. : 47-00-25-86) tout comme au Carrouge Edouard VII (18, rue Caumartin, 75009 Paris ; tél. : 47-42-08-82), vous proposera les vins des frères Rigal.

Mais, puisque Quercy il y a, signalons que M. Pruniers, fier de sa petite patrie (et de son chef, comme lui « du pays ») vient de rebaptiser *Fleur du Quercy* son restaurant, soite-ment appelé par son prédécesseur le *Chat grippé*. Donc, au Fleur du Quercy (87, rue d'Assas, 75006 Paris ; tél. : 43-64-70-00), arrosés de parfaits cahors, vous vous régalez du foie de canard aux deux cuissons, de la fantasia gourmande de Rocamadour, du fillet de bœuf au vieux cahors, de la selle d'agneau des Causseaux aux câpres, etc. Comptez 200/250 F avec, en semaine, le menu « Assas » (2 plats, fromage et dessert) à 99 F.

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

| | |
|---|--|
| <p>Côte d'Azur</p> <p>06160 CAP-D'ANTIBES</p> <p>MOTEL ROI SOLEIL 153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Park. piscine. 3 pers. 1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F 4 sem. L.C. (jeu juil. août, sept.). Tél. 93-61-66-38.</p> <p>83240 CAVALAIRE</p> <p>HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE *** « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pers. à partir de 450 F/jour et par personne. Tél. 94-64-04-27.</p> <p>06500 MENTON</p> <p>HOTEL DU PARC *** Tél. 93-57-66-06. Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Dépliants sur dem.</p> <p>Forfait à l'HOTEL-VILLA NEW-YORK *** Tt conf. Tél. direct. TV coul. Jardin. Parc. clos. A part. de 1150 F pour 7 jrs en 1/2 pers. — Tél. 93-55-76-69</p> <p>NICE</p> <p>HOTEL LA MALMAISON Mapotel Best Western *** Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-62-56 — Téléc. 470 410.</p> <p>HOTEL VICTORIA *** 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville. Calme. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.</p> <p>HOTEL COUNOD *** Grand confort, service prévenant, central, tranquille, agréable, garage. Tél. 93-38-25-20.</p> <p>Montagne</p> <p>AURON A 90 km de NICE HOTEL DU PILON *** Affaire de famille. Confortable et agréable. Piscine et potagers. Tél. 93-23-00-15.</p> | <p>05490 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc rég. Site classé. Sst. village. Piste. fond. Plus bte comm. d'Europe. 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 Chamb. studio + cuisine-grill. Depuis 450 F pers./semaine. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62 Pensions de 1 617 F à 1 845 F sem. Demi-pens. de 1 267 F à 1 617 F.</p> <p>VALLÉE DU QUEYRAS Ski de fond, ski alpin, réduction janvier, détente soleil, vue panoramique. HOTEL LE CHAMOIS *** LOGIS DE FRANCE 65390 MOLINES-EN-QUEYRAS Tél. (16) 92-45-83-71</p> <p>05580 VARS (Hautes-Alpes) SKIEZ AU SOLEIL HOTEL CUZCO ** Tél. : 92-45-58-87. Luxe studio 4 à 6 pers. Gd confort. Tél. Cuisine ou chambre 1/2 pension. Tarifs spéciaux hors période.</p> <p>38250 VILLARD-DE-LANS (Vercors)</p> <p>HOTEL ** Restaurant « LE PRÉ FLEURI » dans un cadre reposant, ski ou villégiature. Tél. 76-35-18-36.</p> <p>Provence</p> <p>ROUSSILLON - 84220 GORDES au MAS DE GARRIGON *** LE PETIT HOTEL DE CHARMES DU LUBÉRON Espace gourmande. Passage des vacances cet hiver. Accueil : Christiane RECH-DUART Tél. 90-05-63-22.</p> <p>Sud-Ouest</p> <p>EN PÉRIGORD - 24570 LE LARDIN HOTEL SAUTET *** Tél. 53-81-27-22 Piscine, tennis, grand parc. Pension ou demi-pension 170 F à 285 F.</p> <p>TOURISME</p> <p>Ferme de la Besse XV^e siècle SÉJOUR SKI DE FOND Sur le haut plateau ardennais 7 jours pension + encadrement + matériel 1 200 à 2 000 F DOCUM. GRAT. sur demande. Tél. : 75-38-80-64 — MIEUX Gérard. 07510 USCLADES RIEUTORD.</p> |
|---|--|

Aux quatre coins de France

| | |
|---|---|
| <p>Vins et alcools</p> <p>CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUX 51200 EPERNAVY. T. 26-56-48-37 Vin vendu en foudre. Tarif sur demande. Cuvée 1982 du « Récolteur ». Médaille d'argent, concours sélection mondiale, MONTREAL 1986.</p> | <p>MERCUREY A.O.C. Vente directe propriété Tarif sur demande. Tél. 05-47-13-94. Domaine de Chambray, L. Mérieux, 71600 MERCUREY.</p> |
|---|---|

GASTRONOMIE

OFFREZ-LUI UN BOUQUET, MEME A 3 HEURES DU MATIN

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris.
Pâtis de mar. Spécialités.
Salons de 10 à 150 couverts.
Place du Châtelet.
Réservation : 42.33.48.44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la rue.
Vier de l'horizontale et de l'horizontale.
10 bis, place de Cléry.
Paris 1^{er}.
Réservation : 48 74 44 78

CHEZ HANSI
La grande brasserie alsacienne.
3, place du 19-Juin-1940.
Paris 1^{er}.
Réservation : 48.48.88.62

هكذا من الاصل

سنة من الاجل

JEUX

échecs

N° 1265

SURESTIMATION

(Tournoi international de Belgrade, 1987)

Blancs : L. KAJATSON
Noirs : L. LAUBOVIC
Système D. Défense slave.

1. e4 c5 2. e5 d5 3. c3 f5 4. c4 e6 5. f3 d4 6. f4 e5 7. f5 e6 8. f6 e7 9. f7 e8 10. f8 e9 11. f9 e10 12. f10 e11 13. f11 e12 14. f12 e13 15. f13 e14 16. f14 e15 17. f15 e16 18. f16 e17 19. f17 e18 20. f18 e19 21. f19 e20 22. f20 e21 23. f21 e22 24. f22 e23 25. f23 e24 26. f24 e25 27. f25 e26 28. f26 e27 29. f27 e28 30. f28 e29 31. f29 e30 32. f30 e31 33. f31 e32 34. f32 e33 35. f33 e34 36. f34 e35 37. f35 e36 38. f36 e37 39. f37 e38 40. f38 e39 41. f39 e40 42. f40 e41 43. f41 e42 44. f42 e43 45. f43 e44 46. f44 e45 47. f45 e46 48. f46 e47 49. f47 e48 50. f48 e49 51. f49 e50 52. f50 e51 53. f51 e52 54. f52 e53 55. f53 e54 56. f54 e55 57. f55 e56 58. f56 e57 59. f57 e58 60. f58 e59 61. f59 e60 62. f60 e61 63. f61 e62 64. f62 e63 65. f63 e64 66. f64 e65 67. f65 e66 68. f66 e67 69. f67 e68 70. f68 e69 71. f69 e70 72. f70 e71 73. f71 e72 74. f72 e73 75. f73 e74 76. f74 e75 77. f75 e76 78. f76 e77 79. f77 e78 80. f78 e79 81. f79 e80 82. f80 e81 83. f81 e82 84. f82 e83 85. f83 e84 86. f84 e85 87. f85 e86 88. f86 e87 89. f87 e88 90. f88 e89 91. f89 e90 92. f90 e91 93. f91 e92 94. f92 e93 95. f93 e94 96. f94 e95 97. f95 e96 98. f96 e97 99. f97 e98 100. f98 e99 101. f99 e100 102. f100 e101 103. f101 e102 104. f102 e103 105. f103 e104 106. f104 e105 107. f105 e106 108. f106 e107 109. f107 e108 110. f108 e109 111. f109 e110 112. f110 e111 113. f111 e112 114. f112 e113 115. f113 e114 116. f114 e115 117. f115 e116 118. f116 e117 119. f117 e118 120. f118 e119 121. f119 e120 122. f120 e121 123. f121 e122 124. f122 e123 125. f123 e124 126. f124 e125 127. f125 e126 128. f126 e127 129. f127 e128 130. f128 e129 131. f129 e130 132. f130 e131 133. f131 e132 134. f132 e133 135. f133 e134 136. f134 e135 137. f135 e136 138. f136 e137 139. f137 e138 140. f138 e139 141. f139 e140 142. f140 e141 143. f141 e142 144. f142 e143 145. f143 e144 146. f144 e145 147. f145 e146 148. f146 e147 149. f147 e148 150. f148 e149 151. f149 e150 152. f150 e151 153. f151 e152 154. f152 e153 155. f153 e154 156. f154 e155 157. f155 e156 158. f156 e157 159. f157 e158 160. f158 e159 161. f159 e160 162. f160 e161 163. f161 e162 164. f162 e163 165. f163 e164 166. f164 e165 167. f165 e166 168. f166 e167 169. f167 e168 170. f168 e169 171. f169 e170 172. f170 e171 173. f171 e172 174. f172 e173 175. f173 e174 176. f174 e175 177. f175 e176 178. f176 e177 179. f177 e178 180. f178 e179 181. f179 e180 182. f180 e181 183. f181 e182 184. f182 e183 185. f183 e184 186. f184 e185 187. f185 e186 188. f186 e187 189. f187 e188 190. f188 e189 191. f189 e190 192. f190 e191 193. f191 e192 194. f192 e193 195. f193 e194 196. f194 e195 197. f195 e196 198. f196 e197 199. f197 e198 200. f198 e199 201. f199 e200 202. f200 e201 203. f201 e202 204. f202 e203 205. f203 e204 206. f204 e205 207. f205 e206 208. f206 e207 209. f207 e208 210. f208 e209 211. f209 e210 212. f210 e211 213. f211 e212 214. f212 e213 215. f213 e214 216. f214 e215 217. f215 e216 218. f216 e217 219. f217 e218 220. f218 e219 221. f219 e220 222. f220 e221 223. f221 e222 224. f222 e223 225. f223 e224 226. f224 e225 227. f225 e226 228. f226 e227 229. f227 e228 230. f228 e229 231. f229 e230 232. f230 e231 233. f231 e232 234. f232 e233 235. f233 e234 236. f234 e235 237. f235 e236 238. f236 e237 239. f237 e238 240. f238 e239 241. f239 e240 242. f240 e241 243. f241 e242 244. f242 e243 245. f243 e244 246. f244 e245 247. f245 e246 248. f246 e247 249. f247 e248 250. f248 e249 251. f249 e250 252. f250 e251 253. f251 e252 254. f252 e253 255. f253 e254 256. f254 e255 257. f255 e256 258. f256 e257 259. f257 e258 260. f258 e259 261. f259 e260 262. f260 e261 263. f261 e262 264. f262 e263 265. f263 e264 266. f264 e265 267. f265 e266 268. f266 e267 269. f267 e268 270. f268 e269 271. f269 e270 272. f270 e271 273. f271 e272 274. f272 e273 275. f273 e274 276. f274 e275 277. f275 e276 278. f276 e277 279. f277 e278 280. f278 e279 281. f279 e280 282. f280 e281 283. f281 e282 284. f282 e283 285. f283 e284 286. f284 e285 287. f285 e286 288. f286 e287 289. f287 e288 290. f288 e289 291. f289 e290 292. f290 e291 293. f291 e292 294. f292 e293 295. f293 e294 296. f294 e295 297. f295 e296 298. f296 e297 299. f297 e298 300. f298 e299 301. f299 e300 302. f300 e301 303. f301 e302 304. f302 e303 305. f303 e304 306. f304 e305 307. f305 e306 308. f306 e307 309. f307 e308 310. f308 e309 311. f309 e310 312. f310 e311 313. f311 e312 314. f312 e313 315. f313 e314 316. f314 e315 317. f315 e316 318. f316 e317 319. f317 e318 320. f318 e319 321. f319 e320 322. f320 e321 323. f321 e322 324. f322 e323 325. f323 e324 326. f324 e325 327. f325 e326 328. f326 e327 329. f327 e328 330. f328 e329 331. f329 e330 332. f330 e331 333. f331 e332 334. f332 e333 335. f333 e334 336. f334 e335 337. f335 e336 338. f336 e337 339. f337 e338 340. f338 e339 341. f339 e340 342. f340 e341 343. f341 e342 344. f342 e343 345. f343 e344 346. f344 e345 347. f345 e346 348. f346 e347 349. f347 e348 350. f348 e349 351. f349 e350 352. f350 e351 353. f351 e352 354. f352 e353 355. f353 e354 356. f354 e355 357. f355 e356 358. f356 e357 359. f357 e358 360. f358 e359 361. f359 e360 362. f360 e361 363. f361 e362 364. f362 e363 365. f363 e364 366. f364 e365 367. f365 e366 368. f366 e367 369. f367 e368 370. f368 e369 371. f369 e370 372. f370 e371 373. f371 e372 374. f372 e373 375. f373 e374 376. f374 e375 377. f375 e376 378. f376 e377 379. f377 e378 380. f378 e379 381. f379 e380 382. f380 e381 383. f381 e382 384. f382 e383 385. f383 e384 386. f384 e385 387. f385 e386 388. f386 e387 389. f387 e388 390. f388 e389 391. f389 e390 392. f390 e391 393. f391 e392 394. f392 e393 395. f393 e394 396. f394 e395 397. f395 e396 398. f396 e397 399. f397 e398 400. f398 e399 401. f399 e400 402. f400 e401 403. f401 e402 404. f402 e403 405. f403 e404 406. f404 e405 407. f405 e406 408. f406 e407 409. f407 e408 410. f408 e409 411. f409 e410 412. f410 e411 413. f411 e412 414. f412 e413 415. f413 e414 416. f414 e415 417. f415 e416 418. f416 e417 419. f417 e418 420. f418 e419 421. f419 e420 422. f420 e421 423. f421 e422 424. f422 e423 425. f423 e424 426. f424 e425 427. f425 e426 428. f426 e427 429. f427 e428 430. f428 e429 431. f429 e430 432. f430 e431 433. f431 e432 434. f432 e433 435. f433 e434 436. f434 e435 437. f435 e436 438. f436 e437 439. f437 e438 440. f438 e439 441. f439 e440 442. f440 e441 443. f441 e442 444. f442 e443 445. f443 e444 446. f444 e445 447. f445 e446 448. f446 e447 449. f447 e448 450. f448 e449 451. f449 e450 452. f450 e451 453. f451 e452 454. f452 e453 455. f453 e454 456. f454 e455 457. f455 e456 458. f456 e457 459. f457 e458 460. f458 e459 461. f459 e460 462. f460 e461 463. f461 e462 464. f462 e463 465. f463 e464 466. f464 e465 467. f465 e466 468. f466 e467 469. f467 e468 470. f468 e469 471. f469 e470 472. f470 e471 473. f471 e472 474. f472 e473 475. f473 e474 476. f474 e475 477. f475 e476 478. f476 e477 479. f477 e478 480. f478 e479 481. f479 e480 482. f480 e481 483. f481 e482 484. f482 e483 485. f483 e484 486. f484 e485 487. f485 e486 488. f486 e487 489. f487 e488 490. f488 e489 491. f489 e490 492. f490 e491 493. f491 e492 494. f492 e493 495. f493 e494 496. f494 e495 497. f495 e496 498. f496 e497 499. f497 e498 500. f498 e499 501. f499 e500 502. f500 e501 503. f501 e502 504. f502 e503 505. f503 e504 506. f504 e505 507. f505 e506 508. f506 e507 509. f507 e508 510. f508 e509 511. f509 e510 512. f510 e511 513. f511 e512 514. f512 e513 515. f513 e514 516. f514 e515 517. f515 e516 518. f516 e517 519. f517 e518 520. f518 e519 521. f519 e520 522. f520 e521 523. f521 e522 524. f522 e523 525. f523 e524 526. f524 e525 527. f525 e526 528. f526 e527 529. f527 e528 530. f528 e529 531. f529 e530 532. f530 e531 533. f531 e532 534. f532 e533 535. f533 e534 536. f534 e535 537. f535 e536 538. f536 e537 539. f537 e538 540. f538 e539 541. f539 e540 542. f540 e541 543. f541 e542 544. f542 e543 545. f543 e544 546. f544 e545 547. f545 e546 548. f546 e547 549. f547 e548 550. f548 e549 551. f549 e550 552. f550 e551 553. f551 e552 554. f552 e553 555. f553 e554 556. f554 e555 557. f555 e556 558. f556 e557 559. f557 e558 560. f558 e559 561. f559 e560 562. f560 e561 563. f561 e562 564. f562 e563 565. f563 e564 566. f564 e565 567. f565 e566 568. f566 e567 569. f567 e568 570. f568 e569 571. f569 e570 572. f570 e571 573. f571 e572 574. f572 e573 575. f573 e574 576. f574 e575 577. f575 e576 578. f576 e577 579. f577 e578 580. f578 e579 581. f579 e580 582. f580 e581 583. f581 e582 584. f582 e583 585. f583 e584 586. f584 e585 587. f585 e586 588. f586 e587 589. f587 e588 590. f588 e589 591. f589 e590 592. f590 e591 593. f591 e592 594. f592 e593 595. f593 e594 596. f594 e595 597. f595 e596 598. f596 e597 599. f597 e598 600. f598 e599 601. f599 e600 602. f600 e601 603. f601 e602 604. f602 e603 605. f603 e604 606. f604 e605 607. f605 e606 608. f606 e607 609. f607 e608 610. f608 e609 611. f609 e610 612. f610 e611 613. f611 e612 614. f612 e613 615. f613 e614 616. f614 e615 617. f615 e616 618. f616 e617 619. f617 e618 620. f618 e619 621. f619 e620 622. f620 e621 623. f621 e622 624. f622 e623 625. f623 e624 626. f624 e625 627. f625 e626 628. f626 e627 629. f627 e628 630. f628 e629 631. f629 e630 632. f630 e631 633. f631 e632 634. f632 e633 635. f633 e634 636. f634 e635 637. f635 e636 638. f636 e637 639. f637 e638 640. f638 e639 641. f639 e640 642. f640 e641 643. f641 e642 644. f642 e643 645. f643 e644 646. f644 e645 647. f645 e646 648. f646 e647 649. f647 e648 650. f648 e649 651. f649 e650 652. f650 e651 653. f651 e652 654. f652 e653 655. f653 e654 656. f654 e655 657. f655 e656 658. f656 e657 659. f657 e658 660. f658 e659 661. f659 e660 662. f660 e661 663. f661 e662 664. f662 e663 665. f663 e664 666. f664 e665 667. f665 e666 668. f666 e667 669. f667 e668 670. f668 e669 671. f669 e670 672. f670 e671 673. f671 e672 674. f672 e673 675. f673 e674 676. f674 e675 677. f675 e676 678. f676 e677 679. f677 e678 680. f678 e679 681. f679 e680 682. f680 e681 683. f681 e682 684. f682 e683 685. f683 e684 686. f684 e685 687. f685 e686 688. f686 e687 689. f687 e688 690. f688 e689 691. f689 e690 692. f690 e691 693. f691 e692 694. f692 e693 695. f693 e694 696. f694 e695 697. f695 e696 698. f696 e697 699. f697 e698 700. f698 e699 701. f699 e700 702. f700 e701 703. f701 e702 704. f702 e703 705. f703 e704 706. f704 e705 707. f705 e706 708. f706 e707 709. f707 e708 710. f708 e709 711. f709 e710 712. f710 e711 713. f711 e712 714. f712 e713 715. f713 e714 716. f714 e715 717. f715 e716 718. f716 e717 719. f717 e718 720. f718 e719 721. f719 e720 722. f720 e721 723. f721 e722 724. f722 e723 725. f723 e724 726. f724 e725 727. f725 e726 728. f726 e727 729. f727 e728 730. f728 e729 731. f729 e730 732. f730 e731 733. f731 e732 734. f732 e733 735. f733 e734 736. f734 e735 737. f735 e736 738. f736 e737 739. f737 e738 740. f738 e739 741. f739 e740 742. f740 e741 743. f741 e742 744. f742 e743 745. f743 e744 746. f744 e745 747. f745 e746 748. f746 e747 749. f747 e748 750. f748 e749 751. f749 e750 752. f750 e751 753. f751 e752 754. f752 e753 755. f753 e754 756. f754 e755 757. f755 e756 758. f756 e757 759. f757 e758 760. f758 e759 761. f759 e760 762. f760 e761 763. f761 e762 764. f762 e763 765. f763 e764 766. f764 e765 767. f765 e766 768. f766 e767 769. f767 e768 770. f768 e769 771. f769 e770 772. f770 e771 773. f771 e772 774. f772 e773 775. f773 e774 776. f774 e775 777. f775 e776 778. f776 e777 779. f777 e778 780. f778 e779 781. f779 e780 782. f780 e781 783. f781 e782 784. f782 e783 785. f783 e784 786. f784 e785 787. f785 e786 788. f786 e787 789. f787 e788 790. f788 e789 791. f789 e790 792. f790 e791 793. f791 e792 794. f792 e793 795. f793 e794 796. f794 e795 797. f795 e796 798. f796 e797 799. f797 e798 800. f798 e799 801. f799 e800 802. f800 e801 803. f801 e802 804. f802 e803 805. f803 e804 806. f804 e805 807. f805 e806 808. f806 e807 809. f807 e808 810. f808 e809 811. f809 e810 812. f810 e811 813. f811 e812 814. f812 e813 815. f813 e814 816. f814 e815 817. f815 e816 818. f816 e817 819. f817 e818 820. f818 e819 821. f819 e820 822. f820 e821 823. f821 e822 824. f822 e823 825. f823 e824 826. f824 e825 827. f825 e826 828. f826 e827 829. f827 e828 830. f828 e829 831. f829 e830 832. f830 e831 833. f831 e832 834. f832 e833 835. f833 e834 836. f834 e835 837. f835 e836 838. f836 e837 839. f837 e838 840. f838 e839 841. f839 e840 842. f840 e841 843. f841 e842 844. f842 e843 845. f843 e844 846. f844 e845 847. f845 e846 848. f846 e847 849. f847 e848 850. f848 e849 851. f849 e850 852. f850 e851 853. f851 e852 854. f852 e853 855. f853 e854 856. f854 e855 857. f855 e856 858. f856 e857 859. f857 e858 860. f858 e859 861. f859 e860 862. f860 e861 863. f861 e862 864. f862 e863 865. f863 e864 866. f864 e865 867. f865 e866 868. f866 e867 869. f867 e868 870. f868 e869 871. f869 e870 872. f870 e871 873. f871 e872 874. f872 e873 875. f873 e874 876. f874 e875 877. f875 e876 878. f876 e877 879. f877 e878 880. f878 e879 881. f879 e880 882. f880 e881 883. f881 e882 884. f882 e883 885. f883 e884 886. f884 e885 887. f885 e886 888. f886 e887 889. f887 e888 890. f888 e889 891. f889 e890 892. f890 e891 893. f891 e892 894. f892 e893 895. f893 e894 896. f894 e895 897. f895 e896 898. f896 e897 899. f897 e898 900. f898 e899 901. f899 e900 902. f900 e901 903. f901 e902 904. f902 e903 905. f903 e904 906. f904 e905 907. f905 e906 908. f906 e907 909. f907 e908 910. f908 e909 911. f909 e910 912. f910 e911 913. f911 e912 914. f912 e913 915. f913 e914 916. f914 e915 917. f915 e916 918. f916 e917 919. f917 e918 920. f918 e919 921. f919 e920 922. f920 e921 923. f921 e922 924. f922 e923 925. f923 e924 926. f924 e925 927. f925 e926 928. f926 e927 929. f927 e928 930. f928 e929 931. f929 e930 932. f930 e931 933. f931 e932 934. f932 e933 935. f933 e934 936. f934 e935 937. f935 e936 938. f936 e937 939. f937 e938 940. f938 e939 941. f939 e940 942. f940 e941 943. f941 e942 944. f942 e943 945. f943 e944 946. f944 e945 947. f945 e946 948. f946 e947 949. f947 e948

EXPOSITIONS

« Les Demoiselles d'Avignon » au Musée Picasso

La genèse d'un tableau

Une exposition exceptionnelle pour des demoiselles d'exception qui à l'hôtel Salé sont comme chez elles bien entourées et nanties d'un formidable bagage : leur histoire.

Les *Demoiselles d'Avignon* ont quitté leur maison de New-York, le MOMA, où elles résident depuis l'ouverture du musée en 1939, pour une villégiature au Musée Picasso, après quoi elles iront à Barcelone.

En soi, c'est un événement, puisque ce voyage, les *Demoiselles* ne l'avaient pas fait depuis la grande rétrospective de 1966 au Grand Palais, et qu'elles ne le feront par la suite plus jamais. C'est en tout cas ce que dit William Rubin, le conservateur en chef du département des peintures du MOMA, où l'on a bien voulu consentir au prêt du tableau, parce que le projet parisien — une idée de Dominique Bozo — de présenter la somme connue des dessins, esquisses et peintures qui se rapportent au tableau paraissait fort intéressant.

Il l'est. Au plus haut niveau. L'exposition des *Demoiselles* à Paris est aussi l'enquête, l'approche la plus serrée, la plus complète, la plus minutieuse — jusqu'à la maniequerie jamais tentée de la genèse d'un tableau. Cela à travers deux gros catalogues, de quatre cents pages chacun.

Le premier est sorti : c'est la trace exacte de l'exposition et plus, puisqu'il dévoile le contenu de quinze carnets, cahiers d'écolier, petits carnets recouverts de papier fleur, carnets classiques de croquis, où l'on voit les mille et une recherches d'un homme qui se livre à une œuvre d'art. On y voit aussi les *Demoiselles*, au fil de six longs mois pendant lesquels Picasso a travaillé, jusqu'à l'été 1907, date admise sans certitude absolue de son « achèvement ».

Bien sûr, on attend le second de ces volumes, dans lequel Pierre Daix explicite son classement des carnets, ces précieux documents de travail, que Picasso garde toute sa vie avec lui, et que Zervos, l'auteur du catalogue de l'œuvre, a partiellement publiés dans un désordre tributaire de celui des « livraisons » du peintre. Celui-ci n'a jamais tellement aimé parler de son bordel d'Avignon, sujet tabou ? (Œuvre taboue ? — ne vous s'agit pas, avec *pervertité*, vous dira Leo Steinberg, un des lecteurs américains de l'œuvre, à faire de la rétention d'informations, à

brouiller les pistes qui ont mené à ce grand œuvre considéré — c'est une tarte à la crème — comme le premier tableau cubiste, et par là même, le premier tableau de la peinture moderne. Ce dont on pourrait discuter sans doute encore à l'infini.

Mais le propos n'est pas là, puisque l'exposition ne traite, ne relate que l'œuvre, susceptible de satisfaire au désir de « connaître les origines, les prémices et le berceau d'une de ces créatures de l'art » que nous chérissons, comme l'expliquait Paul Valéry à Jacques Doucet, l'acheteur des *Demoiselles* en 1924. D'où il ressort — c'est formidable — que cet apport, cette masse documentaire considérable rassemblée ne fait que confirmer une chose : la grandeur du tableau, qui échappe à l'ensemble de ses dépitages, se dérobe et garde à peu près tout son secret.

Il est là, rose et bleu, plus tendre qu'on ne l'a dit, tout aussi violent pourtant. La percée du mur façon Simouret, l'architecture antémoderne d'embûche du dehors, fait de vous un voyeur émerveillé et déçu de tant de grandeur et de distance pour une œuvre que l'on croit si bien connue. Une œuvre qui vous met à la porte du bordel, vous écarte de l'anecdote initiale et vous ramène au plus fort d'un bordel plastique, qui est son temps d'épanouissement, dans la douleur, et moyennant des centaines de dessins et feuilles préparatoires, ne fut évidemment pas surprise.

Matisse furieux

Dans son minable atelier du Bateau-Lavoir, Picasso cassait tout : lui-même, les autres, les habitudes de voir. Pour Braque, ce tableau, c'était comme boire du pétrole et manger de l'écluse. Pour Derain, c'était sûr, Picasso allait se pendre derrière, tant l'entreprise était désespérée. Quant à Matisse, furieux, il rigolait jaune. Voilà pour les amis artistes.

De côté des autres amis, poètes, critiques et marchands, la réception de l'œuvre ne fut guère plus brillante. Gertrude Stein n'y vit qu'une énorme chose ; Apollinaire n'en parla pas ; Salmon était fort intrigué, et Kahnweiler, l'infatigable, s'il se rattrapait plus tard en réglementant pour un bout de temps la lecture formelle du tableau, il ne l'acheta pas ; le trouva *inachevé*, puis déclara que c'était Picasso qui lui avait dit, justifiant ainsi qu'il ne pouvait pas l'acquiescer, et oublia.

Martin Disler et Penck à Paris

Ex-expressionnistes

L'un peint, l'autre sculpte. Tous deux cherchent à évoluer à partir d'un fonds commun : l'expressionnisme allemand.

L'expressionnisme est-il voué par définition à ne durer que le temps de son apparition, puis à disparaître ? Si l'on en juge par l'exemple des néo-expressionnistes allemands, si fortement à la mode au début des années 80, il semblerait que cette esthétique de la fureur permanente soit condamnée soit à se répéter jusqu'au stéréotype, soit à renouer au purisme pulsionnel, qui ne suffit pas à nourrir l'œuvre d'une vie entière.

Martin Disler (1) avait conquis la notoriété par la violence de ses figures rudimentaires. Représentant, en les simplifiant encore, le schématisme et la crudité des premiers expressionnistes allemands, ceux d'avant 1914, Disler imposait avec assez d'efficacité ses propres tourments et son inspiration passablement morbide.

Depuis, il s'est convaincu qu'il fallait travailler avec plus de science et compliquer formes et gestes. Cette ambition est légitime, mais elle conduit le peintre à des travaux qui manquent de la vigueur d'autrefois. Sans doute manie-t-il habilement les couleurs et tisse-t-il des entrecroisements chromatiques adroits. Pour quel bénéfice ? Le dessin se perd ou

s'engoue dans l'abondance de la matière picturale. Il sait une sorte de « nuagisme » nouveau, flottant et flou sur de vastes toiles dominées par les blancs et les gris, style non dénué d'élégance, mais, comme toute, plus proche de Carrière que de Schmidt-Rottluff.

Penck (2), dont on connaissait les toiles aboulées remplies de pictogrammes et de signes néo-primitifs, entre graffiti et art rupestre façon Tassili, a, lui, changé de discipline. Il s'est fait sculpteur et, allant jusqu'au bout de son évolution, n'utilise ni la pierre ni le bois chers aux « vrais » expressionnistes mais le bronze, matériau luxueux et difficile.

La conversion est réussie. Penck peintre dédaignait le plus souvent la couleur, il traitait des formes sans les colorer. Penck sculpteur trace dans l'air des architectures anthropomorphes et leur donne densité et volume avec une étonnante habileté. Il serait facile de lui reprocher d'avoir la mémoire trop longue et de récapituler toute l'histoire de la sculpture moderne, des « sauvages » — encore — jusqu'à Picasso — toujours.

Faux procès : Penck emploie ces références avec intelligence et impose sa propre conception de l'assemblage unifié par la fonte en bronze. L'expressionniste se l'est plus guère. Il a trouvé mieux à faire.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix, jusqu'au 16 février.
(2) Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, jusqu'au 20 février.



« Les Femmes d'Alger » (1907)



Buste de femme nue

que Doucet, lui, l'acheta apparemment dans cet état de prétendu inachèvement... Comme quoi on ne peut toujours se fier aux témoignages les plus dignes de foi.

Une remarque qui accompagne d'un bout à l'autre le travail de commissaire principal de l'exposition : Hélène Seckel, qui n'est pas chercheur à ordonner volontiers au plaisir des interprétations et des surinterprétations auxquelles les commentateurs et exégètes de Picasso, pour les raisons invoquées plus haut, par Valéry, se sont livrés. Après Kahnweiler, après Alfred Barr, qui fit entrer les *Demoiselles* au MOMA, et bien d'autres, jusqu'à Leo Steinberg, lequel, en 1972, relança les débats sur l'idée du bordel initial — bien vrai — de Barcelone, quelques peu oubliées dans les analyses du processus sans précédent de déconstruction des figures.

Faut-il le redire, les *Demoiselles d'Avignon* sont des putains, ce qui ne se voit guère aujourd'hui, malgré ces stries bizarres sur les joues des dames de droite et cette coloration en rien véridique de celle de gauche qui tient le rideau et qui pourrait bien, n'est-ce pas, conjuguer l'apport de l'art nègre et de la petite vérole, deux pôles d'intérêt de Picasso, victime de sa sexualité... et maître, qui là exorciserait sa grande peur des femmes, de l'amour, de la mort.

Splendides brouillons

Les *Demoiselles* entre Eros et Thanatos, ces derniers temps, ont été beaucoup supplantés les *Demoiselles* entre Espagne et Afrique ; entre passé et futur, le passé étant ces deux mus aux bras levés encore « corrects » et tribulaires des époques bleue et rose, l'avenir étant dans les visages durs inspirés par la découverte de l'art nègre, après la visite du peintre au Musée d'ethnographie du Trocadéro, dont on ne sait toujours pas, au juste, quand elle eut lieu.

Question sans doute dépassée si l'on admet que l'important, dans cette affaire, est le « primitivisme » en général, qu'il vienne des sculptures d'Osona ou des masques que les amis peintres collectionnaient. Il n'empêche qu'on aimerait des dates sûres. Ne serait-ce que pour vérifier la teneur du propos de Picasso : « L'art nègre, connais pas ! »

Qui croit, que croire ? C'est bien la question — doulousement sans

réponse pour les historiens de l'art voulant leur science exacte — que l'on se pose en se promenant de l'exposition à ses « autours », tout en se disant qu'après tout toutes les lectures sont vraies, et que tout le monde a raison, ou presque. Comme en témoignent telle ébauche, telle étude, telle peinture associée au grand tableau.

Ici c'est une oreille qui plaide pour le versant librique des *Demoiselles*, là un profil de jeune homme, celui de l'étudiant, qui ressemble comme un frère à un autoprotrait et à la tête en calcaire de Cotto-de-los Santos (cinquième, troisième siècle avant Jésus-Christ) exposée, avec prudence, parmi les « choses vues » avant ou pendant que Picasso travaillait aux *Demoiselles* : du Bain turc, d'Ingres, aux Baigneuses, de Cézanne (plus convaincantes de connivence), en passant par la *Vision de saint Jean*, du Gréco (peut-être encore également plus convaincant), une céramique de Gauguin (soit !) et, bien sûr, quelques masques africains, et le *Nu bleu*, de Matisse, et les *Baigneuses*, de Derain : deux tableaux de 1907. Toutes œuvres qui ont été souvent rapprochées des *Demoiselles*, parmi d'autres.

L'étudiant en question (en médecine, comme a fini par le dire Picasso) et le marin, dont le visage a évolué au point qu'on ne sache plus trop parfois s'il ne s'agit pas d'une femme au chignon ou de Max Jacob ! à disparu en cours de route et n'apparaît pas dans le travail final, où la scène est réduite à cinq femmes. Celle de gauche, qui tient le rideau, a remplacé l'étudiant ; celle qui était assise a absorbé une autre femme dans son relèvement ou son allongement sur un lit, vu en plan rabattu, etc.

Pouvoir suivre les transformations des protagonistes de la scène jusqu'à l'exécution du tableau est évidemment passionnant, et fournit l'occasion d'approcher au plus près de l'acte créateur, de constater encore une fois l'extraordinaire mobilité de la pensée à l'œuvre, de se tenir au bord de l'irréductible zone d'ombre où se passe la chose qui fait qu'un définitif le tableau jamais ne pourra se réduire à la somme de ses brouillons.

Des brouillons splendides d'ailleurs, dont beaucoup peuvent être vus comme des morceaux autonomes. Ou comme les prémices d'autres tableaux réalisés à partir du même grain. Ce qui évidemment complique encore les choses pour les amateurs de cette « Trivial Pourrait » des *Demoiselles* toutes voiles dehors, où il ne manque, pour que l'inventaire des pistes soit complet, que le passage aux rayons X. Et probablement quantité de documents encore inédits, qui, après ce travail exemplaire en matière de lecture génétique, surgiront à leur tour, et viendront battre en brèche les approches d'aujourd'hui. Picasso, c'est sans fin.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Musée Picasso. Jusqu'au 18 avril. L'exposition a bénéficié du soutien d'IBM.

COULISSES

Villa Médicis

Jean-Marie Drot, actuel directeur de l'Académie de France à Rome, ne serait pas reconduit dans ses fonctions. Il serait remplacé par le peintre François Rouan, lui-même ancien pensionnaire de la Villa Médicis à l'époque où Balthus en était le responsable. Si cette nomination se confirmait, ce serait renouer avec la tradition qui veut qu'un artiste soit nommé à la tête de cette institution.

Centre Pompidou

Les deux grandes rétrospectives consacrées à Jean Fautrier et à Bram Van Velde qui devaient avoir lieu, l'an prochain, au Centre Pompidou, dans la série des « classiques du vingtième siècle », n'auront sans doute pas lieu. A la place de ces deux hommages justifiés, on annonce une exposition Tinguely, celle — à peu de choses près — que Pontus Hulten, actuel responsable des expositions du Musée national d'art moderne avait réalisée en 1987 au Palazzo Grassi, de Venise.

La bibliothèque d'Alfred Sauvy

L'encadré publié dans ces colonnes (le Monde du 29 décembre 1987) annonçant qu'Alfred Sauvy ne savait à qui léguer sa collection d'ouvrages économiques et démographiques a provoqué une avalanche de propositions. Le ministère des Finances a fait savoir qu'il était prêt à lui réserver une place de choix dans ses nouveaux locaux de Bercy.

La bibliothèque universitaire de Haute-Alsace insistait pour récupérer le précieux dépôt. L'Ecole polytechnique — dont Alfred Sauvy est issu — lui ouvrirait ses rayons. C'est finalement l'Institut national d'étude démographique qui accueillera cet ensemble de 1 200 volumes qui couvrent plus de trois cents ans de réflexion sur l'économie, le travail, la santé et la population, de la fin du quinzième siècle à la veille de la Révolution.

Architecture : les aléas de la cohérence

Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, a demandé à trois personnalités de poursuivre la réflexion engagée par MM. Joseph Beilmont et Christian Paitry sur une future fondation européenne pour la ville et l'architecture. Il s'agit de François Barré, président de la Grande Halle de La Villette, Pierre Richard, directeur-adjoint de la Caisse des dépôts et consignations, et Marc-Noël Vigier, président des publications du Monteur.

Ils auront notamment à rechercher une « cohérence d'action » entre la fondation et l'actuel Institut

français d'architecture (IFA), dont le sort est donc une fois de plus reporté aux calendes grecques. En attendant les conclusions du nouveau groupe d'experts, M. Claude Robert, directeur de l'architecture au ministère de l'Équipement, a été nommé président de l'IFA, en remplacement de M. Max Querrien, dont le mandat était arrivé à expiration. La direction de l'Institut reste, en revanche, entre les mains de Florence Contenay pendant cette période transitoire.

Sotheby's Paris : horizon 92

M. Julian Barran, de nationalité anglaise, a succédé à M. Marc Blondel comme directeur de Sotheby's Paris. La firme devait agrandir ses locaux dans la capitale afin de mieux accueillir sa clientèle et de préparer l'échéance de 1992. Le marché unique européen doit en effet permettre à la société de vendre directement à Paris.

Objets d'art : le trafic récompensé

L'Etat français, qui réclamait la restitution de deux tapisseries volées en 1875 au palais de justice de Riom (Puy-de-Dôme), et retrouvées chez un antiquaire en Italie, a été débouté de sa demande par un tribunal de Rome.

L'Etat français s'appuyait sur sa législation, qui interdit la commercialisation de biens classés tant en France qu'à l'étranger. Le tribunal lui a opposé la loi italienne, qui stipule que « la possession, la propriété et les autres droits sur les objets mobiliers et immobiliers sont régies par la loi du lieu dans lequel ils se trouvent ». En outre, il a noté que la convention de l'UNESCO sur le trafic d'œuvres d'art, à laquelle l'Italie a adhéré, ne prévoit pas que l'acquéreur de bonne foi d'un bien dérobé provenant de l'étranger soit tenu de le restituer.

La décision du tribunal romain est à rapprocher de la restitution des toiles de Corot volées en France et retrouvées chez des marchands japonais.

Mécénat :

« The Times » is money

Le quotidien anglais *The Times* a décidé de parrainer l'exposition de printemps de la Royal Academy, un ensemble de cinquante œuvres de la collection du baron Tyssen-Bornemisze. Parmi celles-ci, le royal portrait de Sa Majesté Henri VIII par Hans Holbein le Jeune et des œuvres maîtresses de Dürer, Memling, Van der Weyden, Rubens, le Caravage, Boucher, Watteau. L'exposition durera du 18 mars au 12 juin.

VENTES

A Drouot

La nostalgie des années 50

Les années 50, c'est d'abord la crise du logement. Les jeunes mariés logent à l'hôtel, ou meublé ou chez leurs parents. C'est également l'explosion des arts ménagers, admirables mais hors de prix, selon la presse de l'époque. N'y lisait-on pas que ces machines, ces téles mécaniques de 50 000 F ou 80 000 F, étaient créées pour les heureux de ce monde ? Les autres n'en avaient pas besoin.

Une centaine de ces objets seront dispersés à Drouot. Vente amusante, dont l'intérêt réside plus dans sa valeur documentaire et sa force d'évocation que dans sa valeur esthétique ou commerciale.

Pour quelques centaines de francs, les débuts de la société de consommation et l'ère des matières plastiques seront à l'honneur : appareils électroménagers ; pictets publicitaires, chaises et tables en plastique aux couleurs criardes. La musique ne sera pas absente de cette vente avec les premiers radios à lampes et les premiers « transistors » — estimés à 300 F l'unité. Un investissement modeste en définitive pour une acquisition qui pourrait se révéler être un bon placement : la plupart de ces « postes » sont en voie de disparition. D'ailleurs, au cours d'une vente récente, quelque soixante-dix radios des années 50 se sont arrachées entre 180 F et 3 050 F. Un juke-box anglais en bois, orné de chromes et plexiglas, a été adjugé pour 20 000 F.

Peut-on parler ici d'art ? A de rares exceptions près (les œuvres du

sculpteur sur bois Alexandre Noll ou de l'architecte-décorateur Jean Prouvé, spécialiste du mobilier en métal), la production courante des années 50 a été marquée par des productions de séries où l'esprit créatif est rarement présent, et les matériaux utilisés de médiocre qualité. Mais le label « Art 1950 » est sans doute une trouvaille ingénieuse pour attirer la curiosité des personnes nostalgiques de leur jeunesse envolée ou de cette génération qui n'a connu le « temps du plastique » que par ouï-dire.

Ces objets qui émergent à peine de l'anonymat des brocantes vont peut-être devenir rentables pour les commissaires priseurs. Pour l'instant, ce genre de vente est encore marginal. Même si le mythe des années 50 commence à faire des ravages « l'art des années 50 » est encore accessible aux amateurs du genre.

ALICE SEDAR.

* Le 1^{er} février à Drouot.



هكذا من الاجل

Journal du Monde

SOMMAIRE

■ La COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, a porté plainte contre X... pour escroquerie à la suite d'une perte de 250 millions de francs sur le MATIF (lire ci-dessous). ■ Premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud, le Japon prend conscience que cette situation risque de ternir son image à l'étranger (lire page 24). ■ Le secteur bancaire français réduit ses effectifs. Le Crédit du Nord a annoncé la suppression de neuf cents emplois (lire ci-dessous). ■ Afin de se rapprocher de ses clients, IBM réorganise ses structures (lire page 24). ■ En présentant des objectifs ambitieux pour l'économie ouest-allemande, le gouvernement de Bonn ne s'est pas montré convaincant (lire page 24).

Après une perte en Bourse de 250 millions de francs

La COGEMA porte plainte pour escroquerie

La plainte contre X... que vient de déposer la COGEMA pour abus de confiance et escroquerie fait suite à une perte de 250 millions de francs annoncée par la société le 18 décembre dernier.

La COGEMA dispose d'une trésorerie importante (en moyenne 5 milliards de francs par an), grâce à sa capacité d'autofinancement et aux contrats qui la lient à ses clients, ceux-ci préfinançant les investissements pour les installations destinées au traitement de leurs combustibles irradiés.

La COGEMA longtemps a été cette trésorerie en ayant accès au marché monétaire grâce à la Caisse nationale de l'énergie (CNE). Mais ce « privilège » devait cesser fin 1986. La COGEMA décide de se préparer à cette évolution en diversifiant ses placements entre le marché obligataire, les SICAV et le marché monétaire.

Fin février-début mars 1986, de nouveaux instruments, comme le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), apparaissent. La COGEMA décide d'y consacrer 5 à 6 % de ses fonds, soit environ 300 millions de francs. Elle est à l'époque approchée par un certain Jean-Marc Aletti, auréolé d'une compétence acquise, dit-on, aux Etats-Unis et travaillant pour la charge Oddo.

Au début, les opérations paraissent conformes aux souhaits de la COGEMA. Les positions prises sont peu risquées et dégagent quelques profits. Une confiance réciproque s'installe entre M. Aletti et l'entreprise sur simple mandat oral, comme cela se pratique dans la profession. En avril 1986, M. Aletti rejoint la charge Buisson. Il dirige en fait Arbitrage SA, une société à laquelle la charge a confié la gestion de ses transactions sur le MATIF. La COGEMA ne se pose guère de questions. Tout continue comme par le passé.

En août 1986, le trésorier de la COGEMA, à l'époque M. Olivier Giraud, demande un rapport. Celui qu'on lui fournit fait apparaître une situation favorable. M. Aletti propose alors de financer les opérations par le système de la « vente à réméré » (1). Ce qui revient, pour la COGEMA, à confier à la charge des moyens de financement sans contrôle.

A partir de la mi-septembre, les opérations engagées dépassent en fait le plafond de 300 millions de francs fixé par l'entreprise. Le niveau des risques encourus — notamment par le biais des contrats d'options de gré à gré, un marché non réglementé — est sans commune mesure avec ce qu'imaginait la COGEMA.

Celle-ci ne se rend toujours compte de rien. Son trésorier, « surchargé » par la fin des opérations CNE, a déjà la tête ailleurs, ayant accepté en novembre la proposition d'embauche de

Saint-Gobain, qu'il rejoindra le 1^{er} février 1987. Début janvier 1987, la charge Buisson fournit un document à la COGEMA, qui, selon elle, fait apparaître un profit d'une vingtaine de millions de francs, alors que la perte est, en fait, déjà importante. Pendant quatre mois, personne ne suit les opérations : la COGEMA est sans trésorier, le successeur de M. Olivier Giraud, M. Xavier Daudin, débouché de chez Elf, n'arrivant que le 1^{er} juin. Celui-ci s'aperçoit alors que l'entreprise est plus engagée qu'elle ne le voulait sur le MATIF. Il dénonce les opérations jusqu'en août, à une époque où le MATIF n'est pas au mieux de sa forme.

Un audit est demandé au cabinet Barbier et Frénauld. Il se révèle plus compliqué et plus long qu'espéré, et ce n'est qu'à la mi-décembre que ses conclusions permettent à François de Wisco, président de la COGEMA, d'avertir son conseil

d'administration, ses autorités de tutelle — ministère de l'Industrie et ministère de l'Economie — et les autorités boursières, Chambre syndicale et CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris). Un communiqué du 18 décembre annonce 250 millions de francs de pertes. La CCIFP ouvre une enquête. La charge Buisson est « interdite » de MATIF à la mi-janvier et Arbitrage SA cesse ses activités.

L'enquête, minutieuse — « des heures de travail de journal » pour comprendre les opérations très complexes effectuées sur le MATIF et le marché des options — permet de mettre au jour une « gymnastique » réglementaire qui aboutissait, lors d'une même séance, à faire perdre de l'argent à la COGEMA et à en faire gagner à Arbitrage SA et à un client suisse, la Banque Gutzwiller. Les éléments rassemblés paraissent désormais suffisants aux avocats de la COGEMA, le

cabinet Nouel-Loyrette, pour que celle-ci dépose, le 28 janvier, auprès du parquet de Paris, une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour abus de confiance, escroquerie et faux. Une plainte qui vise implicitement la charge Buisson, seul interlocuteur officiel de la COGEMA. Cette charge a affirmé le 28 janvier n'avoir « aucun élément » lui permettant de confirmer l'hypothèse d'une escroquerie invoquée par la COGEMA. La charge annonce, par ailleurs, avoir décelé des « écritures irrégulières » conduisant à créditer indûment dans ses livres de quelque 80 millions de francs les comptes de « deux importantes sociétés ». L'initiateur de ces écritures est la société Arbitrage SA. La charge Buisson a porté plainte contre X... auprès du parquet.

C. B.

(1) Vente faite sous condition de rachat dans un délai déterminé.

Images ternies

JUSQU'À LA limite aux professionnels de la Bourse, l'affaire COGEMA va prendre une nouvelle tournure avec la procédure pénale engagée par le leader mondial du retraitement des combustibles nucléaires, filiale du Commissariat à l'énergie atomique. En reconnaissant, en décembre dernier, avoir perdu 250 millions de francs sur le MATIF, la COGEMA avouait aussi son ignorance et son embarras sur l'origine de ce « trou ». Depuis, ses propres recherches et l'enquête menée par le CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris), l'organisme de surveillance du MATIF, lui ont permis d'acquiescer la certitude que cette perte était le résultat d'une escroquerie qui aurait profité à des tiers. Les soupçons portent principa-

lement sur M. Jean-Marc Aletti, patron d'Arbitrage SA, une société qui intervenait sur le MATIF pour le compte de la charge Buisson à laquelle la COGEMA avait confié 300 millions de francs de trésorerie à gérer, et un de ses clients suisses, la banque Gutzwiller.

La plainte déposée par la COGEMA, une première dans le genre, risque fort de donner à la Bourse de Paris un petit parfum de scandale que certains ne jugent pas du meilleur effet pour la réputation internationale de la place financière française. Mais la filiale du CEA ne pouvait se contenter des sanctions « professionnelles » — exclusion de la charge Buisson du MATIF, cessation des activités d'Arbitrage SA. Devant l'ampleur de la perte, vis-à-vis de son personnel, mais aussi de détracteurs possibles au sein de ses autorités de tutelle, M. François de Wisco, son président, se devait d'aller plus loin. Pour tenter de démontrer que les 250 millions de francs perdus n'étaient pas de la seule responsabilité de l'entreprise, et pour récupérer, si cela se peut, une partie de ses fonds.

Le dépôt d'une plainte pour escroquerie ne dédouane pas pour autant la COGEMA de son inconscience et de sa négligence. Elle risque même de se mettre un peu plus en lumière. On a du mal à comprendre comment une entreprise de cette taille a pu confier la gestion de 300 millions de francs à un tiers sans exercer aucun contrôle pendant un an. Escroquerie ou pas, l'affaire n'est pas à la gloire de la COGEMA.

Peu flatteuse pour la société, la plainte va également secouer le petit monde de la Bourse, plus encore, comme tout milieu professionnel, à l'égard de son image. Elle fera sans doute prendre conscience à nombre d'entreprises que les risques de pertes sur les marchés financiers sont aussi importants que les perspectives de gains qui les attirent bien souvent. En second lieu, elle va obliger les autorités du marché à se montrer un peu plus exigeantes sur le fonctionnement des marchés et sur la qualité des intervenants. Si certains réfléchissaient sur la nécessité d'imposer des règles plus strictes dans les pratiques des intermédiaires financiers (obligation de mandats de gestion écrite et non plus orale, le plus précis possible, obligation d'information au client...), l'affaire COGEMA devrait accélérer les choses. Elle devrait permettre notamment de ne plus seulement sélectionner les organismes habilités à intervenir sur les marchés financiers, mais aussi les individus.

CLAIRE BLANDIN.

Le Crédit du Nord supprime 900 emplois

La banque du Crédit du Nord va supprimer 900 emplois en 1988 et fermer 90 de ses agences. La décision a été prise le 27 janvier en comité exécutif et a été annoncée officiellement le 28 janvier. Les mesures d'accompagnement social et les modalités de ce que la direction appelle « un plan d'action d'urgence » seront examinées par un comité central d'entreprise à la mi-février. L'inter-syndicale (CGT, CFDT, FO, SNB-CGC et CFTC) a aussitôt réagi en mettant en cause « la gestion de l'entreprise ».

En situation délicate depuis plusieurs années, le Crédit du Nord avait déjà eu recours à la formule des départs volontaires en 1986 et en 1987 pour réduire ses effectifs, actuellement ramenés à 8 992 personnes. Les résultats d'exploitation courante pour 1987 devant être négatifs, le Crédit du Nord a dû envisager rapidement une nouvelle série de mesures.

Les coûts du siège et des services centraux devront être diminués de 15 % à 20 %, les frais

généralistes seront réduits de 14 %. Surout, il est décidé de fermer 90 agences sur un réseau qui en comprend 442. Les moins rentables sont visées, sachant que, dans le Nord, un tiers des 202 guichets sont dans une position durablement négative. La suppression de 900 postes de travail devrait être obtenue à nouveau par des départs volontaires, mais, pour la première fois, le Crédit du Nord ne pourra pas éviter les licenciements secs. Le *turn over* et l'évolution de la banque le nécessitent.

BILLET

Deux faux parallèles

Comparaison n'est pas raison. La suppression de neuf cents postes de travail au Crédit du Nord (soit de 10 % des effectifs) n'est pas comparable à la réduction de 10 % des effectifs de la banque française en fin de l'année. Pour certains, la banque française subirait à son tour les effets du krach boursier, à l'instar du secteur bancaire américain. D'autres voient confirmé leur pronostic : la banque sera la victime de la déflation. Aucune de ces deux analyses n'est véritablement fondée.

Premier rapprochement erroné, celui proposé entre les banques américaines et françaises. La situation est radicalement différente. Depuis quelques semaines, les banques américaines annoncent des réductions massives d'effectifs. A Manhattan, les banques d'investissements ont déjà remercié douze mille personnes en trois mois. Les grandes banques commerciales ne lèvent pas non plus le Citicorp prévoit mille suppressions d'emplois, la Manufacturere Hanover deux mille cinq cents.

Outre-Atlantique, ces coupes brutales interviennent après une période de forte croissance des effectifs, les banques souhaitant alors profiter de l'euphorie des marchés financiers. Après le flux, le reflux. Le fonctionnement du marché du travail américain permet cette adaptation permanente aux variations de l'activité.

En France, la situation est différente. Certes, quelques banques de marché pourraient souffrir (voir l'enquête sur le groupe Palles dans le Monde Affaires). Mais, pour les grandes banques de dépôts (les quatre cents banques membres de l'Association française des banques employant environ deux cent cinquante mille personnes), leur sensibilité au krach boursier reste faible. Elles ont ensuite amorcé — après une période d'embauches impor-

tautes dans les années 70 — une réduction (discrète) de leurs effectifs depuis 1986, de 1 % à 2 % par an. Les personnels des banques françaises enfin protégés par une convention collective très favorable.

La sidérurgie de demain ? Le parallèle n'est pas plus justifié que le précédent. L'acier a été concurrencé par des produits de substitution et par des producteurs étrangers. Si les métiers de l'argent se transforment, ils ne sont pas menacés de disparition. Au contraire. La concurrence internationale est vive. La France dispose néanmoins dans ce secteur d'une avance certaine... et de la matière première, en l'occurrence la matière grise.

Des sureffectifs dans la banque ? Banquiers et syndicalistes soulignent, à juste titre, que le problème est avant tout qualitatif que quantitatif. C'est celui d'une adaptation à de nouvelles technologies et à de nouveaux métiers. « Le personnel de la banque a vécu trop longtemps dans un univers clos et protégé... La formation est une nécessité absolue », explique volontiers M. Jacques Peltier, le directeur des affaires sociales de l'AFB.

Les réductions d'effectifs du Crédit du Nord sont de ce point de vue moins révélatrices des enjeux en cours que le malaise de la Banque de France. Le Crédit du Nord souffre de difficultés particulières : une fusion en 1974 encore mal digérée, une implantation forte dans une région (le nord de la France) très affectée par la crise industrielle, une gestion contestée. A celles-ci viennent s'ajouter les problèmes d'adaptation à un monde financier en pleine mutation, ceux rencontrés par toutes les banques, et notamment la Banque de France.

ERIK SZRAJEWICZ.

EN BREF

● Le gouverneur de la Banque d'Angleterre reconduit dans ses fonctions. — Les services du premier ministre britannique ont annoncé le jeudi 28 janvier que le gouverneur de la Banque d'Angleterre Sir Robin Leigh-Pemberton avait été reconduit dans ses fonctions pour cinq ans. Cette décision, qui a reçu l'aval de la reine Elizabeth II, devrait être bien accueillie par les milieux financiers qui s'étaient pourtant montrés réservés lors de l'arrivée de Sir Robin à la tête de l'institut d'émission, en juillet 1983. La City, depuis lors, a apprécié la gestion du gouverneur durant l'une des périodes les plus mouvementées de l'histoire de la place financière londonienne.

● Chrysler ferme l'usine de Kenosha. — Chrysler, le troisième constructeur automobile américain, a annoncé le 27 janvier, l'arrêt de la fabrication de véhicules dans l'usine de Kenosha (Wisconsin) ainsi que le licenciement de cinq mille personnes, dans le cadre du programme de réduction de la production décidé à l'automne dernier.

● La DST et les ventes d'armes à l'URSS. — Le directeur de la filiale française de la société ouest-allemande Rohde und Schwarz, dont du matériel a été livré illégalement à l'URSS, selon la DST — le contre-espionnage français, — par un réseau de trafiquants français (le Monde du 29 janvier), estime qu'un des appareils concernés était « totalement obsolète » et n'avait « pas d'application militaire ». Il s'agit de l'adaptateur panoramique de type EDP, le dernier en date des appareils livrés par le réseau à l'URSS, et dont des sources policières soulignent le caractère « sensible ».

Selon M. Paul Ducaze, directeur de Rohde und Schwarz-France, il s'agirait en fait d'un appareil conçu il y a quinze ans. En considérant que la durée de vie moyenne d'un appareil est de dix ans, ce dernier était donc totalement obsolète. Un ingénieur des ventes de cette société, M. Jacques Guérin, fait partie des cinq Français inculpés dans le cadre de cette affaire.

| | |
|----------|---------|
| 14.10 | 13.10 |
| PARIS | LONDRES |
| 8.10 | 22.10 |
| NEW-YORK | TOKYO |

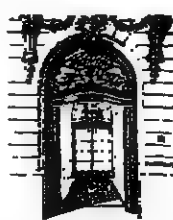
Gagner sur le temps.

Aujourd'hui, il n'y a de performance financière que dans une perspective internationale. Pour Paribas Asset Management, filiale spécialisée de gestion de portefeuilles, le monde est un espace de décision permanent.

Depuis Paris, New York, Londres, Genève et Tokyo, 50 spécialistes gèrent plus de 100 fonds d'investissement pour une clientèle française et internationale.

Ils utilisent les techniques d'analyse et de gestion les plus sophistiquées pour sélectionner à tout moment les devises, les marchés, pour déterminer la stratégie la plus adaptée aux besoins de la clientèle.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS

1988-01-30

BERTEN
SOLDES

حکذا من الاصل

Etranger

Une « situation embarrassante », selon Tokyo

Le Japon est devenu le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud

M. Uno, ministre des affaires étrangères, a demandé, jeudi 28 janvier, au Keidanren (patronat) d'exercer une pression sur ses adhérents afin de réduire leurs ventes en Afrique du Sud : en 1987, le Japon est en effet devenu le premier partenaire commercial du pays de l'apartheid.

TOKYO
de notre correspondant

« La situation est embarrassante », admet-on au ministère des affaires étrangères : « D'un côté, le Japon s'oppose à la politique de l'apartheid, mais, de l'autre, ses entreprises font preuve d'un dynamisme qui apparemment tient peu compte de la politique gouvernementale. » Jusqu'à l'année dernière, les Japonais se cachaient derrière les Américains. Maintenant, ils sont en première ligne. Et c'est précisément la veille du jour de la publication des résultats annuels de la balance des paiements japonaise (voir encadré) que le ministère des affaires étrangères a décidé de réagir afin d'enrayer une tendance qui risque de ternir un peu plus l'image du Japon à l'étranger : celui-ci paraît s'être gaillardement enfoncé dans la brèche laissée en Afrique du Sud par les Américains.

A un moment où Tokyo cherche à paraître davantage intégré à la communauté internationale, c'est là un mauvais point qui peut être inter-

directs sont interdits depuis près de vingt ans, la vente d'ordinateurs aux administrations et les importations de fer, d'acier et d'or sont limitées (bien qu'en ce qui concerne ce métal précieux, les trois cinquièmes des importations de Japon, soit 100 tonnes, proviennent d'Afrique du Sud). Dans le domaine culturel et touristique, les relations ont été coupées. Et pourtant, les affaires, elles, se développent.

Pratiquement, la moitié des exportations japonaises en Afrique se dirigent vers le pays de l'apartheid. Les Toyota, Mazda et Nissan remplissent les rues (les constructeurs japonais détiennent 60 % du marché), et les caméras Nikon, les téléviseurs Sony ou les montres Seiko sont les symboles, comme ailleurs, d'une société de consommation — du moins pour une partie de la population.

« Blancs d'honneur »

Plusieurs facteurs expliquent le renforcement du rôle du Japon dans le commerce extérieur de l'Afrique du Sud. Tout d'abord, les Japonais, en général, sont peu sensibles au problème de l'apartheid, bien qu'ils connaissent chez eux un problème de discrimination, masqué, mais non moins réel : celui des burakumin (littéralement, les « habitants des huttes ») : en d'autres termes, des Japonais discriminés par d'autres Japonais (1).

Il n'y a donc pas de véritable mouvement d'opposition populaire aux relations avec l'Afrique du Sud. L'année dernière, le premier ministre Nakasone fut cependant le seul dirigeant d'un pays grand partenaire commercial de l'Afrique du Sud à recevoir le président du congrès national anti-apartheid, M. Oliver Tambo. Par la suite, deux fabricants de films, dont Fuji Photo, annoncèrent leur intention de réduire leur présence en Afrique du Sud et Hishida de limiter au niveau de 1986 ses ventes d'ordinateurs. De son côté, cependant, Fujitsu prenait sans grande délicatesse la place d'IBM qui se désengageait...

Il existe un puissant lobby d'industriels japonais actifs à tourner les restrictions : ainsi, les constructeurs automobiles font monter leurs véhicules sur place (en 1986, les ventes de voitures japonaises évaluées en dollars ont augmenté de 62 %, et de 13 % en yens) ; d'autres agissent par des pays tiers. Les banques japonaises ont, en outre, souvent ignoré les restrictions volontaires décidées en 1974 par Tokyo, en accordant des prêts aux exportateurs (qui sont en fait des crédits acheteurs camouflés) ou en ayant recours aux bons offices de banques étrangères.

Le point névralgique de ce lobby se trouve à Johannesburg : c'est le Nippon Club dont le président est le représentant de la maison de commerce Marubeni Corp. Le Nippon Club est si actif dans la promotion des échanges avec l'Afrique du Sud que le consul général japonais à Johannesburg dut récemment renoncer à en faire partie, tant les activités du club allaient à l'encontre de la politique de son gouvernement.

Dans un pays où les Japonais bénéficient du statut spécial de « Blancs d'honneur », ne figurent sur aucune classification officielle mais leur permettant de vivre dans les quartiers réservés aux Blancs, les succès économiques mettent plus encore qu'ailleurs Tokyo dans une situation embarrassée. Sans doute, les industriels japonais se comportent-ils comme beaucoup de leurs homologues étrangers pour qui les profits passent avant les considérations politiques. Mais ils le font plus méthodiquement, obtiennent de meilleurs résultats, et deviennent aisément une cible privilégiée.

Le cynisme mercantile du Nippon Club de Johannesburg ne fait qu'aggraver les choses lorsqu'il publie, comme ce fut le cas récemment, sous la signature de son président, un commentaire tel que celui-ci : « Les sanctions décidées par le Japon ont eu une faible part dans les importations en provenance d'Afrique du Sud, car jusqu'à présent ces sanctions ont été très sélectives. » Conclusion du président du Nippon Club, les dommages pour les échanges ont été limités. Les dernières statistiques confirment effectivement son analyse.

PHILIPPE PONS.

(1) La Ligue de libération des blancs, fondée en 1922, qui lutte contre la discrimination des « habitants des huttes », descendants des parias de l'ancien Japon (soit, selon les estimations officielles, 1,8 million de personnes) a été, le 25 janvier à Tokyo, jour du quarantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, un « Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme », qui comprend des représentants de sept pays, dont les États-Unis, la France et l'Afrique du Sud.

Face au succès de la concurrence et à la grogne de Wall Street

IBM annonce une « vaste restructuration »

Afin de « se rapprocher de ses clients », IBM a annoncé, le 28 janvier à New York, une restructuration de ses structures, qui vient de se rapprocher d'Apple (voir le Monde Affaires de ce jour).

Le numéro un mondial de l'informatique va décentraliser ses décisions dans cinq divisions classées par produits (grande entreprise, petits et moyens, informatique personnelle, télécommunications, technologies). Parallèlement, une filiale IBM Etc.-Europe est créée de la même façon qu'existaient IBM Europe et IBM Pacific. Deux vice-présidents assisteront M. Akers : il s'agit de M. Jack Kuebler et Charles Cassini : ce dernier, de nationalité suisse, étant le premier non américain à atteindre un tel niveau dans la compagnie.

Se rapprocher des clients et répondre à la grogne de Wall Street, deux des résultats annoncés il y a quelques jours (le Monde du 21 janvier), tels sont les deux objectifs de ce vaste mouvement. Le numéro un mondial traverse, en effet, une passe plus difficile depuis deux à trois ans, due au ralentissement mondial du

marché informatique et au succès de certains concurrents, en premier lieu de Digital Equipment (DEC), le numéro deux mondial, qui vient de se rapprocher d'Apple (voir le Monde Affaires de ce jour).

Fin 1986, IBM avait entamé une restructuration qui consistait à réorienter des milliers de salariés vers le réseau commercial et à en mettre 14 000 en préretraite. Dans le même temps, un gigantesque effort technique était engagé pour résoudre le problème-clé de l'informatique en général et d'IBM en particulier : l'incompatibilité des différents ordinateurs entre eux.

Les résultats semblent tarder à venir. IBM, autrefois vanté comme un modèle de gestion, est devenu, pour certains, une machine bureaucratique, avec des procédures internes qui ont fait son succès mais qui, aujourd'hui, freinent sa créativité. La décision annoncée par M. Akers a pour but d'assouplir les rouages et de regagner l'agressivité d'antan.

Y arrivera-t-il ? A l'image de l'industrie américaine, IBM a perdu de sa superbe. Mais il y a fort à parier que les efforts entrepris finiront par payer. Les concurrents ont tout de même un avantage en forme et en force : il ne faut jamais oublier que le chiffre d'affaires de DEC (10 milliards de dollars) n'est que le cinquième de celui d'IBM.

Toutefois, le plus difficile sera de convaincre les clients que les ordinateurs IBM sont redevenus les meilleurs. Les directeurs informatiques des entreprises le croient ou le faisaient semblant de le croire, car IBM fonctionnait pour eux comme une assurance : on a jamais vu un de ses directeurs licenciés pour avoir acheté un IBM, même en cas d'inefficacité de système informatique. De ce point de vue, une page est définitivement tournée : chacun sait que les machines DEC, Apple ou Bull sont, aujourd'hui, de qualité au moins égale. Qu'IBM retrouve son impérialisme commercial est possible, son impérialisme technique, ce sera beaucoup plus dur.

E. L. B.

REPÈRES

Croissance

Perspectives de ralentissement en France

La croissance de l'activité industrielle devrait se ralentir au début de cette année, selon l'enquête mensuelle de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise. Il en irait ainsi notamment dans la branche automobile, dont les carnets de commandes globaux diminuent et dans le secteur des biens de consommation, qui connaît aussi une baisse des commandes et où les stocks sont jugés plutôt lourds. L'activité devrait se ralentir également dans les domaines des biens intermédiaires et des biens d'équipement professionnel.

Parfumerie

2 milliards de dollars de devises

En 1987, les exportations de l'industrie française de la parfumerie se sont élevées à 16 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires de 31 milliards de francs (+ 9,3 %), dont 12,3 milliards (+ 10 %) pour les facturations faites de France vers l'étranger, et 3,5 milliards provenant des « royalties », des bénéfices réalisés par les filiales étrangères et des achats touristiques en France. La France a exporté sept fois plus de parfums qu'elle n'en a importés, et cette industrie de luxe lui a rapporté plus de 2 milliards de dollars en devises. La parfumerie s'est donc classée au quatrième rang des industries françaises les plus exportatrices derrière les équipements automobiles, l'agro-alimentaire et la construction automobile, mais devant l'aéronautique et la pharmacie.

Les Français, quant à eux, ont acheté l'an dernier pour 18,9 milliards de francs. La progression est de 6,8 % en valeur et de 4,5 % en volume (+ 1,8 % en 1986).

Prix

+ 6 % pour les services en France

Selon les statistiques de l'INSEE, le prix ont augmenté en France, de décembre 1986 à décembre 1987, de 3,1 %, le résultat du dernier mois de l'année dernière (+ 0,1 %) étant confirmé. Le résultat sur l'année est obtenu malgré une forte poussée des prix des services (+ 8 %), compensée par une très faible hausse des produits énergétiques (+ 0,5 %). Toujours sur l'année 1987, les prix, en glissement, n'ont progressé que de 1,4 % pour l'ensemble, et de 1,8 % pour les produits manufacturés. La réparation automobile (+ 11,4 %), l'hôtellerie et la restauration (+ 7,3 %) et les loyers (+ 6,5 %) comptent parmi les plus fortes augmentations dans les services.

Paiements courants

Déficit record en Grande-Bretagne

Le déficit de la balance des paiements courants britanniques a atteint 582 millions de livres en décembre 1987, portant le solde négatif de l'ensemble de l'année à 2,692 milliards de livres (25 milliards de francs), le plus mauvais résultat enregistré depuis 1974. Le déficit du commerce extérieur, 1,18 milliard en décembre, 9,8 milliards sur l'ensemble de l'année, n'a été que partiellement compensé par un excédent de la balance des invisibles (tourisme, assurance, fret...) de 7,1 milliards. La forte demande interne a dopé les importations. Les exportations qui avaient pour leur part été très fortes au début d'année, ont connu des succès moins évidents en fin d'année. Calculées en volume — hors facteurs prix et taux de change — les ventes de pro-

duits manufacturés britanniques ont progressé de plus de 7 %, un rythme ramené à quelque 4,5 % durant les trois derniers mois de l'année.

Revenus

des ménages

Progression limitée à 1,2 % en 1987 aux Etats-Unis

Les revenus des ménages aux Etats-Unis ont progressé de 0,7 % en décembre et de 1,2 % sur l'ensemble de l'année, le plus faible gain annuel depuis 1982, annonce le département du commerce. Cette progression modérée n'a pas empêché les Américains de consommer : leurs dépenses ont augmenté de 0,5 % en décembre comme en octobre. Un phénomène à l'origine d'un faible taux d'épargne, 3,8 % des revenus disponibles en 1987, son niveau le plus bas depuis 1947. La majorité des économistes estiment que ce taux ne pouvant être réduit, la consommation est appelée à se ralentir au cours des mois à venir, pesant sur la croissance. Le produit national brut américain est alimenté à hauteur de 75 % par la consommation des ménages.

GILLES BAUDIN.

Croissance de 1,5 % à 2 % prévue pour 1988

Les objectifs économiques allemands provoquent un sérieux scepticisme

Les objectifs économiques du gouvernement ouest-allemand ont été accueillis avec un total scepticisme, accompagné dans le cas de l'opposition social-démocrate d'un flot de critiques. En présentant le rapport annuel adopté, le jeudi 28 janvier, par le cabinet, le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, a reconnu qu'il s'agissait d'un programme « ambitieux ». La croissance devrait atteindre entre 1,5 % et 2 % selon la coalition au pouvoir alors que les instituts de conjoncture et l'OCDE prévoient entre 1 % et 1,5 %. L'an dernier déjà, le gouvernement Kohl n'avait pas pu tenir son pari d'une expansion de 2,5 %, et l'année 1987 s'était terminée sur un très médiocre résultat de 1,7 %.

Au cas où la RFA parviendrait cette fois à tenir l'objectif d'une croissance de 2 %, une telle amélioration serait insuffisante pour entraîner une reprise significative en Europe et pour empêcher une dégradation de l'emploi outre-Rhin. En dépit d'une consommation intérieure soutenue, le gouvernement prévoit une progression de 2,5 % à 3 %, le chômage risque de s'aggraver pour s'établir en moyenne annuelle à

2,3 millions, soit près de 9 % de la population active.

Après avoir stagné en 1987, les exportations devaient à nouveau progresser de quelque 1,5 % à 2,5 % en 1988. Mais les importations augmentent sensiblement plus vite — 4 % à 5 % — permettant à la RFA de voir diminuer, pour la première fois depuis cinq ans, l'excédent de son commerce extérieur comme de sa balance des comptes courants. Une diminution qui s'annonce malgré tout limitée après l'excédent commercial record de 115,8 milliards de marks (394 milliards de francs). La baisse du prix des produits importés due à la forte appréciation du mark continuera de jouer pendant une bonne partie de 1988, gonflant, en devises allemandes, les soldes positifs du commerce extérieur.

Le rapport économique annuel ne laisse toutefois envisager aucune nouvelle initiative pour donner un coup de fouet à une économie disposant, selon les partenaires de Bonn comme selon l'opposition et le patronat allemands, d'un potentiel d'expansion non utilisé. La raison de cet immobilisme reste la même : le

déficit budgétaire. Ce dernier notablement augmenté du fait d'un accroissement des contributions à CEE mais aussi de moindres recettes fiscales dues à une modeste croissance et de versements réduits de la Bundesbank dont les bénéfices ont fondu avec la dépréciation du dollar. Pour l'ensemble des entités publiques — gouvernement fédéral, Länder, collectivités locales — le déficit atteindra 70 milliards de marks (238 milliards de francs) selon les prévisions 1988 de la coalition au pouvoir. Il représentera 54 milliards de marks en 1987. Cette contrainte réelle ne suffit pas à calmer les autres grands payeurs industriels dont l'impénitence l'égard de l'artifice allemande est renforcée par les succès engrangés par Bonn dans sa lutte persistante contre l'inflation. Les prix à la consommation ont augmenté en janvier de 0,2 % selon les estimations, provoquant de l'institut statistique de Wiesbaden, soit 0,8 % par rapport à janvier 1987. Un élément de bon augure pour les prévisions gouvernementales qui tablent sur une inflation marginale de 1 % et, moyennant cette année contre 0,6 % en 1987.

F. Ca.

Devant la poussée hispano-française

L'australien Alan Bond va acquérir 30 % des téléphones chiliens

SANTIAGO (CHILI)
correspondance

Des différents investisseurs en « choc » pour l'acquisition de 30 % du capital de la Compagnie des téléphones, cédés par l'Etat chilien dans le cadre de sa politique de privatisation, c'est le holding australien, présidé par M. Alan Bond, qui a finalement la préférence des pouvoirs publics. Le tandem Telefonos (compagnie espagnole semi-publique) et France câbles et radio (filiales de P et T françaises) était candidat.

En s'engageant à payer 272 millions de dollars (dont 120 comptant et le reste à la fin de l'année) pour le paquet d'actions, M. Bond a dépassé d'une courte tête ses rivaux immédiats, et s'est transformé ainsi en l'un des plus importants investisseurs étrangers au Chili. Avant de débiter aux téléphones, il avait déjà racheté au groupe américain Saint Joe Gold la plus grande mine d'or du pays pour la somme de 500 millions de dollars.

M. Alan Bond ne considère donc pas le Chili comme un pays à risque. Sa rencontre avec le général Pinochet en septembre dernier a suffi à dissiper ses inquiétudes politiques, puisque, à son retour en Australie il déclara que « le Chili est un pays étonnant, avec un gouvernement militaire digne ». L'entrepreneur australien est, il est vrai, un habitué des décisions audacieuses.

Depuis un an, investisseurs australiens et néo-zélandais ont effectué une entrée en force sur le marché financier chilien. S'agit-il des premiers fruits de la politique d'intégration au bassin du Pacifique chère à Santiago ? Après le coup d'Etat de 1973, le gouvernement militaire a tourné le dos aux efforts d'intégration latino-américaine réalisés par les administrations précédentes, faisant sortir le Chili du pacte andin (constitué en 1969 par cinq pays d'Amérique latine) et laissant se distendre les relations commerciales avec les pays limitrophes, affectées, il est vrai, par des différends frontaliers menaçants. Pour le général Pinochet, le retour des investisseurs étrangers, qui ont apporté plus de 1 milliard de dollars en 1987, est en tout cas une aubaine en cette année plébiscitaire.

GILLES BAUDIN.

Cascade de records

Le gouvernement japonais a annoncé, le vendredi 29 janvier, une cascade de records, dont certains lui paraissent encombrants. La baisse de 0,1 % des prix en décembre limite à 0,1 % la progression de l'indice pour l'ensemble de 1987. Due à une stabilisation des prix alimentaires et à la baisse des cours des matières premières importées, cette remarquable stabilité offre une marge de manœuvre à Tokyo pour poursuivre sa politique de relance. Une politique qui a permis de réduire à nouveau le chômage, dont le taux est revenu à 2,6 % en décembre, un point de moins que le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières. L'annonce d'un excédent record de la balance des comptes courants de 86,89 milliards de dollars en 1987 fera renaître l'inquiétude des partenaires de Tokyo en dépit d'une poussée en volume des importations. En décembre, cet excédent a atteint 9,44 milliards, en nette hausse sur les 5,78 milliards de novembre.

présumé comme une nouvelle preuve d'absence de volonté politique de la part de ses dirigeants, ainsi de la double langage qu'on leur reproche souvent.

Les statistiques de 1987 montrent que les échanges du Japon avec l'Afrique du Sud se sont élevés à 4,27 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 19 % par rapport à l'année précédente. Certes la valorisation du yen par rapport à la devise américaine est partiellement responsable de cette augmentation : évalués en yens, les échanges n'ont augmenté que de 2 %, passant de 607 à 620 milliards de yens.

Opposé à l'apartheid, le Japon a pris une série de sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud tant sur le plan commercial que diplomatique. Tokyo n'a pas d'ambassade à Johannesburg mais simplement un consulat général. Les investissements

75 PARIS - VILLE DE PARIS
Direction des Finances et des Affaires économiques (Service XV)
CONCESSION POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION
DE RESTAURANTS DANS LE FUTUR PARC PUBLIC
DE LA ZAC CITROËN-CÉVENNES (15^e arrondissement)
APPEL À LA CONCURRENCE

1. OBJET : La Ville de Paris lance un appel à la concurrence en vue de la construction et de l'exploitation, dans le cadre d'une concession, de deux restaurants dans le futur parc public de la ZAC Citroën-Cévennes.

2. PARTICULARITÉS DE LA CONSULTATION : L'appel à la concurrence a pour objet la proposition :
— d'une durée de concession ; d'un montant annuel de redevance ; de suggestions émanant de la proposition ; des conditions d'exploitation.
Les références professionnelles des restaurateurs proposés seront également prises en considération.

3. RETRAIT DES DOSSIERS : Les dossiers comportant le règlement de la consultation sont à retirer à partir du lundi 1^{er} février 1988 auprès de la Société d'Etudes et d'Aménagement de l'Urbanisme (Service XV, 35, quai de Grenelle, 75015 Paris), aménageur de la ZAC Citroën-Cévennes, contre un chèque de 500 F HT pour participation aux frais de constitution du dossier.

4. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS : Les propositions doivent être transmises à la Société XV (35, quai de Grenelle, 75015 Paris) le 13 mars 1988 à 17 heures au plus tard, sans que les propositions puissent être reçues par dépôt contre reçu à la même adresse.

La Société XV transmettra les propositions et les transmettra à la Ville de Paris.

PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle et semestrielle pour jeunes bacheliers 11 ans d'expérience dans la préparation des grandes écoles

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

PCS

48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. : (1) 45 56 59 96

Économie

SOCIAL

L'emploi des handicapés

Une souplesse dans l'application de la loi

Les décrets d'application de la loi du 10 juillet 1987 sur l'emploi des handicapés, publiés au *Journal officiel* du samedi 23 janvier, offrent une certaine souplesse dans l'application de la loi, qui impose normalement aux entreprises de vingt salariés d'employer 6 % de handicapés et d'accroître de 1 % par an le nombre de handicapés dans le calcul du quota. D'abord, certaines catégories d'emplois, ce qui atténue sensiblement les obligations pour certaines activités : sur cette liste figurent notamment les emplois du gros œuvre du bâtiment et des travaux publics, les mineurs, de nombreux emplois des transports (livreurs, chauffeurs routiers ou de transport en commun, marins, dockers, conducteurs d'engins...), les pompiers, les agents de sécurité, les vendeurs de grands magasins et les hôtes d'accueil.

Cette liste a fait l'objet de vives discussions avec les entreprises et les fédérations professionnelles. On fait valoir au ministère qu'il n'était pas possible de distinguer finement par emplois ou par types de handicap : on a choisi les catégories pratiquement formées à la plupart des handicaps, ou difficilement accessibles. Mais la Fédération nationale des handicapés (FNATH) juge « inacceptable cette énumération à l'heure où la technique permet de multiples aménagements des postes de travail ». Il n'est pas très logique non plus d'accorder des facilités aux secteurs où les accidents sont fréquents. En tout état de cause, affirme-t-on Rue de Grenelle, le nombre d'emplois offerts aux handicapés devra être supérieur à la situation actuelle à l'issue de la période de montée en charge.

Les entreprises, en effet, disposent normalement de trois ans à compter de leur création ou de leur passage du seuil de vingt salariés pour se mettre en règle. Mais la montée en charge de la loi sera progressive : le taux exigé sera de 3 % en 1988, 4 % en 1989, 5 % en 1990, 6 % en 1991, seulement.

Dans le décompte des handicapés et des accidents, ceux avec un handicap « modéré » (catégorie B) ou ayant une incapacité permanente comprise entre 66,66 % et 85 % comptent pour 1,5, ceux avec un handicap « grave » (catégorie C) ou une incapacité supérieure à 85 % pour 2 ; enfin, comptent pour une demi-unité supplémentaire les handicapés de moins de vingt-cinq ans

et de plus de cinquante ans, ceux qui suivent dans l'entreprise une formation professionnelle d'au moins 300 heures et — l'année de leur embauche — ceux qui sortent d'un atelier protégé, d'un centre d'aide par le travail (CAT) ou d'un institut médico-professionnel.

Deux autres solutions sont encore offertes pour satisfaire à la loi : versement d'une contribution à un fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés et surtout réalisation de programmes « d'embauche en milieu ordinaire de travail ; d'insertion et de formation ; d'adaptation aux mutations technologiques ; de maintien dans l'entreprise en cas de licenciement » à la suite d'accords de branche, d'entreprise ou d'établissement avec les syndicats, ainsi que — pour 50 % de l'obligation légale — conclusion de contrats de fourniture ou de sous-traitance avec des ateliers protégés, des CAT ou des centres de distribution de travail à domicile.

Il reste encore à publier l'arrêté fixant le taux de la contribution au fonds pour l'insertion professionnelle et, pour les partenaires sociaux, à constituer ce fonds (sous forme d'une association, FO, qui se déclare « très réservée » sur ces textes, a demandé à rencontrer le patronat pour discuter de l'insertion professionnelle des handicapés.

G. H.

M. Edmond Malinvaud au Collège de France

« La comptabilité nationale n'est pas un cadre suffisant pour la réflexion économique » déclare le conférencier

Ceux, très nombreux, qui sont allés, mercredi 27 janvier, entendre M. Edmond Malinvaud, ancien directeur général de l'INSEE, prononcer la leçon inaugurale de sa chaire sur le thème « Analyse économique », auront retrouvé le maître qu'ils connaissent. C'est une démonstration de maîtrise universitaire que le grand économiste et économiste français aura donnée devant son auditoire, composé de professeurs mais aussi de hauts fonctionnaires, d'amis et d'étudiants. Beaucoup de choses auront été dites en une heure comme sans y toucher. C'est ainsi qu'en passant M. Edmond Malinvaud, après avoir rappelé ses études à Chicago, insiste sur l'importance décisive de la formation qu'il a reçue à Paris. C'est là qu'il a appris à soumettre une intuition à une analyse et à des tests rigoureux.

En guise d'introduction, M. Edmond Malinvaud a marqué la place de l'analyse mathématique dans la science économique en général ; si elle a longtemps constitué une branche secondaire de cette discipline, depuis cinquante ans, elle exerce une emprise générale. Aujourd'hui, la mathématisation de

la théorie économique est quasi complète. Pour le conférencier, les critiques qui lui sont adressées relèvent de « malentendus ». Pendant les années 50, les critiques avaient une origine idéologique. On présentait l'économie mathématique comme l'instrument qui justifierait une planification totale. Pendant les années 60, changement complet des perspectives : l'économie mathématique est au contraire identifiée à « la prétendue théorie néo-classique » censée servir de couverture à un libéralisme sans frein.

Mais ce sont les critiques d'ordre méthodologique qui pourraient toucher M. Edmond Malinvaud. Celui-ci, fort habilement, cite un texte assez médiocre de Paul Leroy-Beaulieu écrit en 1896. Selon cet économiste qui eut un grand renom à son époque, la mathématique appliquée à l'économie était une « méthode laborieuse » impropre « soit à prêter, soit à renouveler, soit à enrichir, soit à répandre la science économique ». Après un réquisitoire aussi superficiel, la partie était belle pour notre conférencier. Celui-ci s'étendit sur les « vraies raisons » qui motivent les réserves qui ont longtemps accompagné le développement de l'économie mathématique. Ce n'est pas à dire que celle-ci n'est pas sans danger : « La beauté, voire la difficulté, ou l'élégance des formules sont parfois considérées comme des garants de leur pertinence », dit M. Malinvaud, pour qui, en définitive, « la théorie ne peut progresser qu'à partir d'une réflexion sur les phénomènes économiques ». Concession faite, au passage, aux quelques représentants de l'ancienne économie qualifiée de « littéraire » : les mathématiques sont « un outil indispensable », mais on ne doit pas les considérer comme « une fin en soi ».

Avec les acquis du passé

Sans hausser le ton ni préparer son auditoire à une recommandation aussi radicale, M. Edmond Malinvaud en arrive ensuite à déclarer tout bonnement qu'il convient de « reconstruire » tout en utilisant les acquis des investigations passées. Cela n'est pas seulement dû à des impasses méthodologiques. M. Edmond Malinvaud, comme tout un chacun se réfère à la réalité ambiante. Il cite le chômage, les déséquilibres financiers qui témoignent de « dysfonctionnements ». Si, il y a trente ans, la comptabilité nationale paraissait fournir un cadre suffisant à la réflexion, il n'en est plus de même aujourd'hui. Ce cadre est devenu trop large, toutes espèces de conceptions peuvent s'y déployer concernant les déterminants de l'activité économique.

« Je doute que puisse être défini un cadre théorique unifié », dit M. Edmond Malinvaud pour annoncer que ses leçons et le séminaire qu'il organisera porteront sur des aspects plus particuliers de la réflexion économique. Une grande place, pendant la première année, sera donnée à l'étude des méthodes employées pour la connaissance des phénomènes macro-économiques.

Selon la CGT

Les accidents du travail restent fréquents dans la métallurgie

Les accidents mortels ne diminuent pas dans la métallurgie, affirme la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) CGT, qui vient de rendre public un dossier à ce sujet. Selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie, le nombre de décès par accident dans cette branche a diminué sensiblement (passant de 187 en 1979 à 130 en 1985 ; mais, selon la FTM, il est remonté à 151 en 1986, et, en raison de la baisse du nombre des salariés et particulièrement des ouvriers, dans la branche, leur fréquence n'a guère changé, tournant avec des fluctuations, autour de 10 pour 100 000 ouvriers et de 6,5 pour 100 000 salariés.

D'autre part, ces chiffres ne comprennent pas, selon la FTM, les accidents mortels des entreprises sous-traitantes ou infirmières, classés dans d'autres professions, alors que « sur les sites, les travaux les plus dangereux sont sous-traités » ; d'autre part, ils n'incluent pas les décès dus à des maladies d'origine professionnelle (cancers, maladies cardio-vasculaires notamment) qui « se comptent par milliers ».

Pour la FTM, en effet, il existe « une mortalité moins visible que les accidents », celle due à la « toxicologie industrielle », mal reconnue

socialement et juridiquement. La FTM cite, par exemple, le beryllium (selon la FTM, sept salariés du centre de recherche de Pechiboc, à Voreppe dans l'Isère, sur une trentaine ayant travaillé avec ce métal avant 1973, sont morts de cancers), le polychlorobiphényle (ou « pyralène »), utilisé dans certaines installations (et notamment dans les huiles de coupe pour usinage, entre 1930 et 1973), et le benzopyrène dans les cokeries. La FTM signale aussi que parmi les malades atteints de cancers des voies digestives supérieures reçus au service ORL (oto-rhino-laryngologie) de l'hôpital Curie à Paris, et affectés d'« éléments professionnels pathogènes », près de la moitié travaillaient dans la métallurgie.

Enfin, la FTM accuse certaines entreprises de la métallurgie de licencier des salariés malades (« la maladie devient une faute professionnelle ») ou de refuser d'indemniser des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ou de ne pas leur donner des postes adaptés. Les responsables de la FTM ont cité notamment le cas de salariés licenciés à la suite d'« absences répétées » (ainsi, selon eux, « sur soixante-cinq licenciés chez Carmaud, la moitié le sont pour inaptitude »).

Sous-préfecture de Bonneville République française

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE D'UTILITÉ D'URGENCE ET DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU P.O.S.

Le public est informé que par arrêté préfectoral n° 5/88 en date du 12 janvier 1988 est prescrite sur le territoire des communes de La Roche-sur-Foron et d'Etaux une enquête portant sur :

- l'utilité publique et d'urgence du projet de construction du demi-diffuseur de La Roche-sur-Foron orienté vers Scientrier sur l'autoroute A-41 Grenoble-Genève ;
- la mise en compatibilité du P.O.S. de La Roche-sur-Foron.

L'enquête se déroulera en mairie de La Roche-sur-Foron du 15 février 1988 au 15 mars 1988 inclus, où le public pourra prendre connaissance du dossier pendant les heures d'ouverture de la mairie, soit le lundi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures et du mardi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (sauf les jours fériés).

Pendant le même délai, un registre subsidiaire ainsi qu'un dossier d'enquête seront déposés à la mairie d'Etaux où toute personne pourra en prendre connaissance les lundis, mardis, jeudis, samedis de 8 h 30 à 12 heures et les mercredis de 14 heures à 18 heures.

M. Vernay Roger, secrétaire général de mairie en retraite, demeurant Le Sévigné, 8 B, rue de la Paix, 74240 Gaillard, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés aux mairies de La Roche-sur-Foron et d'Etaux, ou adressées par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de La Roche-sur-Foron.

La commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public en mairie de La Roche-sur-Foron le vendredi 11 mars 1988 de 14 heures à 18 heures, le lundi 14 mars 1988 de 14 heures à 18 heures et le mardi 15 mars 1988 de 14 heures à 16 heures.

Dès parution du présent avis, le dossier d'enquête sera accessible à quiconque en fera la demande à la Direction départementale de l'Équipement, subdivision de Bonneville, boulevard des Allobroges, 74130 Bonneville, et à la sous-préfecture de Bonneville les jours ouvrés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Après enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera déposée aux mairies de La Roche-sur-Foron et d'Etaux et à la sous-préfecture de Bonneville où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur pourra être faite à toute personne qui en fera la demande à Monsieur le Préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Savoie (direction des collectivités locales).

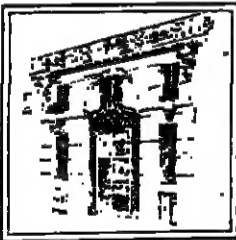
Pour le préfet,
commissaire de la République
du département de la Haute-Savoie,
Le sous-préfet délégué,
commissaire-adjoint de la République,
PIERRE-GERARD CAILLY.

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevillères gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.57.39

Vous trouverez
chez
GUY DRAY
fabriquant
un choix incomparable
de cuirs et fourrures
13, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS
Tél. : 42-30-53-40

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Banque Demachy & Associés

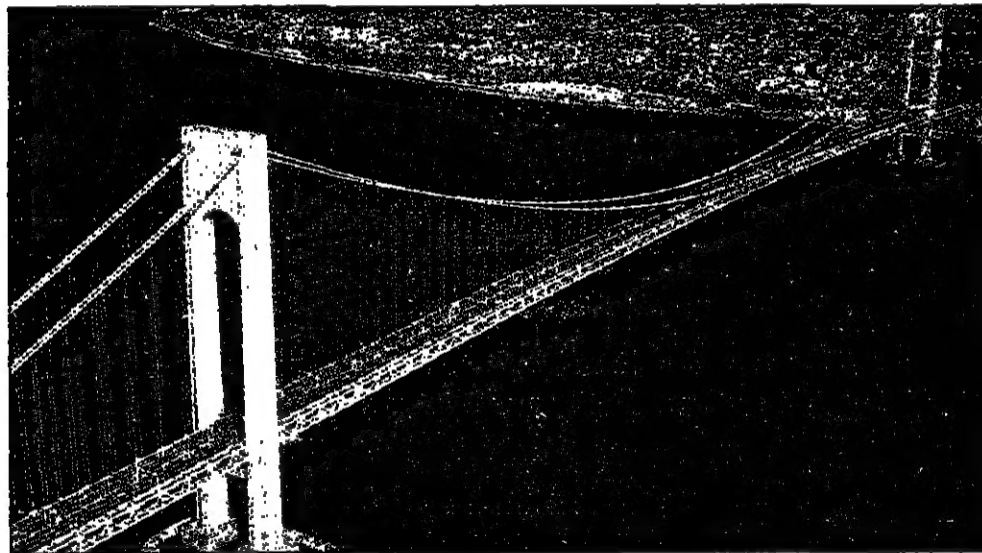
L'expérience
d'une grande banque privée
au service de votre patrimoine

Une gamme
diversifiée et performante
de Sicav

STRATÉGIE INTERNATIONALE
Citée au Palmarès de l'Expansion
25,3 % de mieux que le marché de Paris en 1987

Votre contact : Monsieur P.H. d'Hotels

223, rue Saint Honoré 75001 PARIS
Tél. : 40 15 65 00 - Téléc. : 230089



Quand les valeurs changent il faut savoir performer dans le temps.

Paribas Asset Management propose une gamme complète de SICAV
qui répondent à vos besoins spécifiques de placement : revenu, patri-
moine, croissance, opportunités.

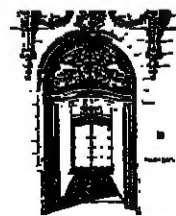
LES FONDS D'INVESTISSEMENTS GÉNÉRAUX

| | |
|---------------------|--------------------|
| Valorisation | Revenu |
| PARIBAS PATRIMOINE | PARIBAS REVENU |
| PARIBAS CROISSANCE | PARIBAS ÉPARGNE |
| PARIBAS OPPORTUNITÉ | PARIBAS OBLIGOMODE |
| | VALREAL |

LES FONDS D'INVESTISSEMENTS SPÉCIALISÉS

| | |
|-------------------------|----------------------|
| PARIBAS FRANCE | PARAMÉRIQUE |
| PROVINCE INVESTISSEMENT | EXTRÊME-ORIENT |
| PARÉUROPE | CORTEXA, technologie |

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19



SICAV PARIBAS

Gagner sur le temps.

حکومت المال

هكذا من الاصل

Second marché (sélection)

les cerveaux

les cerveaux

les cerveaux

les cerveaux

les cerveaux

ÉTRANGER

3 Les développements de l'affaire Weidheim.
4 L'avenir de la francophonie.
5 La situation en Afrique australe.
6 M. Mubarak à Washington.

POLITIQUE

7 M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais : une campagne impitoyable.
8 Les adhésions à la candidature Chirac extérieures au RPR : Point de vue : le choix d'un « libéral », par Jacques Larché.
— Le financement des partis.

SOCIÉTÉ

9 L'enquête sur les attentats de 1986 à Paris.
10 Plaintes contre une secte des Yvelines : « La Cité de la Vie » assésée.
— La conférence de Londres sur le SIDA.

CULTURE

17 Les Dames de l'Avignon, au Musée Picasso.
18 Cinéma : « Saxo », d'Arlet Zéroun.
— « Le journal d'un amateur », par Philippe Bouchet.
— COMMUNICATION : la mise en liquidation du Matin de Paris.

ÉCONOMIE

23 La COGEMA porte plainte pour escroquerie.
— La Crédit du Nord supprime 900 emplois.
24 Le Japon est devenu le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud.
25-27 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Annonces classées 22
Cartes 21
Campus 21
Météorologie 18
Jeux, Mots croisés 21
Loto 20
Radio-télévision 21
Philatélie 21

MINTEL

● Le mini-journal à 10 heures. JOUR
● La crise des quotidiens français : pourquoi ? DIRE
● La librairie du Monde. PROCURE
Actualités, International, Campus.
Abonnements. FRAM. Médo.
36-15 tapez LEMONDE

Avant le sommet franco-britannique

« A quoi sert une brigade franco-allemande ? » demande M^{me} Thatcher

La France et la Grande-Bretagne tiennent ce vendredi à Londres, avec plusieurs mois de retard, leur sommet annuel 1987, dominé par la préparation du conseil européen de Bruxelles des 11 et 12 février et les questions de défense.

Le président Mitterrand et M. Jacques Chirac devaient aborder le dossier communautaire à tour de rôle, lors d'un tête-à-tête d'une heure chacun, avec M^{me} Thatcher.

A la veille de ce « sommet », le premier ministre britannique a accordé à l'hebdomadaire L'Express une interview dans laquelle elle réaffirme avec vigueur que « la défense de l'Europe, c'est d'abord l'OTAN ».

« Je ne crois pas aux initiatives pour la galerie, déclare-t-elle. Je suis pour l'efficacité. A quoi sert une brigade franco-allemande ? »

« Je comprends fort bien, poursuit le chef de gouvernement britannique, que la France et l'Allemagne aient une volonté de réconciliation très profonde. (...) Je m'inquiéterais néanmoins si je devais penser que c'est au détriment de l'OTAN. Au contraire, il faut que cela renforce l'Organisation. J'espère qu'il en sera ainsi. »

En cas de crise, M^{me} Thatcher souhaite que la France ouvre ses ports aux forces britanniques. « Compte tenu des besoins en renforts, il serait raisonnable de pouvoir utiliser les ports français, et cela devrait s'inscrire dans le cadre de la défense de la France elle-même », affirme-t-elle, tout en soulignant qu'une telle initiative ne remettrait pas en cause la position particulière de la France dans l'OTAN, dont l'Allemagne a quitté en 1966 le commandement intégré.

Après des rachats discrets en 1987

Axa détient près de 4 % du capital de l'UAP

Le groupe privé d'assurance Axa, que dirige M. Claude Bébear, détient, à la suite de rachats discrets en Bourse réalisés tout au long de 1987, près de 4 % du capital de la compagnie nationale d'assurances Union des assurances de Paris (UAP). Révélée par le quotidien financier l'Agfif, ce vendredi 29 janvier, l'information est confirmée au siège parisien du groupe Axa.

Craignant de ne pas être retenu au sein du groupe des actionnaires stables de l'UAP (désignés par le ministre de l'Economie) et souhaitant néanmoins « prendre place au sein du capital de l'UAP avant sa privatisation », M. Bébear a fait acheter par différentes filiales de son groupe d'assurances des titres de l'UAP sur le marché. Il n'exclut pas d'acheter de nouvelles actions.

Jusqu'à présent, aucun seuil de participation nécessitant une déclaration publique n'a été atteint.

A l'issue de ces achats discrets, le groupe Axa est le principal actionnaire privé de l'UAP. Le capital du numéro un français de l'assurance est détenu à 85 % par l'Etat, à 3 % par le personnel, le reste étant dans le public. M. Bébear n'a jamais caché qu'à ses yeux la privatisation aurait dû être l'occasion de rapprochements entre compagnies d'assurances françaises, de manière à favoriser la constitution de groupes capables de se battre à armes égales avec les géants mondiaux de l'assurance (notamment les anglais et les allemands), dans la perspective de l'ouverture du marché européen.

Le Japon maintient la limitation de ses exportations d'automobiles vers les Etats-Unis

Le Japon continuera à limiter ses exportations d'automobiles vers les Etats-Unis pour l'année commençant le 1^{er} avril prochain, a annoncé le 29 janvier le ministre du commerce extérieur et de l'industrie (MITI). Le quota de 2,3 millions de voitures particulières sera maintenu pour la quatrième année consécutive, a déclaré M. Hajime Tamura lors d'une conférence de presse.

Le Japon avait commencé en 1981 à limiter à 1,6 million d'unités ses exportations d'automobiles devant la montée du protectionnisme aux Etats-Unis. Le maintien des « limitations volontaires », portées ensuite à 1,85 puis 2,3 millions d'unités, répond essentiellement à des considérations politiques. Tokyo veut éviter d'irriter davantage un Congrès dominé par les démocrates et où la tendance protectionniste et antijaponaise est très affirmée.

Sur le vif

Il faut nous enfermer !

Où on va là, avec cette histoire de SIDA ? Ça devient complètement dément ! Vous avez vu, l'autre soir à la télé, la tête chevelue de la princesse Anne, fille de la Queen, quand on lui a offert un superbe lot de capotes anglaises, bouquet final de la conférence internationale, qu'elle présidait à Londres. Moi, je me marrais. Bien fait pour sa pomme ! Faut dire, elle venait de verser une larme pleine de tact et de cœur sur les innombrables victimes du virus. Traduction : les hélicoptères, pas les hommes, pas les scores.

Permettez, madame, que je vous remercie au nom des cent millions de séropositifs — chiffre très prudent, paraît-il — qui ont le compte — qui vont se balader de per le monde d'ici trois ans. J'en suis sûr, mais ça ne saurait tarder. S'agissant d'une progression exponentielle, je suis sûr.

Si, quand même, je me fais du souci. Vous savez pour quoi, pour quoi ? Pour le Marché commun. Il

est fichu. Regardez ces fonctionnaires à Bruxelles et à Strasbourg, pas fous, les mecs, ils sont déjà à se barricader derrière le test de dépistage pour se partager seuls le gâteau. Et chez Philip, si on avait pas guéri, ils étaient prêts à cacher leurs portes avec un verrou en forme de seringue. Par ici la prise de sang !

Au train où ça va, bientôt personne ne voudra plus embrasser personne. Bonjour le chômage et bonjour le SIDA. Je me demande ce qu'on attend pour ouvrir, pas des sidéoriums, ils seraient vite débordés, des sanatoriums, il en faudrait pas des masses, réservés aux rares rescapés du fléau du siècle. On y vivrait en autarcie. A l'ancienne. Lampes à huile, robes tissées, main, pommes de terre brûlées pas cuites, et saignées à la Diéscus : des fois qu'il y aurait une bricole galeuse d'arrière coin, faudrait voir à l'évacuer vite fait.

CLAUDE SARRAUTE.

Accord au COCOM pour alléger les listes des produits exclus des échanges Est-Ouest

Les principaux pays occidentaux et le Japon réunis dans le cadre du COCOM sont tombés d'accord jeudi pour renforcer les contrôles sur les exportations de technologies stratégiques vers les pays de l'Est, tout en allégeant les listes d'interdiction pour les produits « bas de gamme », a-t-on appris à l'issue de réunions qu'ont tenues à Versailles, durant deux jours, des représentants de quinze pays de l'OTAN et du Japon, membres du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (le Monde du 29 janvier).

Les principaux membres de la délégation américaine, dirigée par M. John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint, ont insisté, dans une rencontre avec la presse, sur l'engagement de tous en faveur de contrôles renforcés concernant les technologies pouvant servir à des

fins militaires. Ils ont convenu que les listes de produits « qui est un processus permanent », était nécessaire pour éliminer les produits « bas de gamme », tout en indiquant que la réunion avait été également « importante du fait de quelques violations des règles du COCOM », surtout l'affaire Toshiba-Kongsberg, du nom des sociétés japonaise et norvégienne qui avaient exporté du matériel interdit vers l'URSS.

De source autorisée française, on indique que les partenaires des Américains ont dit « oui au contrôle renforcé », tout en soulignant que celui-ci serait d'autant plus efficace que la liste des produits interdits sera plus courte. « Il faut élargir les branches morales » et renforcer la coordination entre les seize pays pour rationaliser les listes, ajoutent-ils de même source.

EN BREF

● GRANDE-BRETAGNE : la cour d'appel de Londres confirme la condamnation de six Irlandais.

— La cour d'appel de Londres a rejeté, le 28 janvier, l'appel interjeté par six Irlandais, qui avaient été condamnés à tort il y a trois ans pour deux attentats qui avaient fait vingt et un morts et cent soixante-deux blessés à Birmingham, en 1973. Les six Irlandais ont toujours soutenu qu'ils avaient été contraints sous la violence à reconnaître leur culpabilité et qu'ils avaient été reconnus coupables sur des conclusions erronées des médecins légistes. — (AP.)

● RFA : condamnation d'un ancien SS. — Un ancien sous-officier SS du camp de concentration d'Auschwitz (Folger), Gottfried Weise, solitaire-six ans, a été condamné, jeudi 28 janvier, à la réclusion à perpétuité par la cour d'assises de Wuppertal, en RFA. Il a été reconnu coupable d'avoir tué cinq prisonniers pendant l'été 1944. — (AFP.)

● PÉROU : grave générale meurtrière. — Deux morts, trente et un blessés, mille arrestations, tel est le bilan de la journée de grève générale lancée, jeudi 28 janvier, contre la politique économique du gouvernement. Dans la plupart des grandes villes du pays, de violents incidents ont éclaté opposant non seulement grévistes et forces de l'ordre, mais aussi à Lima, la capitale, des membres du mouvement terroriste Sendero lumineux à des militants de la gauche unie (marxiste). En outre, dans plusieurs départements, des attentats — sans victimes — ont été commis contre des édifices municipaux et des commissariats. — (AFP.)

● NOUVELLE-CALÉDONIE : arrestation d'un jeune homme suspecté d'assassinats. — Une importante opération de gendarmerie avec l'aide d'hélicoptères, dans la région de Koné, au nord-est de la Nouvelle-Calédonie, a abouti le jeudi 28 janvier à l'interpellation sans incident d'Yves Sugitani, un jeune métis calédonien recherché dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de trois gendarmes, en 1987. Selon un communiqué du commandant des forces de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, diffusé vendredi matin à Nouméa, Yves Sugitani est « impliqué dans le meurtre de deux sous-officiers de gendarmerie », Gérard Berné et Aimé Robert, abattus le 30 septembre dernier près de la tribu de Tinoé, située à une dizaine de kilomètres de Koné. Il faisait également l'objet d'un mandat d'arrêt pour « rébellion armée par suite de trois personnes » délivré à la suite de l'assassinat du gendarme Rémy Marchal. Ce gendarme, qui participait à une opération de police judiciaire, avait été tué par balles dans des circonstances similaires et dans la même région, le 28 avril 1987.

● POLYNÉSIE : M. Léontieff forme un nouveau parti. — M. Alexandre Léontieff, président du gouvernement de la Polynésie française, a présenté à la presse, mardi 28 janvier, à Papeete, les statuts du mouvement politique Te Tiamara (le Flambeau) qu'il vient de créer avec six de ses ministres, onze membres de l'Assemblée territoriale et treize cinq personnalités polynésiennes. Chaque archipel du territoire sera représenté par un député régional au sein du bureau exécutif et du comité directeur. « Nous ne sommes pas hostiles à l'idée de publier périodiquement les chiffres de nos finances », a indiqué M. Léontieff en réponse à une question sur le financement du parti. Le nouveau président du gouvernement territorial s'est également déclaré favorable à la création de régions en Polynésie afin de « revitaliser les archipels et donner à leurs élus la possibilité de mieux faire valoir les aspirations des populations ». Au cours du premier congrès qu'il tiendra, fin mars, à Tahiti, Te Tiamara déterminera sa position sur l'élection du président de

la République et sur son éventuelle affiliation à un parti politique métropolitain.

● Les requêtes de M. Fosse rejetées. — Le tribunal administratif de Papeete a rejeté, lundi 25 janvier, les requêtes déposées par M. Gaston Fosse contestant la régularité des dernières élections à la présidence de l'Assemblée territoriale. En sa qualité de conseiller local, le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud avait mis en doute la validité des opérations électorales qui avaient abouti à l'élection de M. Jean Juvenin à la présidence de l'Assemblée polynésienne et à l'élection de M. Alexandre Léontieff, son ancien allié, à la tête du gouvernement territorial.

● Apaisement à France-Culture-France-Musique. — Les syndicats SNJ et CFTD ont annulé, jeudi 28 janvier, leur préavis de grève après qu'un compromis est intervenu avec la direction de Radio-France. Celle-ci a, selon les syndicats, en effet accepté de « négocier le départ de Charly Dupux », ce journaliste pigiste permanent depuis cinq ans dont la direction ne souhaitait plus prolonger la collaboration. Le directeur de l'information de Radio-France, M. Michel Meyer, s'est également engagé à garantir, par lettre, « l'autonomie de l'équipe » et « la spécificité de l'information sur France-Culture/France-Musique ».

● Viol collectif aux Minguettes. — Huit adolescents, de quatorze à seize ans, ont été inculpés de viol sur mineurs de moins de quinze ans et écroués lundi 25 janvier à Lyon. Pendant trois mois, ils ont, deux à trois fois par semaine, maltraité une collègue de quatorze ans qui, par crainte des représailles, n'a jamais osé parler. Les garçons, qui, selon les jours, étaient de deux à cinq attendaient l'adolescente à la sortie du collège. Alain à Saint-Fons et l'entraînaient dans les locaux à poules du quartier des Minguettes à Vénissieux (Rhône) ou dans des appartements squattés du même secteur. La collègue, pour justifier ses retards, expliquait à sa mère qu'elle restait au collège après les cours parce qu'elle était « collée ».

LA DÉCORATION EN SOLDES !
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT
dans son travail de réinsertion sociale, donnez meubles, vêtements, appareils de chauffage, et tous objets encore utilisables ou réparables... non certes vendus à votre domicile.
APPELEZ : 45-83-64-40
Pour mieux connaître ses autres activités, laissez son hebdomadaire EN AVANT !
ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Rome, à Paris-6.

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
2, rue de l'Ecole-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45. 75006 Paris
M^o Odéon - RER Luxembourg

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TÉLÉVISION
une sélection de programmes immobiliers en résidences principales et de loisirs en vente ou en location
RENSEIGNEMENTS :
45-55-91-82, poste 41-38

M. JACQUES CHIRAC
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »
M. Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 31 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.
Le premier ministre, qui s'est mis en congé du RPR lors du congrès de ce mouvement le 24 janvier, répondra aux questions d'André Passeron et de Patrick Jarraud du Monde, et de Paul-Jacques Trauffant et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le numéro de « Monde » daté 29 janvier 1988 a été tiré à 500 424 exemplaires

SOLDES
sur collection de meubles, lits, canapés, etc.
Rémy
OUVERT DIMANCHE 31 Janvier 88
REMY : 80-82 Fg-St-Antoine
Tél. : 43-43-65-58.

ODOUL AGENT DE DENTECO
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88
LONDRES GRATUIT
Brittany Ferries
Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS
au MONDE et aux publications périodiques
36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS
avec ou sans armoire à 1 ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laque.
CAPÉLOU
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

Au Paradis des SOLDES
du 21 janvier au 6 février
RUE DE PARADIS (Paris 10^e)
25 boutiques vous accueillent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie